

LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI  
ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS  
DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

SOUS LA PRÉSIDENCE DE  
L'HONORABLE FRANCE CHARBONNEAU, J.C.S., présidente  
M. RENAUD LACHANCE, commissaire

AUDIENCE TENUE AU  
500, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST  
MONTRÉAL (QUÉBEC)

LE 24 SEPTEMBRE 2014

VOLUME 237

**DANIELLE BERGERON et CLAUDE MORIN**  
**Sténographes officiels**

RIOPEL GAGNON LAROSE & ASSOCIÉS  
215, rue Saint-Jacques, Bureau 110  
Montréal (Québec) H2Y 1M6

COMPARUTIONS

POUR LA COMMISSION :

Me PAUL CRÉPEAU  
Me ÉLIZABETH FERLAND

INTERVENANTS :

Me MARIE-CLAUDE MICHON pour le Procureur général du Québec  
Me MÉLISSA CHARLES pour l'Association de la construction du Québec  
Me JOSÉANE CHRÉTIEN pour le Barreau du Québec  
Me ROXANE GALARNEAU pour l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec  
Me PIERRE POULIN pour le Directeur des poursuites criminelles et pénales

---

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
LISTE DES ENGAGEMENTS	4
LISTE DES PIÈCES	4
PRÉLIMINAIRES	6
 THIERRY USCLAT	
INTERROGÉ PAR Me PAUL CRÉPEAU	8
CONTRE-INTERROGÉ PAR Me MARIE-CLAUDE MICHON	189
 JEAN VILLENEUVE	
INTERROGÉ PAR Me ÉLIZABETH FERLAND	195

---

LISTE DES ENGAGEMENTS

	PAGE
201E-127 : Transmettre renseignements relativement à la période du signalement et la période de l'incident	293

---

LISTE DES PIÈCES

	PAGE
200P-2080 : Présentation de la Commission municipale du Québec (CMQ) - Une contribution novatrice au monde municipale	12
200P-2081 : Guide des bonnes pratiques de la CMQ	88
200P-2082 : Rapport sur la mise en oeuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale décembre 2012	127
200P-2083 : Jugement 2014 QCCS 617 - Pinsonneault c. PGQ et CMQ le 24 février 2014	189

VOLUME 237

Le 24 septembre 2014

- 5 -

201P-2084 : Présentation du ministère des Affaires  
municipales et de l'Occupation du  
territoire (MAMOT) à la CEIC du 19  
septembre 2014

308

---

1 L'AN DEUX MILLE QUATORZE (2014), ce vingt-quatrième  
2 (24e) jour du mois de septembre,

3

4 PRÉLIMINAIRES

5 (09:34:32)

6

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Bon matin. Est-ce que les avocats peuvent  
9 s'identifier, je vous prie?

10 Me PAUL CRÉPEAU :

11 Alors, bon matin, Madame la Présidente. Paul  
12 Crépeau pour la Commission.

13 Me MARIE-CLAUDE MICHON :

14 Bonjour. Marie-Claude Michon pour le Procureur  
15 général du Québec.

16 Me MÉLISSA CHARLES :

17 Bon matin. Mélissa Charles pour l'Association de la  
18 construction du Québec.

19 Me JOSÉANE CHRÉTIEN :

20 Bonjour. Joséane Chrétien pour le Barreau du  
21 Québec.

22 Me ROXANE GALARNEAU :

23 Bonjour. Roxane Galarneau pour l'Association des  
24 constructeurs de routes et grands travaux du  
25 Québec.

1 Me PIERRE POULIN :

2 Bonjour. Pierre Poulin pour le Directeur des  
3 poursuites criminelles et pénales.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Bonjour, Maître Crépeau.

6 Me PAUL CRÉPEAU :

7 Bonjour, Madame la Présidente. Je vais appeler  
8 Maître Thierry Usclat à la barre. Alors, si vous  
9 pouvez vous lever, Maître Usclat.

10

11

12

1 L'AN DEUX MILLE QUATORZE (2014), ce vingt-quatrième  
2 (24e) jour du mois de septembre,

3

4 A COMPARU :

5

6 THIERRY USCLAT, vice-président - Commission  
7 municipale du Québec

8

9 LEQUEL, affirme solennellement ce qui suit :

10

11 INTERROGÉ PAR Me PAUL CRÉPEAU :

12 Q. **[1]** Alors, Maître Usclat, vous êtes juge  
13 administratif, vice-président de la Commission  
14 municipale dont on va parler ce matin l'exercice  
15 des pouvoirs et des pouvoirs d'enquête et de  
16 tribunal administratif.

17 R. C'est exact.

18 Q. **[2]** Je vais juste peut-être vous demander, pour  
19 commencer - je vais vous suggérer peut-être des...  
20 des lignes, ça va aller un peu plus vite pour la  
21 présentation - voir votre parcours professionnel  
22 pour vous amener au poste de vice-président que  
23 vous occupez actuellement. Alors, vous êtes  
24 toujours avocat inscrit au tableau de l'Ordre?

25 R. Je suis avocat inscrit régulièrement au tableau de



1 l'Ordre.

2 Q. **[3]** Et de... si je résume, de mil neuf cent quatre-  
3 vingt-un (1981) à deux mille dix (2010), en  
4 pratique privée, essentiellement droit civil, droit  
5 professionnel, de cette nature-là?

6 R. C'est exact.

7 Q. **[4]** Inspecteur aussi, vous avez agi comme  
8 inspecteur pour le Service d'inspection  
9 professionnelle du Barreau du Québec?

10 R. Oui.

11 Q. **[5]** Enseignement dans les... en droit, en matière  
12 de droit professionnel, conflit d'intérêts, à  
13 l'École du Barreau du Québec?

14 R. Particulièrement, oui.

15 Q. **[6]** Et de façon plus particulière, vous avez été  
16 nommé à la Commission municipale du Québec à titre  
17 de vice-président, et peut-être préciser votre  
18 titre, vice-président...

19 R. Vice-président, bien, si on se fie au décret, vice-  
20 président affecté aux dossiers en éthique et  
21 déontologie en matière municipale. Pour des fins de  
22 faciliter, on dit vice-président à l'éthique et à  
23 la déontologie, là. Essentiellement, ma fonction,  
24 indépendamment du fait que je suis sur le comité de  
25 direction, c'est de procéder aux enquêtes lorsqu'on

1 est saisi d'un dossier en éthique et déontologie et  
2 de rendre une décision et, le cas échéant, à  
3 déposer une sanction. Évidemment, de diriger tout  
4 le secteur, de superviser, sous la direction de la  
5 présidente évidemment, superviser le secteur  
6 éthique et déontologie qui est une nouvelle  
7 juridiction depuis deux mille onze (2011).

8 Q. [7] Et est-ce...

9 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

10 Q. [8] Depuis combien de temps?

11 R. Depuis deux mille onze (2011). La loi a été adoptée  
12 en fin deux mille dix (2010). J'ai... je suis entré  
13 en fonction - je veux pas me tromper - le vingt-  
14 trois (23) janvier, je pense, vingt-trois (23) ou  
15 vingt-quatre (24) janvier deux mille onze (2011),  
16 donc à partir de ce moment-là... Mais, il faut  
17 comprendre, Monsieur le Commissaire, que les élus,  
18 il y avait un délai pour adopter les codes  
19 d'éthique, alors on a préparé, on a organisé  
20 finalement, là, tout le processus et mis en place  
21 cette nouvelle juridiction.

22 Me PAUL CRÉPEAU :

23 Je m'assure à ce que le son... Est-ce que le son  
24 est bon? Est-ce qu'on entend bien le témoin? Oui.  
25 Ça va. Merci.

1 Q. **[9]** Alors, les... et je comprends que toute  
2 cette... cette nouvelle juridiction vous a été  
3 accordée en vertu d'une loi qu'on regardera tout à  
4 l'heure, mais c'est en deux mille dix (2010), il y  
5 a une loi qui a été adoptée, la Loi sur l'éthique  
6 et déontologie?

7 R. Elle a été adoptée le deux (2) décembre deux mille  
8 dix (2010).

9 Q. **[10]** O.K. Et c'est à ce titre-là que vous êtes  
10 arrivé à la Commission municipale du Québec.

11 R. Effectivement, et c'est prévu dans la loi...

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Q. **[11]** Bon. Attendez juste un petit moment, là. Moi,  
14 je ne vois pas la régie, mais il y a des parties  
15 qui m'indiquent qu'on n'entendrait pas bien.

16 Me PAUL CRÉPEAU :

17 C'est ce que...

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Q. **[12]** Est-ce que vous pouvez lever votre micro peut-  
20 être?

21 R. Le lever. Oui, certainement.

22 Q. **[13]** Et l'approcher un peu. Approchez-le. Merci.

23 Me PAUL CRÉPEAU :

24 Vous nous direz si c'est bon au niveau du son. O.K.

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Merci.

3 Me PAUL CRÉPEAU :

4 Q. **[14]** Alors, deux mille dix (2010), vous êtes  
5 arrivé. Maintenant, on va peut-être regarder la  
6 Commission municipale du Québec et on a une  
7 présentation PowerPoint qu'on pourrait mettre à  
8 l'écran, ce qui est à l'onglet numéro 1, Madame  
9 Blanchette. Je vais vous demander de nous amener  
10 immédiatement à la page 3 qui est l'historique.  
11 Alors, on va coter la pièce, Madame la Greffière.

12 LA GREFFIÈRE :

13 200-2080.

14

15 200P-2080 : Présentation de la Commission  
16 municipale du Québec (CMQ) - Une  
17 contribution novatrice au monde  
18 municipale

19

20 Me PAUL CRÉPEAU :

21 Q. **[15]** Merci. Alors, la présentation nous servira  
22 comme support à votre... votre témoignage, Maître  
23 Usclat. Alors, on voit que la création de la  
24 Commission, c'est en mil neuf cent trente-deux  
25 (1932) dans un cadre particulier. Et peut-être

1           juste un mot brièvement là-dessus, là. C'était au  
2           cours de la grande dépression, ça, qu'on a créé la  
3           Commission municipale?

4       R. Effectivement, donc à la suite du crack boursier de  
5           mil neuf cent vingt-neuf (1929), il y a plusieurs  
6           municipalités qui éprouvaient des difficultés  
7           financières importantes et même il y a des  
8           municipalités qui étaient carrément en faillite.  
9           Alors, à ce moment-là on a créé la Commission. Le  
10          premier but, c'est de surveiller les finances de...  
11          des municipalités.

12       Q. **[16]** Alors, c'est sous ce thème-là qu'on va voir...

13       R. Oui.

14       Q. **[17]** ... la Commission municipale surveiller les  
15          finances des municipalités.

16       R. Oui.

17       Q. **[18]** Maintenant, allons à la diapositive suivante,  
18          Madame Blanchette. On va voir qu'il y a eu des  
19          grands changements dans le mandat et je vais juste  
20          vous demander peut-être d'élaborer sur les trois  
21          qui sont mentionnés à l'écran.

22       R. Hum, hum.

23       Q. **[19]** Alors, celui de mil neuf cent quatre-vingt-  
24          quatre (1984), deux mille quatre (2004) et deux  
25          mille dix (2010) qui modifient le mandat de la

1 Commission.

2 R. O.K. Alors, en deux mille quatre (2004), le  
3 législateur a décidé, il y a eu dépôt d'un projet,  
4 pour retirer à la Commission municipale divers  
5 pouvoirs...

6 Q. **[20]** En deux mille quatre (2004)?

7 R. En mil neuf cent quatre-vingt-quatre (1984),  
8 pardon.

9 Q. **[21]** Oui.

10 R. À retirer divers pouvoirs d'approbation et  
11 d'autorisation en matière d'administration  
12 financière aux municipalités. Il faut voir qu'à  
13 l'époque on a approuvé tous les règlements  
14 d'emprunt des municipalités, les engagements de  
15 crédit. On recevait les états financiers également  
16 des municipalités. On était avisé du nom du  
17 vérificateur. À ce moment-là, c'est retiré à la  
18 Commission et c'est confié au ministère des  
19 Affaires... des Affaires municipales.

20 Q. **[22]** Alors, vous perdez à ce moment-là certains  
21 pouvoirs. Mais, dans les faits, comment ça se  
22 traduit ça, cette perte de pouvoirs là au niveau  
23 des renseignements que vous avez à la Commission  
24 municipale sur l'état financier... l'état des  
25 finances de municipalités?

1 R. Bien, écoutez, à partir... à partir de cette date-  
2 là, on n'a plus aucune information sur les  
3 municipalités du Québec, et on les recevait avant;  
4 toutes les municipalités avaient l'obligation de  
5 passer par la Commission municipale. À partir de  
6 cette date-là, ça passe par le ministère. La  
7 commission étant un organisme indépendant, on les  
8 recevait plus.

9 Q. **[23]** O.K. On va voir... deux mille quatre (2004),  
10 dépôt du projet 76 qui propose l'abolition de la  
11 Commission municipale.

12 R. Effectivement, en deux mille quatre (2004), il y a  
13 un projet de loi, le projet de loi 76 qui propose  
14 l'abolition de la Commission municipale. Ce projet  
15 de loi a été déposé. Il y a eu une adoption de  
16 principe. Il a été... il est mort au feuillet. Il  
17 a été réinscrit. Et, finalement, il a jamais été  
18 adopté. Donc, si on remonte dans l'historique  
19 législatif, en deux mille six (2006) on voit qu'il  
20 a été abandonné. Donc, de deux mille quatre (2004)  
21 à deux mille six (2006), il y a un projet de loi  
22 qui est là et qui propose l'abolition de la  
23 Commission municipale et les transferts à  
24 différents autres organismes dont le Tribunal  
25 administratif du Québec, entre autres.

1 Q. **[24]** Alors, on verra tout à l'heure l'effet du  
2 couperet, parce que c'est un couperet, à ce moment-  
3 là on faisait disparaître... On verra au niveau des  
4 ressources, des budgets, qu'est-ce que ça a donné.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 O.K. Mais, Maître Crépeau...

7 Me PAUL CRÉPEAU :

8 Oui?

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Je présume qu'on va en arriver à ce qu'il  
11 faisait...

12 Me PAUL CRÉPEAU :

13 Oui.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 ... puisque...

16 Me PAUL CRÉPEAU :

17 Oui.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Q. **[25]** Dans le sens suivant : c'est que, comme vous  
20 dites qu'en quatre-vingt-quatre (84) on vous a  
21 enlevé certains pouvoirs et qu'on a tout remis au  
22 MAMROT...

23 R. Hum, hum.

24 Q. **[26]** ... puis qu'en deux mille quatre (2004), on a  
25 proposé l'abolition de la Commission municipale,



1           entre quatre-vingt-quatre (84) et deux mille quatre  
2           (2004), est-ce qu'il s'est passé quelque chose avec  
3           votre organisme? Avez-vous fait des choses?

4       R. Bien oui! Oui, l'organisme a procédé dans toutes  
5           les juridictions qu'on avait à l'époque, que ce  
6           soit comme tribunal administratif, organisme  
7           d'enquête, exemption de taxes, on a quoi, tutelle,  
8           administration provisoire; toutes ces juridictions-  
9           là ont existé. La seule chose, c'est que ce  
10          qu'on... à partir de quatre-vingt-quatre (84), on  
11          n'a plus... on n'a plus certaines informations de  
12          nature financière sur les municipalités alors qu'on  
13          les avait avant. Puis c'est la différence. Mais les  
14          pouvoirs n'ont pas été changés, là. Les autres  
15          pouvoirs.

16       Me PAUL CRÉPEAU :

17       Q. **[27]** Alors, on a perdu de l'information, mais des  
18          pouvoirs ne sont pas changés...

19       R. Les pouvoirs ne sont pas changés.

20       Q. **[28]** ... vous avez continué à fonctionner dans  
21          différents aspects de votre juridiction, qu'on  
22          verra tout à l'heure.

23       R. Effectivement.

24       Q. **[29]** O.K.

25

1 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

2 Q. [30] Peut-être, pourriez-vous nous dire qu'est-ce  
3 qui faisait qu'on voulait vous faire disparaître en  
4 deux mille quatre (2004), puis finalement ça n'a  
5 pas... on vous a pas fait disparaître?

6 R. Écoutez, ce que j'en sais, il y a eu... on remonte  
7 à, je pense, à mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept  
8 (1997), je ne veux pas me tromper, dans les années  
9 quatre-vingt-dix-sept (97), il y avait déjà le  
10 rapport Facal sur la question un peu... déjà, on  
11 parlait déjà de réingénierie de l'État, de réduire  
12 certains organismes, la taille de certains  
13 organismes. Alors, il y avait déjà eu... on en  
14 avait déjà parlé. Et, en deux mille quatre (2004),  
15 dans la perspective de la réingénierie de l'État,  
16 on a décidé de faire disparaître certains  
17 organismes ou de transférer certains pouvoirs à  
18 d'autres organismes pour avoir une... des  
19 structures moins lourdes.

20 Alors, le projet a été adopté de principe.  
21 Le projet de loi a été remis au feuillet à la  
22 session suivante. Et j'ai regardé, de novembre...  
23 la première fois, c'est en novembre deux mille  
24 quatre (2004), il y a une adoption de principe;  
25 ensuite, en mai deux mille cinq (2005). Et il est

1 réinscrit en mars deux mille six (2006) puis,  
2 finalement, il est jamais adopté. Alors, je  
3 comprends qu'à la fin de la session, probablement  
4 avant l'été deux mille six (2006), il est mort au  
5 feuilletton. Puis, finalement, il a jamais été  
6 adopté comme tel.

7 Q. **[31]** Pourquoi qu'on vous a gardé en vie? Parce que  
8 des fois on voulait vous abolir...

9 R. Oui, il y a eu...

10 Q. **[32]** ... mais pourquoi...

11 R. Je pense qu'il y a eu de fausses représentations  
12 autant au niveau du milieu municipal, puis je pense  
13 qu'on a réalisé l'importance que la Commission  
14 municipale reste. Et on... je peux pas... je peux  
15 pas spéculer mais on a peut-être vu aussi des  
16 questions d'économie. Il y a peut-être des fois...  
17 on revient sur une certaine... certaines décisions.  
18 On dit : « Oui, on va peut-être couper de la...  
19 économiser de l'argent parce qu'on transfère à  
20 d'autres juridictions. » Je peux pas vous dire la  
21 décision prise par le gouvernement à ce moment-là.  
22 On voit l'intention dans le projet de loi, mais on  
23 n'a pas de précisions à cet effet-là.

24 Q. **[33]** Quand vous dites « l'importance de la  
25 Commission municipale, » c'est quoi pour vous

1 l'importance de la Commission municipale, pour  
2 qu'on vous garde en vie?

3 R. Bien, écoutez, c'est parce que l'importance de la  
4 Commission municipale, c'est... c'est le seul  
5 organisme spécialisé au niveau municipal. C'est le  
6 seul tribunal administratif, organisme d'enquête  
7 spécialisé dans le milieu municipal. Pour moi,  
8 l'importance, elle est évidente. Évidemment, je  
9 peux pas me placer à la place du législateur à  
10 l'époque, puis les raisons qui ont motivé le dépôt  
11 du projet de loi. Ce qu'on sait, c'est qu'il n'a  
12 pas été aboli. Mais il y a quand même eu des  
13 conséquences pendant une certaine période de temps  
14 comme on pourra en discuter.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Q. **[34]** Elle était peut-être importante sur papier,  
17 mais on va voir quelle était son importance dans  
18 les faits.

19 Me PAUL CRÉPEAU :

20 Q. **[35]** Alors, peut-être la dernière modification  
21 importante... deux mille dix (2010), il y a  
22 l'adoption de la Loi sur l'éthique, déontologie en  
23 matière municipale qui a amené la création de votre  
24 poste.

25 R. Effectivement.

1 Q. **[36]** Et c'est un nouveau champ de compétences, ça,  
2 qui est donné à ce moment-là à la Commission  
3 municipale?

4 R. Oui, c'est un nouveau champ de compétence. Puis,  
5 effectivement, ça découle de l'adoption de la Loi  
6 sur l'éthique et déontologie. Il y avait rien  
7 d'équivalent auparavant, là.

8 Q. **[37]** O.K. On arrive maintenant... les quatre  
9 compétences. Alors, on va regarder quelles sont,  
10 justement, les compétences. Et je vais vous amener  
11 peut-être à la sixième diapositive, Madame  
12 Blanchette. Commission municipale du Québec qui  
13 exerce ses compétences sous quatre volets. Je vais  
14 vous demander de les décrire brièvement. On les  
15 verra un peu plus loin dans le détail, celles qui  
16 sont pertinentes.

17 R. D'accord. Alors, bon, d'abord, comme tribunal  
18 administratif, ensuite comme organisme  
19 administratif, comme organisme d'enquête et, enfin,  
20 comme organisme consultatif.

21 Q. **[38]** O.K. Commençons par votre rôle en tant que  
22 tribunal administratif. On va... on va commencer,  
23 bougez pas.

24 R. Diapositive 7.

25 Q. **[39]** Alors, quelle est la fonction... on voit

1           « Enquête en matière d'éthique et de déontologie  
2           des élus municipaux et pouvoir de sanction. »

3           R. Oui. Alors, effectivement, en vertu de la loi,  
4           maintenant, lorsqu'on est... le ministère nous  
5           transfère un dossier d'un... une demande d'enquête,  
6           donc on doit procéder à l'enquête, entendre les  
7           témoins, entendre la défense de l' élu, décider si  
8           l' élu a commis un manquement et, éventuellement,  
9           imposer une sanction.

10          Q. **[40]** Le cas échéant.

11          R. Alors, c'est la nouvelle juridiction.

12          Q. **[41]** Et on voit dans les... alors, c'est... vous le  
13           mettez en tête de... en tête de lice. Est-ce que,  
14           en nombre, c'est ce qui occupe le plus le  
15           tribunal... l' aspect tribunal administratif de la  
16           Commission municipale?

17          R. Pas nécessairement en nombre de dossiers parce que,  
18           si on regarde dans les tableaux ultérieurs, en  
19           matière de... d'exemption de taxes, il y a beaucoup  
20           plus de dossiers. Mais un dossier en éthique et  
21           déontologie, tout dépend du dossier. Évidemment, le  
22           temps consacré, puis si on fait l'enquête,  
23           obtention de documents, l' audience, éventuellement  
24           la sanction, est beaucoup plus long. On peut parler  
25           de dix pour un (10/1) ou même de quinze pour un

1 (15/1) par rapport à un dossier, par exemple,  
2 d'exemption de taxes.

3 Q. **[42]** O.K. Et la partie éthique et déontologie, on  
4 se rappelle, c'est un pouvoir qui est nouveau.

5 R. (inaudible).

6 Q. **[43]** Est-ce qu'on peut dire que vous êtes encore en  
7 mode rodage dans l'exercice de cette juridiction-  
8 là?

9 R. Oui, il y a encore... évidemment, il y a du rodage,  
10 surtout la première année. Il y a eu des  
11 modifications - on en parlera tout à l'heure -  
12 suite à... à la décision de la Cour supérieure dans  
13 l'arrêt... dans l'affaire Pinsonneault où  
14 finalement on a déclaré inconstitutionnelle la  
15 disposition qui impose le huis clos. Alors, à ce  
16 moment-là, on a dû réagir rapidement et modifier le  
17 processus pour qu'il soit arrimé avec la décision,  
18 la décision de la Cour supérieure. Il y a du  
19 rodage, mais je pense qu'après maintenant deux ans,  
20 il faut bien comprendre que les premiers dossiers  
21 sont parvenus début deux mille douze (2012) et  
22 tranquillement puisque les codes d'éthique devaient  
23 être adoptés au plus tard à la... à la fin de  
24 l'année deux mille onze (2011). Alors, on peut pas  
25 invoquer un manquement si le code d'éthique est pas

1 en vigueur. Alors, on...

2 Q. **[44]** Il y a des...

3 R. ... on atteint une certaine vitesse de croisière  
4 actuellement.

5 Q. **[45]** O.K. Alors, vous me placez comme deuxième  
6 aspect la reconnaissance aux fins d'exemption de  
7 taxes foncières ou de taxes d'affaires?

8 R. Oui.

9 Q. **[46]** Ça, c'est... c'est vraiment le... le gros du  
10 volume, mais en quantité de dossiers mais pas  
11 nécessairement au niveau du... du travail et du  
12 temps utilisé au tribunal administratif?

13 R. Effectivement. Je... je pense pas qu'il soit  
14 inférieur non plus aux enquêtes, à l'éthique et  
15 déontologie, c'est... c'est difficile parce qu'il y  
16 a des dossiers de taxes qui sont pas nécessairement  
17 compliqués, il y a des dossiers de taxes qui sont  
18 beaucoup plus compliqués. Il faut comprendre que  
19 dans le volume de neuf cents (900) quelques  
20 dossiers, huit cents (800) quelques décisions  
21 rendues en matière de taxes, il y a des dossiers de  
22 révision aussi, là. Donc, qui nécessitent pas  
23 nécessairement un temps juge important. Alors  
24 c'est... je pense qu'en termes de volume et de  
25 temps, même si on l'a mis en deuxième, la



1 reconnaissance de taxes est un peu plus... il y a  
2 un peu plus de temps qui est consacré que  
3 l'éthique. Mais l'éthique, il faut comprendre que  
4 c'est des dossiers qui... qui requièrent beaucoup  
5 de temps et d'attention de la part des... des juges  
6 administratifs.

7 Q. **[47]** On y reviendra tout à l'heure en regardant le  
8 genre de dossiers.

9 R. Hum hum.

10 Q. **[48]** On va aller à la diapositive numéro 9, les  
11 organismes...

12 (09:49:53)

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Q. **[49]** Depuis quand est-ce que l'éthique retient  
15 l'attention des tribunaux administratifs?

16 R. Depuis... bien, quant à nous, depuis... depuis  
17 l'adoption de la loi, Madame la Juge. C'est la  
18 juridiction qui nous a été donnée.

19 Q. **[50]** Donc, depuis?

20 R. Depuis deux mille dix (2010).

21 Q. **[51]** Alors je comprends bien qu'avant deux mille  
22 dix (2010), l'éthique n'était pas un enjeu pour...  
23 pour votre organisme?

24 R. Bien, c'est pas que c'était pas un enjeu, on  
25 n'avait pas de juridiction pour statuer sur un

1           manquement en vertu d'un code d'éthique puisque la  
2           loi... certains... certaines municipalités avaient  
3           un code d'éthique qui était... qui était sur une  
4           base volontaire, mais il n'y avait pas de... il n'y  
5           avait pas de disposition qui prévoyait comment  
6           sanctionner un manquement à un tel... à une telle  
7           disposition.

8           Me PAUL CRÉPEAU :

9           Q. **[52]** Pas de disposition et pas de juridiction chez  
10          vous justement pour sanctionner ça?

11          R. Effectivement.

12          Q. **[53]** Alors, la loi a été adoptée en deux mille dix  
13          (2010)...

14          R. En deux mille dix (2010).

15          Q. **[54]** ... et bon, on va y revenir tout à l'heure,  
16          mais on a donné un an aux municipalités pour  
17          adopter des codes d'éthique dans chacune des  
18          municipalités concernant les élus municipaux?

19          R. Effectivement.

20          Q. **[55]** Et cette période-là, là, la date limite pour  
21          l'adoption des codes d'éthique pour les municipaux?

22          R. C'est au mois de décembre deux mille onze (2011).

23          Q. **[56]** O.K.

24          R. Un an de l'entrée en vigueur de la loi.

25          Q. **[57]** Ce qui veut dire qu'au début deux mille douze

1 (2012), toutes les municipalités, en principe,  
2 doivent être... doivent avoir un code en matière  
3 d'éthique et de déontologie?

4 R. C'est exact. Il y a simplement deux municipalités  
5 qui se sont vu imposer, à ma connaissance, des  
6 codes d'éthique parce que la loi prévoyait que si  
7 la municipalité n'adoptait pas, le ministre  
8 imposait un code d'éthique.

9 Q. **[58]** Bon. On reverra tout à l'heure le contenu.  
10 Pour le moment, j'aimerais qu'on aille voir la  
11 partie...

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Q. **[59]** J'aimerais...

14 Me PAUL CRÉPEAU :

15 Oui.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Excusez-moi.

18 Me PAUL CRÉPEAU :

19 Oui.

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Maître Crépeau.

22 Q. **[60]** J'aimerais savoir qu'est-ce qui est à  
23 l'origine, justement, de ces nouveaux pouvoirs qui  
24 vous étaient donnés ou de cette nouvelle  
25 juridiction?

1 R. Oui. Alors, Madame la Juge, il faut comprendre que  
2 dans les années deux mille sept (2007), deux mille  
3 huit (2008), à la suite de certaines révélations  
4 dans les médias quant au comportement de certains  
5 élus, il y a un plan d'action qui a été préparé par  
6 le ministère des Affaires municipales. Il y a un...  
7 un comité de travail qui a été formé, qui a donné  
8 lieu à un rapport déposé en deux mille neuf (2009),  
9 le rapport Gagné, où il y avait monsieur Florent  
10 Gagné qui était sur ce comité-là. Il y avait des  
11 gens de la Commission municipale, il y avait des  
12 avocats, des juristes de la... des Affaires  
13 municipales, afin de déterminer quel... comment  
14 on... ça va être quoi la meilleure façon d'agir  
15 pour essayer d'encadrer le comportement des élus  
16 municipaux. Donc, dans le fond, ce qui est à la  
17 base de la loi sur l'éthique, c'est le rapport  
18 Gagné. Donc...

19 Q. [61] Alors, si je comprends bien, c'était les  
20 révélations publiques qui étaient faites?

21 R. Qui a initié, que la décision du Ministère de  
22 légiférer, oui, c'est à la suite, ce qu'on  
23 comprend, et le rapport Gagné qui a fait une étude  
24 de la situation.

25 Q. [62] Mais on s'entend que ces révélations publiques

1           étaient tout de même... c'est-à-dire que les... les  
2           informations étaient tout de même connues en vase  
3           clos et ne devaient certainement pas être inconnues  
4           de votre organisme?

5       R. Je peux pas nécessairement vous dire si elles  
6           étaient inconnues de notre organisme puisque  
7           évidemment, on n'avait plus déjà depuis un bout de  
8           temps, là, les... d'informations financières. Mais  
9           c'est sûr qu'on avait... il y a des choses lors  
10          d'administrations provisoires, de tutelles qui  
11          sont... mais les administrations provisoires et les  
12          tutelles qu'on faisait à l'époque, on y reviendra  
13          avec la Ville de Laval, étaient surtout des plus  
14          petites municipalités. Donc, c'était pas  
15          nécessairement les mêmes... les même situations, si  
16          on fait référence à des actes de corruption ou  
17          autres. C'est beaucoup plus des... des gens qui ont  
18          pas toujours les connaissances pour agir  
19          correctement, par exemple en matière d'octroi de  
20          contrats. Mais à ce moment-là, on agissait parce  
21          que lors des tutelles, des administrations  
22          provisoires, il y avait des... des correctifs qui  
23          étaient apportés. Et de la formation et de  
24          l'information au niveau des fonctionnaires  
25          municipaux et des élus municipaux à l'époque.

1 Me PAUL CRÉPEAU :

2 Q. [63] Alors, mais ça, c'est quand vous étiez... vous  
3 interveniez...

4 R. Oui.

5 Q. [64] ... par vos pouvoirs de tutelle et  
6 d'administration provisoire. On verra dans quel cas  
7 ça peut être fait et dans quel cas ça a été fait.

8 R. Oui.

9 Q. [65] On revient maintenant, justement, à vos  
10 pouvoirs d'organisme d'enquête, c'est l'onglet...  
11 la... la page 9. Voilà. Alors, organisme d'enquête.  
12 Alors, c'est votre deuxième pouvoir, vous avez le  
13 pouvoir de faire des enquêtes. Deux types  
14 d'enquête. Je vous demanderais peut-être de nous  
15 expliquer qui peut initier ces enquêtes-là. Alors,  
16 l'enquête sur l'administration financière des  
17 municipalités.

18 R. Alors, soit la Commission municipale peut initier  
19 cette enquête-là ou le ministre peut demander à la  
20 Commission municipale de tenir une telle enquête.  
21 Maintenant, le... la deuxième partie, l'article 22,  
22 vous faites référence à l'article 22...

23 Q. [66] Oui.

24 R. ... de la Loi sur la Commission municipale, et là,  
25 le gouvernement, par décret, peut demander à la

1 Commission municipale de faire une enquête sur tous  
2 les aspects de l'administration de la municipalité.  
3 La loi prévoit les aspects qu'il indique.  
4 Normalement, le gouvernement va indiquer dans le  
5 décret : « Vous allez enquêter sur tous les  
6 aspects ou des aspects précis d'une... qui  
7 concernent une municipalité. »

8 Q. [67] O.K. Alors, on a vraiment deux thèmes, soit  
9 l'administration municipale où vous pouvez agir  
10 proprio motu...

11 R. Oui.

12 Q. [68] ... ou encore, à la demande, et là ce n'est  
13 pas un décret ministériel, c'est juste une demande  
14 du ministre?

15 R. C'est une demande du ministre.

16 Q. [69] Le ministre des... ministre des Affaires  
17 municipales?

18 R. Le ministre des Affaires municipales des régions et  
19 de l'occupation du territoire.

20 Q. [70] Voilà. Alors, on verra tout à l'heure comment  
21 ça se décline sur ce pouvoir-là. Et l'organisa...  
22 l'organisme administratif qui est votre... un autre  
23 pouvoir intéressant, allons à la diapositive numéro  
24 10.

25 R. Alors, je viens de l'évoquer, administration

1        provisoire, on va y revenir tout à l'heure. S'il y  
2        a une perte de quorum, on doit administrer  
3        directement à la municipalité, on a les mêmes  
4        pouvoirs qu'un conseil municipal. Les pouvoirs de  
5        tutelle. Je pense qu'ils ont été rendus un peu  
6        plus... il y a eu plus d'information dans le cas de  
7        la tutelle à Laval où là, vraiment, on approuve les  
8        décisions du conseil au moyen de résolutions. Mais  
9        on a certains pouvoirs de congédiement des cadres,  
10       et caetera, qu'on pourra y revenir aussi. Donc,  
11       c'est les deux, c'est les deux pouvoirs principaux.  
12       Je pense qu'on peut passer assez rapidement sur  
13       l'approbation de règlement de conseil.

14      Q. [71] Les autres sont moins pertinents.

15      R. Ce n'est pas des choses qui sont, qui sont  
16       nécessairement... Président d'élection, bien, ça  
17       arrive en périodes électorales où on a des demandes  
18       à cet effet-là.

19      Q. [72] On parlera tout à l'heure de l'administration  
20       provisoire et de la tutelle.

21      R. Oui.

22      Q. [73] Et il reste, vous avez aussi un pouvoir  
23       consultatif sur lequel, évidemment, on comprend que  
24       vous pouvez être consulté par différents organismes  
25       ou différentes personnes au niveau des pouvoirs.



1       Ceux-là, par contre, on va peut-être passer par-  
2       dessus pour le moment. Ce qui nous amène à la page  
3       12, Madame Blanchette. Je vais vous demander de  
4       nous présenter maintenant les décisions rendues,  
5       adoption depuis... en deux mille treize (2013),  
6       deux mille quatorze (2014), pour voir en quoi  
7       consistent les activités de la Commission  
8       municipale.

9       R. C'est sûr qu'en termes de décisions, on voit que  
10       les dossiers d'exemptions de taxes sont en haut en  
11       termes de volume, suivis par les enquêtes en  
12       matière d'éthique et de déontologie. Évidemment, je  
13       dois quand même préciser que c'est tiré de notre  
14       rapport annuel. Donc, c'est des statistiques qui  
15       remontent au trente et un (31) mars, trente et un  
16       (31) mars dernier. Évidemment, il y a une évolution  
17       particulièrement dans les dossiers d'éthique. Donc,  
18       je peux vous dire que les taxes, les enquêtes en  
19       éthique ainsi que les avis de conformité occupent  
20       la majorité du temps des membres de la Commission  
21       municipale. Évidemment, il y a les tutelles,  
22       administration provisoire, médiation arbitraire qui  
23       occupent le reste du temps des juges  
24       administratifs.

25       Q. [74] Maintenant, tutelle, on est en deux mille

1 treize (2013), deux mille quatorze (2014). Est-ce  
2 que la tutelle de Laval a occupé une large place  
3 cette année-là?

4 R. Une très grande, large, une très grande place dans  
5 les activités de la Commission puisqu'on avait deux  
6 membres de la Commission qui étaient à Laval en  
7 permanence. On avait trois... Il y avait un délégué  
8 puis deux délégués adjoints. Trois tuteurs qui  
9 avaient les pleins pouvoirs qui étaient à Laval  
10 pratiquement toute la semaine, sauf exception.

11 Q. **[75]** La page 13, Madame Blanchette. Et là, c'est  
12 une énumération. On ne les relira pas. Mais on voit  
13 que la Commission municipale doit appliquer  
14 plusieurs lois, dont les principales sont listées.  
15 C'est le cas?

16 R. Effectivement.

17 Q. **[76]** Et il y a d'autres lois à part celles-ci?

18 R. Il y a d'autres lois.

19 Q. **[77]** O.K.

20 R. On est dans plus d'une quinzaine de lois  
21 différentes.

22 Q. **[78]** On le liste comme ça. C'est pour des fins plus  
23 de recherche. Et à la page 14, on va regarder les  
24 questions. Alors, quelle est l'indépendance ou le  
25 statut de la Commission municipale? Peut-être faire

1 la description à partir des quatre items qui sont  
2 mentionnés.

3 R. Bien, écoutez, pour la Commission municipale, c'est  
4 un tribunal administratif et organisme indépendant.  
5 La juridiction s'exerce exclusivement en matière  
6 municipale. À ma connaissance, il n'y a pas  
7 d'organisme qui touche uniquement au droit  
8 municipal. Même si on est indépendant, il y a une  
9 certaine interaction avec le MAMOT. Maintenant, on  
10 ne dit plus le MAMROT, mais c'est le MAMOT. Par  
11 exemple, on a une entente de services  
12 administratifs au niveau des ressources humaines,  
13 gestion matérielle, gestion informationnelle.

14 Il y a une interaction au niveau du MAMOT  
15 puisque c'est le commissaire aux plaintes, par  
16 pouvoir délégué, qui nous transmet les plaintes en  
17 éthique et déontologie. Il y a également aussi une  
18 interaction avec le Ministère relativement à  
19 certains mandats qui sont confiés. Par exemple  
20 lorsqu'on met une municipalité en tutelle, les  
21 tuteurs peuvent avoir des discussions, par exemple,  
22 avec les gens du ministère des Directions  
23 régionales pour avoir certaines informations  
24 relativement à leur travail dans le cadre de la  
25 tutelle.

1 Q. **[79]** Actuellement, on regarde les ressources qui  
2 sont à la disposition de la Commission  
3 municipale...

4 R. Oui.

5 Q. **[80]** ... et c'est peut-être le dernier item qui est  
6 mentionné en bas, elle compte actuellement treize  
7 (13) membres. On va définir ce qu'est un membre à  
8 la Commission municipale.

9 R. Oui.

10 Q. **[81]** C'est un juge administratif?

11 R. C'est un juge administratif qui a les pleins  
12 pouvoirs prévus par la loi. Et on inclut, quand on  
13 dit treize (13) membres, actuellement on inclut la  
14 présidente. Parce que la présidente est membre de  
15 la Commission et présidente. Donc, hormis le  
16 personnel de soutien, on est treize (13)  
17 actuellement sur une possibilité de seize (16).

18 Q. **[82]** Qui est prévu dans la loi?

19 R. Qui est prévu dans la loi. Donc, si on veut  
20 excéder, on doit modifier la loi. Cependant, la  
21 loi, on prévoit aussi la possibilité de nommer des  
22 membres surnuméraires additionnels. L'item peut-  
23 être « surnuméraire » n'est pas... un ancien terme  
24 dans la loi, mais on peut avoir des membres... Je  
25 pense qu'on parle de membres additionnels pour une

1 période de temps plus courte. Également, souligner  
2 que, évidemment, on a des bureaux à Montréal et  
3 Québec. On a des salles d'audience à Montréal et à  
4 Québec.

5 Q. **[83]** Regardons maintenant l'organigramme. C'est la  
6 page 15. Et vous allez nous expliquer. Je pense que  
7 ce n'est pas... La Commission municipale, ce n'est  
8 pas le plus gros employeur du Québec. Actuellement,  
9 il y a combien de personnes qui travaillent à la  
10 Commission municipale?

11 R. Écoutez, on est une vingtaine de personnes, treize  
12 (13) membres. On a deux, six, huit, neuf... Donc,  
13 on est vingt et un (21)...

14 Q. **[84]** Vingt et une (21) personnes.

15 R. ... à la Commission municipale, réparties entre  
16 Montréal et Québec.

17 Q. **[85]** On voit la présidente, vous avez dit, qui agit  
18 aussi à titre de juge administratif?

19 R. La présidente peut siéger éventuellement.

20 Q. **[86]** Alors, il y a un vice-président à Montréal, un  
21 à Québec, et vous-même qui occupez la charge  
22 éthique et déontologie?

23 R. C'est exact.

24 Q. **[87]** Et en dessous ce qu'on voit, c'est les  
25 membres, alors qui sont des juges administratifs.

1 Et sous, en fait sous la juridiction de la  
2 présidente, la directrice générale ou, en fait, la  
3 secrétaire.

4 R. La secrétaire générale.

5 Q. **[88]** Qui est un peu comme la directrice générale  
6 qui...

7 R. Qui est un peu la directrice générale qui tient les  
8 registres, s'occupe de la Loi sur l'accès, gère  
9 beaucoup... gère aussi tout le secrétariat, autant  
10 à Montréal, à Québec, dépend de la secrétaire  
11 générale.

12 Q. **[89]** Alors, vous avez ensuite combien d'employés?  
13 Six personnes qui travaillent sous la  
14 responsabilité de la secrétaire générale?

15 R. C'est exact. Au niveau du secrétariat ou des  
16 techniciens, il y a six personnes. Il y a trois...  
17 deux secrétaires à Québec, deux secrétaires à  
18 Montréal, agentes de secrétariat. Il y a deux  
19 techniciens...

20 Q. **[90]** Ça, c'est le détail.

21 R. C'est ça.

22 Q. **[91]** Mais, est-ce qu'il y a chez vous, et je vous  
23 pose la question, est-ce qu'il y a chez vous des  
24 enquêteurs à temps plein qui travaillent pour la  
25 Commission municipale?

1 R. Il n'y a aucun enquêteur à temps plein qui  
2 travaille pour la Commission municipale.

3 Q. [92] On reviendra tout à l'heure sur ce rôle-là des  
4 enquêteurs.

5 R. Puis on a deux avocats aussi, je pense que c'est  
6 important de le mentionner, qui, pour des raisons  
7 administratives, dépendent de... je pense que c'est  
8 important, dépendent de la présidence. Donc, ils  
9 sont en soutien aux juges administratifs.  
10 Particulièrement, il y en a un qui travaille  
11 essentiellement à l'éthique, ou presque  
12 essentiellement à l'éthique. Et l'autre personne  
13 dans les autres dossiers, soutien de recherche,  
14 opinions juridiques.

15 Q. [93] Maître Usclat, quel est... Et là on va  
16 regarder le statut des membres. Alors, des juges  
17 administratifs, quel est leur statut juridique?  
18 Alors, ils sont des membres d'un tribunal  
19 administratif?

20 R. Oui.

21 Q. [94] Comment sont-ils nommés, pour un mandat de  
22 combien de temps?

23 R. Alors, normalement, habituellement, les membres  
24 sont nommés pour un mandat n'excédant pas cinq ans.  
25 Il y a eu, auparavant, des gens qui sont nommés

1           pour une période plus courte - on y reviendra tout  
2           à l'heure - par exemple dans les années deux mille  
3           quatre (2004), deux mille cinq (2005). Il y a aussi  
4           la possibilité que si un membre a l'intention de  
5           prendre sa retraite, par exemple dans trois ans,  
6           lors du renouvellement il peut demander d'être  
7           nommé uniquement pour une période de trois ans.

8       Q. **[95]** Mais...

9       R. Mais habituellement, c'est cinq ans.

10      Q. **[96]** C'est un mandat de cinq ans. Mandat de cinq  
11           ans, est-ce qu'il peut être renouvelé?

12      R. Le mandat peut être renouvelé. Il y a des gens chez  
13           nous qui... Monsieur Pagé, qui est là depuis vingt-  
14           cinq (25) ans, il fête son vingt-cinquième  
15           anniversaire cette année.

16      Q. **[97]** Alors, ces... Et ces mandats-là sont... Bon,  
17           alors, sont renouvelables. Maintenant, si on  
18           regarde toujours, quand on a le pouvoir de nommer,  
19           est-ce qu'on peut dénommer? C'est-à-dire, est-ce  
20           qu'on peut congédier un prés... un membre d'un  
21           tribunal administratif?

22      R. Bien, la seule...

23      Q. **[98]** De la Commission?

24      R. La seule façon, c'est prévu dans le décret, c'est  
25           d'avoir une cause pour le... pour le...



1 Q. **[99]** Pour cause.

2 R. Pour cause, simplement, comme tous les, les gens  
3 qui sont nommés dans les tribunaux administratifs.  
4 Pour cause. Mais normalement, on est... On ne peut  
5 pas être déplacé durant le... à l'intérieur de la  
6 période prévue au décret, là, au mandat.

7 Q. **[100]** Et juste à l'intérieur, justement, de l'Ordre  
8 des, des... des membres des tribunaux  
9 administratifs, il y a certains juges  
10 administratifs. Je pense à ceux du Tribunal  
11 administratif du Québec, du TAQ, qui, eux, sont  
12 nommés sous bonne conduite.

13 R. Sous bonne conduite. La même chose.

14 Q. **[101]** O.K. Alors là, par contre, le mode de  
15 nomination est différent. Sous bonne conduite, ces  
16 personnes-là sont, en principe, non pas  
17 inamovibles, mais... mais sous bonne conduite. Il  
18 n'y a pas de terme à leur nomination.

19 R. Certains des gens appellent « nommé à vie ». Je  
20 n'aime pas le terme, nécessairement, « à vie »,  
21 mais c'est la même... la même chose qu'un juge de  
22 la Cour du Québec qui est nommé, toujours durant  
23 bonne conduite, là.

24 Q. **[102]** O.K. Alors qu'est-ce qui... Êtes-vous  
25 capable, avez-vous une explication pour expliquer,

1           là, le... la différence de nomination dans le terme  
2           pour les membres du Tribunal administratif du  
3           Québec, et peut-être les juges à la... les juges  
4           administratifs de la Commission municipale?

5       R. Écoutez, je... La seule chose que je vois...  
6           Évidemment, il y a eu plusieurs rapports, puis ça  
7           n'a pas toujours été comme ça au Tribunal  
8           administratif du Québec, là. Il y a eu des  
9           réformes, à un moment donné, qui ont amené ça.  
10          Mais, dans le cas du Tribunal administratif du  
11          Québec, évidemment, il est appelé... il est appelé  
12          à trancher des litiges entre les organismes de  
13          l'État et les citoyens. Je pense qu'il y avait  
14          question, cette question d'indépendance que...

15       Q. **[103]** O.K.

16       R. ... qui a fait couler beaucoup d'encre, puis il y a  
17          certaines décisions qui ont été rendues, autant par  
18          les tribunaux, Cour d'appel, la Cour suprême aussi,  
19          là, qui expliquent peut-être, là, la situation à  
20          l'époque. Il y a une question de... de réforme des  
21          tribunaux administratifs.

22       Q. **[104]** Alors la Commission municipale, normalement,  
23          n'arbitre pas entre l'État et des citoyens.

24       R. Non.

25       Q. **[105]** En principe, c'est ce qui pourrait expliquer

1           cette différence-là.

2           R. Effectivement.

3           Q. **[106]** O.K. La... Pouvez-vous nous expliquer aussi -  
4           et je ne veux pas rentrer, certainement pas, dans  
5           le curriculum vitae de tous vos membres - mais d'où  
6           proviennent, généralement, vos membres, les, les...  
7           les juges administratifs, quel est leur profil de  
8           carrière qui les amène à être nommés juges?

9           R. Alors écoutez, on... Si on... Si on remonte dans  
10          les dix (10), quinze (15) dernières années, vingt  
11          (20) dernières années, on a, bien... Il y a eu au  
12          moins un juge de la Cour... de la Cour du Québec,  
13          Cour provinciale, Cour du Québec, le Juge Beaulieu,  
14          là, qui... qui était même juge en fonction, et en  
15          même temps président de la Commission municipale.  
16          On a des hauts fonctionnaires. Donc, des sous-  
17          ministres, sous-ministres adjoints, présidents ou  
18          vice-présidents d'organismes, qui sont nommés à la  
19          Commission. Des juristes, avocats ou notaires, et  
20          d'anciens élus... d'anciens élus municipaux aussi,  
21          qui se retrouvent dans... dans les membres... dans  
22          les membres qui ont été nommés au cours... au cours  
23          des années.

24                 Évidemment, il y a eu une période de temps  
25          où la proportion juriste/non-juriste n'était pas

1 nécessairement égale, mais je peux vous dire que  
2 depuis environ deux ans, je pense que c'est  
3 majoritairement, maintenant, des juristes qui sont  
4 à la Commission. Si on regarde les... les personnes  
5 qui sont ici, là, la majorité sont maintenant des  
6 avocats... On dit, la loi prévoit avocats, on parle  
7 d'avocats ou notaires, mais...

8 Q. **[107]** Une formation de juriste.

9 R. Une formation de juriste.

10 Q. **[108]** Parce que...

11 R. Effectivement.

12 Q. **[109]** Parce qu'on administre des lois, à ce moment-  
13 là.

14 R. Oui. Effectivement. Et c'est... ça peut être...

15 C'est assez complexe, quand même. Ça prend des  
16 formations juridiques.

17 Q. **[110]** O.K. Qui... Qui nomme les membres du  
18 Tribunal?

19 R. Alors, les membres sont... sont nommés par le  
20 gouvernement, à la suite, avec... à la suggestion  
21 du ministre des Affaires municipales, et le  
22 processus, comme tel, de sélection, est administré  
23 par le secrétariat aux emplois supérieurs, donc le  
24 secrétaire associé aux emplois supérieurs qui,  
25 éventuellement, reçoit les candidatures, fait la

1 sélection, et... Mais ce qui est présenté au niveau  
2 du gouvernement, au Conseil des ministres, c'est le  
3 ministre, normalement, qui propose une nomination.

4 Q. **[111]** O.K. Parlez-nous de l'évolution des budgets.  
5 Alors, ça va être la diapositive numéro 16. Et, en  
6 regardant cette diapositive, on voit, c'est le  
7 budget annuel, budget de fonctionnement de  
8 l'organisme.

9 R. Effectivement.

10 Q. **[112]** Et je vous dis tout de suite, on voit une  
11 constatation en deux mille... en mil neuf cent  
12 quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-dix-huit (1997-  
13 98), le budget est tout près de deux millions cinq  
14 cent mille (2 500 000)?

15 R. Oui.

16 Q. **[113]** Et on est en deux mille treize, deux mille  
17 quatorze (2013-2014), le budget réel, ou du moins  
18 le budget budgété, est toujours à deux millions  
19 cinq cent mille (2 500 000), avec de fortes  
20 variations entre ces deux périodes-là.

21 R. Effectivement. Je... Le budget a connu une  
22 diminution importante, on constate, à partir de  
23 deux mille quatre, deux mille cinq (2004-2005),  
24 donc la... dans la période où on parlait de,  
25 d'abolir la Commission. Il baisse de moitié,

1           passant de trois millions cinq cent mille  
2           (3 500 000) à un million... à un million sept cent  
3           mille (1 700 000). On pense que cette...  
4           Évidemment, on (inaudible) pas... Cette situation  
5           n'est pas étrangère au dépôt du projet de loi.  
6           Parce qu'à l'époque, il y a des gens qui n'étaient  
7           pas renouvelés, ou, puisqu'on voulait abolir la  
8           Commission, qui étaient renouvelés pour une plus  
9           courte période. Il y a des gens qui ont quitté,  
10          effectivement, aussi, la Commission. Et on constate  
11          une remontée des ressources financières à compter  
12          de deux mille huit, deux mille neuf (2008-2009).

13                 Mais, encore aujourd'hui, comme avant, je  
14          pense que les chiffres parlent d'eux-mêmes. Le  
15          budget de la Commission, toutes proportions  
16          gardées, n'est pas, n'est pas... n'a pas atteint  
17          celui qu'il était en deux mille trois, deux mille  
18          quatre (2003-2004). Et là, évidemment, on n'a pas  
19          préparé... À votre demande, on a préparé le  
20          graphique, mais ce n'est pas en dollars constants.  
21          Il faut comprendre que la rémunération a augmenté  
22          passablement. Les coûts d'opération, les locaux, et  
23          caetera, ont augmenté beaucoup dans..

24          Q. **[114]** Alors, en réalité, vous avez aujourd'hui  
25          beaucoup moins de budget qu'en mil neuf cent

1            quatre-vingt-dix-sept (1997) pour opérer la  
2            Commission municipale?

3            R. C'est certain.

4            Q. **[115]** O.K. Et je... Regardons, peut-être, les  
5            ressources humaines.

6            R. Oui.

7            Q. **[116]** Alors, c'est la page suivante, l'onglet 17.

8            R. Oui.

9            Q. **[117]** L'onglet...

10           (10:08:53)

11           M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

12           Q. **[118]** Peut-être avant, qu'est-ce qui explique  
13           l'augmentation de deux mille (2000) à deux mille  
14           trois (2003), là, d'après ce que... au niveau des  
15           dollars?

16           R. Je pourrais peut-être... Je ne voulais pas... Je ne  
17           veux pas lancer quelque chose, mais je pense qu'on  
18           a été aussi avec la période des fusions/défusions,  
19           où on a eu des rapports à faire aussi sur  
20           l'opportunité de procéder aux fusions/défusions.  
21           Mais je vais vérifier. Je peux... Je peux prendre  
22           l'engagement de vous donner les... vérifier dans le  
23           rapport annuel qu'est-ce qui explique, là, la...  
24           Puis on est dans... on est dans le pic du budget,  
25           puis on est dans le pic du nombre de membres aussi.

1           Puis c'est le maximum, là. On était déjà, à  
2           l'époque... Je pense qu'on avait dix-huit (18)  
3           membres, à l'époque. Je ne veux pas me tromper...  
4           Oui. On était à dix-huit (18)... dix-huit (18)  
5           membres pendant une certaine période de temps. Mais  
6           je peux prendre l'engagement, Monsieur le  
7           Commissaire, si...

8           Q. **[119]** Oui, mais pas besoin d'un engagement formel,  
9           simplement transférer les informations.

10          Me PAUL CRÉPEAU :

11          Q. **[120]** Nous transférer l'information...

12          R. Oui, on vous transférera l'information...

13          Q. **[121]** Merci.

14          R. ... expliquée dans le volume d'affaires. On  
15          regardera les rapports annuels. On va sûrement  
16          pouvoir vous préciser ça.

17          Q. **[122]** Et, justement, on voit le tableau des  
18          ressources humaines, et on voit effectivement qu'il  
19          y a un pic à partir de deux mille (2000), deux  
20          mille un (2001)...

21          R. Oui.

22          Q. **[123]** ... allant jusqu'à deux mille quatre (2004).

23          R. Oui.

24          Q. **[124]** Et là, la... une forte pente jusqu'en deux  
25          mille sept (2007). Et là, les choses semblent se



1           replacer. Alors, c'est là... vous expliquez cette  
2           période-là où on... où il y avait de l'abolition,  
3           le couperet qui vous pendait au-dessus de la tête?

4       R. Je pense... en tout cas, nous, ça nous a paru  
5           évident. Ça, c'est la période charnière. Il y a  
6           quand même eu - je vais employer pour paraphraser -  
7           une épée de Damoclès au niveau de la Commission,  
8           puis il a pas duré un mois. Il a duré... le projet  
9           de loi a été au feuilleton sur une période de  
10          presque deux ans. Alors, je pense que ça... quand  
11         on regarde les chiffres et les années, ça  
12         correspond avec ces années-là. Par la suite, il y a  
13         une légère remontée, autant au niveau... c'est la  
14         même chose. Ça se suit au niveau du personnel, des  
15         membres. Il y a une certaine remontée mais qui est  
16         pas... qui est pas excessive.

17       Q. **[125]** Peut-être juste pour préciser : quand on a  
18           des dépenses particulières, je pense, la tutelle de  
19           Laval en soi...

20       R. Oui.

21       Q. **[126]** Est-ce que ces choses-là, les tutelles, les  
22           administrations provisoires et enquêtes, elles sont  
23           budgétées dans le budget d'opérations régulier?

24       R. Oui. Alors, c'est budgété dans le budget régulier,  
25           mais évidemment on peut pas... on essaye

1 d'anticiper, mais on peut pas anticiper non plus  
2 le... combien on va avoir de mandats de tutelle  
3 durant une année. Normalement, on est... on a même  
4 eu des administrations provisoires. Une  
5 administration aussi pour la municipalité de la  
6 Basse-Côte-Nord qui était pas municipalisée où  
7 l'administrateur d'État avait pris sa retraite  
8 mais, malheureusement, on trouvait pas personne  
9 pour le remplacer mais il fallait quand même qu'on  
10 gère la municipalité. À ce moment-là, c'est la  
11 Commission municipale qui est allée. Cette année-  
12 là, il y a eu des dépenses extraordinaires; juste  
13 le billet d'avion est au-delà de deux mille dollars  
14 (2000 \$) puis il a été là continuellement. Il y a  
15 un membre de la Commission qui était là  
16 pratiquement tout le temps sur la Basse-Côte-Nord.

17 Il y a des variantes mais c'est...  
18 effectivement, si on regarde l'année de... Les  
19 tutelles d'administration provisoire dans les  
20 petites municipalités, c'est pas nécessairement...  
21 ça engage pas des frais, hormis des frais de  
22 déplacement, si importants que ça, parce qu'il y a  
23 quand même le salaire du juge administratif. Puis,  
24 il y a des choses qui se font aussi par téléphone.  
25 Il va se rendre une fois par semaine, deux fois par

1        semaine. Tout dépend de... des problématiques aussi  
2        puis l'importance de la municipalité. Évidemment,  
3        dans le cas de Laval, les dépenses ont été beaucoup  
4        supérieures. Et, c'est... on voit qu'on a  
5        dépensé...

6        Q. **[127]** Avez-vous eu un budget particulier?

7        R. Oui, il y a eu... il y a eu une rallonge budgétaire  
8        pour - le terme exact - pour...

9        Q. **[128]** Alors, quand...

10       R. ... permettre... permis d'assumer ces dépenses-là.

11       Q. **[129]** Quand il y a des besoins particuliers, soient  
12       des enquêtes particulières ou des tutelles, ou ça  
13       pourrait être une administration provisoire qui  
14       entraîne des frais extraordinaires, la Commission  
15       municipale peut demander à obtenir une rallonge  
16       budgétaire pour couvrir ces dépenses-là?

17       R. Elle peut le demander.

18       Q. **[130]** O.K.

19       R. Ici, on l'a obtenu dans le cas de Laval. Mais on  
20       peut le demander; c'est pas garanti nécessairement.

21       M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

22       Q. **[131]** Il n'y a pas de mécanisme qui permettrait à  
23       la Commission municipale de refacturer ces frais-là  
24       à la Ville de Laval? Parce qu'en effet vous avez  
25       fait le travail du conseil municipal pendant ce

1 temps-là.

2 R. Il n'y a pas de mécanisme. Je peux vous dire  
3 qu'on... ça a déjà été dans mes... depuis que je  
4 suis à la Commission, on l'a... en a discuté de  
5 cette possibilité-là. Je pourrai vérifier... je  
6 veux pas, là... j'ai pas ma loi ici... s'il y a pas  
7 une possibilité de certains, mais c'est pas...  
8 c'est pas spécifique, en tout cas, ça n'a pas été  
9 fait. Ça n'a pas jamais été fait dans le... à  
10 l'époque.

11 Me PAUL CRÉPEAU :

12 Q. **[132]** Alors, avant d'en...

13 LA GREFFIÈRE :

14 Est-ce que vous en faites un engagement?

15 Me PAUL CRÉPEAU :

16 Q. **[133]** Non, il n'y aura pas d'engagement. Ça va  
17 être... ça va nous être...

18 R. Ou alors...

19 Q. **[134]** ... transféré...

20 R. L'information.

21 Q. **[135]** ... tout simplement.

22 LA GREFFIÈRE :

23 Mais l'autre, c'était un engagement? Vérifier les  
24 rapports annuels?

25

1 Me PAUL CRÉPEAU :

2 Non, c'est...

3 LA GREFFIÈRE :

4 D'accord.

5 Me PAUL CRÉPEAU :

6 ... le témoin va nous transmettre l'information et  
7 on en fera le bon usage.

8 Q. **[136]** Maître Usclat, on doit regarder maintenant...  
9 on en a parlé un petit peu tout à l'heure, la...  
10 l'organisation de l'organigramme de la Commission  
11 municipale.

12 R. Hum, hum.

13 Q. **[137]** Je vous pose la question : est-ce qu'il y a  
14 une constance à la tête, à la direction de la  
15 Commission municipale au cours des trente (30)  
16 dernières années?

17 R. Il n'y a pas eu... c'est parce que j'essaye de...  
18 je veux bien comprendre votre question, quand vous  
19 parlez de constance.

20 Q. **[138]** On a eu combien de présidents à la Commission  
21 municipale? On va peut-être le faire  
22 statistiquement...

23 R. Si on parle... depuis mil neuf cent soixante-treize  
24 (1973), effectivement, on a eu de nombreux  
25 présidents. Celui qui a été là le plus longtemps,

1 évidemment, c'est le juge Beaulieu. Par la suite,  
2 on constate qu'il y a des gens qui ont été là pour  
3 un an, quatre ans, deux ans. Bon, il y a des cas  
4 exceptionnels, madame la juge Bédard qui a été là  
5 un mois, mais elle a été nommée à la Cour  
6 supérieure. Il y a des choses qui s'expliquent. En  
7 général, la moyenne, c'était quatre, cinq ou six  
8 ans. Mais ces gens-là, il faut bien comprendre, par  
9 exemple, dans le cas de monsieur Delisle, qui a été  
10 président pendant six ans, il était déjà membre  
11 depuis quatre-vingt-dix (90) et vice-président. Il  
12 était déjà à l'intérieur de l'organisation. Par  
13 contre, il y a des gens qui arrivaient dans  
14 l'organisation en tant que président et membre et  
15 qui ont été là quatre ans, par exemple, dans le cas  
16 de monsieur Leblanc. Monsieur Casgrain, il y a eu  
17 l'intérim, il a été vice-président deux ans, donc  
18 environ trois ans, trois ans et demi.

19 Q. **[139]** Et depuis deux mille onze (2011)? Si on  
20 regardait depuis deux mille onze (2011)?

21 R. Depuis deux mille onze (2011), effectivement, il y  
22 a eu un certain... j'allais dire... il y a eu  
23 plusieurs... plusieurs personnes qui sont arrivées  
24 et qui ont quitté. Je pense que c'est aussi  
25 circonstanciel de par le départ de monsieur Delisle

1           à la retraite. Alors, en deux mille onze (2011),  
2           monsieur Charland a été nommé, a été nommé à la  
3           Commission municipale du Québec.

4       Q. **[140]** Alors, on a... on n'a pas... il y a monsieur  
5           Charland...

6       R. Monsieur Charland...

7       Q. **[141]** ... depuis deux mille onze (2011).

8       R. ... qui a été pendant un an et deux mois. Par la  
9           suite, il a été appelé à d'autres fonctions comme  
10          sous-ministre. La même chose, il a été remplacé  
11          immédiatement, donc il n'y a pas eu d'intérim dans  
12          ce cas-là. Il faut bien comprendre, dans les autres  
13          cas, il y a des intérim aussi.

14      Q. **[142]** O.K.

15      R. Il a été remplacé par maître Denis Marsolais qui a  
16          quitté un an et deux mois plus tard pour assumer la  
17          fonction de coronaire en chef du Québec.

18      Q. **[143]** Alors, c'est notre deuxième.

19      R. Notre deuxième. On a eu une personne qui a assumé à  
20          l'interne, qui a assumé l'intérim. Et, par la  
21          suite, en avril dernier, notre présidente actuelle,  
22          Maître Brigitte Pelletier, qui était auparavant  
23          sous-ministre, a été nommée présidente de la  
24          Commission municipale, toujours pour un mandat de  
25          cinq ans.

1 Q. **[144]** Alors, si on regarde, depuis le début de  
2 l'année deux mille onze (2011), il y a cinq  
3 personnes qui ont occupé la chaise de la  
4 présidence...

5 R. Si on inclut les intérim.

6 Q. **[145]** Si on inclut les intérim. Je comprends.  
7 D'autre part, est-ce que cet élément-là est  
8 déstabilisateur en soi un peu au niveau de  
9 l'organisation, le fait qu'il y a beaucoup de  
10 personnes qui passent à ce titre-là?

11 R. Je peux pas... je peux pas vous dire que c'est  
12 déstabilisateur. C'est certain qu'au niveau des  
13 membres de la Commission, bien il faut se  
14 réadapter, réexpliquer certaines choses, des façons  
15 de fonctionner. Cependant, l'arrivée de nouvelles  
16 personnes, aussi, amène des nouvelles façons de  
17 procéder. Si c'est des personnes d'expérience au  
18 niveau de la gestion, bien je pense que chaque  
19 président, même, dans les dernières années, même si  
20 la... sa... son séjour a été un peu plus bref, a  
21 quand même insufflé sa marque ou, en tout cas, a  
22 insufflé des... des choses. Si je regarde notre  
23 présidente actuelle, une sous-ministre qui est  
24 quand même habituée à la gestion d'un organisme, en  
25 quelques mois, il y a beaucoup de choses, là, qui



1       sont en train d'être modifiées, corrigées. Surtout  
2       avec l'arrivée des médias aussi on a des défis.  
3       Alors, je pense que chacun a... a amené, au niveau  
4       de sa vision. J'ai pas vu de présidents, moi, en  
5       tout cas, depuis que je suis en fonction, qui ont  
6       été là puis qui ont... qui sont restés assis sans  
7       rien faire.

8       Q. **[146]** O.K. Et...

9       R. Sans agir.

10      Q. **[147]** Alors, vous parlez de la présidente  
11       actuelle...

12      R. Oui.

13      Q. **[148]** ... Maître Pelletier, qui est une ancienne  
14       sous-ministre. Peut-être le profil des... des  
15       derniers présidents que vous avez eus, les dix (10)  
16       derniers, là, particulièrement, non pas à titre de  
17       membres mais à titre de présidents.

18      R. Oui.

19      Q. **[149]** Ce sont des gens qui ont fait carrière...  
20       peut-être nous les décrire. Donnez pas de nom,  
21       c'est pas nécessaire. Mais d'où proviennent les  
22       présidents?

23      R. Bien écoutez, on voit des sous-ministres. On a  
24       plusieurs sous-ministres, sous-ministres adjoints  
25       dans différents ministères.

1 Q. **[150]** Oui.

2 R. Souvent, quand même régulièrement le ministère des  
3 Affaires municipales, donc des gens qui étaient  
4 impliqués. Des gens qui étaient, par exemple,  
5 maires, président de l'UMQ aussi, qui a été... qui  
6 était aussi juriste aussi.

7 Q. **[151]** Oui, des juristes. Mais je vous pose la  
8 question, est-ce que certains de ces gens-là c'est  
9 d'anciens élus?

10 R. C'est difficile pour moi de... de vous le dire, là.

11 Q. **[152]** Est-ce que des gens ont occupé des fonctions  
12 d'élus?

13 R. Il y a des gens qui ont occupé des fonctions  
14 d'élus, mais pas... pas énormément au niveau des  
15 présidents, pas énormément. Comme élu qui a été  
16 député ou membre de l'Assemblée nationale, je vous  
17 dirais... je veux pas commettre d'impair, là, ou  
18 induire la Commission en erreur. Mais je ne...  
19 comme président, je ne... je fais le tour, je ne  
20 vois pas, depuis... j'ai pas l'information sur  
21 Jean-Charles Lafond, je ne crois pas, là, Jacques  
22 O'Bready, c'est tous des sous-ministres. J'ai...  
23 j'ai pas de... au niveau de la présidence, j'ai pas  
24 d'anciens... d'anciens élus, là, de l'Assemblée  
25 nationale.

1 Q. **[153]** Est-ce que... savez-vous si, parmi ces gens-  
2 là, ils ont fait aussi une carrière politique, à un  
3 moment donné avant d'arriver à la présidence de la  
4 Commission municipale?

5 R. Il est possible. Vous m'avez donné certaines  
6 informations...

7 Q. **[154]** Les directeurs de cabinet, de...

8 R. Il y a des directeurs de cabinet, il y a des hauts  
9 fonctionnaires. Je veux dire c'est possible. Moi,  
10 j'ai pas de... à part l'information que vous m'avez  
11 remise cette... cette semaine, là, au niveau des  
12 recherchistes, moi j'ai pas cette information-là.  
13 Il faudrait qu'on regarde chaque...

14 Q. **[155]** Oui.

15 R. ... chaque CV de tous les anciens présidents à  
16 savoir s'il a déjà été directeur de cabinet ou pas.  
17 Oui, il y a des gens qui ont déjà été directeurs de  
18 cabinet, mais c'est pas tous les... toutes les  
19 personnes qui sont à la Commission municipale qui  
20 ont été directeurs de... directeurs de cabinet.

21 Q. **[156]** Pas tous, là, mais j'aurai une dernière  
22 question sur le sujet.

23 R. Oui.

24 Q. **[157]** Est-ce qu'il est arrivé qu'il y ait des  
25 changements à la présidence de l'organisation avec

1 l'arrivée des élections?

2 R. C'est... c'est certain que dans le cas de monsieur  
3 Charland, il a été nommé pratiquement, je pense que  
4 dans les vingt (20) jours suivant l'élection, en...

5 Q. **[158]** Deux mille douze (2012)?

6 R. ... en deux mille douze (2012). Alors, pour être  
7 nommé sous-ministre aux institutions démocratiques,  
8 on peut pas... ça correspond à peu près à la  
9 période. Dans le cadre de monsieur Marsolais, quand  
10 il a quitté en décembre deux mille treize (2013),  
11 on n'était pas en campagne...

12 Q. **[159]** Non, non.

13 R. ... on n'était pas en campagne électorale.

14 Q. **[160]** Et lui venait d'être nommé à...

15 R. Il venait d'être nommé coroner en chef.

16 Q. **[161]** ... titre de coroner en chef.

17 R. Et dans le cas de notre présidente, bon, bien c'est  
18 sûr que c'est pas... c'est pas nécessairement très  
19 éloigné de la... de la période électorale, si on  
20 regarde ça, si c'est la question que vous me posez,  
21 mais ça, c'est... ce sont des faits, là.

22 Q. **[162]** O.K. Les... on regarde maintenant la question  
23 de l'éthique, déontologie en matière municipale.

24 R. Oui.

25 Q. **[163]** Et je vais vous amener à la diapositive

1           numéro 18.

2           R. Oui.

3           Q. **[164]** Alors, le contexte, on en a parlé tout à  
4           l'heure. Vous l'avez décrit...

5           R. Je l'ai abordé.

6           Q. **[165]** ... c'est en deux mille dix (2010), il y a  
7           des scandales, il y a eu le rapport du... de  
8           monsieur Gagné.

9           R. Oui, des rapports (inaudible).

10          Q. **[166]** Cette loi, est-ce que, à votre connaissance,  
11          est-ce qu'il est exact qu'elle a été adoptée, je  
12          dirais quasiment à toute vapeur, là, quand elle a  
13          été présentée en deux mille dix (2010)?

14          R. Elle a été adoptée, évidemment, moi j'avais... on a  
15          relu les travaux parlementaires après, là, elle a  
16          été adoptée très rapidement.

17          Q. **[167]** Alors...

18          R. Très rapidement.

19          Q. **[168]** ... il y avait des problèmes, il fallait  
20          réagir et il y a eu l'adoption de cette loi-là?

21          R. Oui.

22          Q. **[169]** Peut-être nous décrire, peut-être c'est  
23          l'onglet... la diapositive 19, nous dire quels sont  
24          les grands traits de cette loi sur l'éthique, la  
25          déontologie en matière municipale.

1 R. Alors d'abord, cette loi prévoit l'obligation pour  
2 tous les élus municipaux du Québec d'adopter un  
3 code d'éthique et de déontologie au plus tard le  
4 deux (2) décembre deux mille onze (2011). Il faut  
5 comprendre que dans le cas ici, il n'y a pas  
6 d'imposition d'un code d'éthique unique pour tous  
7 les élus municipaux. Chaque municipalité doit  
8 adopter un code d'éthique dans les paramètres de la  
9 loi. « L'obligation pour les élus de suivre une  
10 formation en éthique et déontologie au plus tard le  
11 deux (2) juin deux mille douze (2012) ». Donc ils  
12 doivent adopter au plus tard le deux (2) décembre  
13 deux mille onze (2011) et par la suite, ils doivent  
14 suivre une formation dans les...

15 Q. **[170]** Oui.

16 R. ... ou dans les six mois, évidemment, de leur  
17 mandat. Il y a eu des élections récemment, donc ils  
18 ont six mois...

19 Q. **[171]** Ils ont six mois pour le faire?

20 R. ... pour suivre la formation en éthique et  
21 déontologie.

22 Q. **[172]** Et le troisième pan?

23 R. Et le troisième, c'est les obligations pour toutes  
24 les municipalités d'adopter un code d'éthique et de  
25 déontologie qui s'adresse évidemment aux employés

1           municipaux, et ce, au plus tard le deux (2)  
2           décembre deux mille douze (2012).

3       Q. **[173]** On a maintenant... Alors, on a un code  
4           d'éthique et déontologie qui s'adresse aux élus  
5           municipaux?

6       R. Oui.

7       Q. **[174]** Il y en a qui s'adressent aux employés  
8           municipaux?

9       R. Aux employés municipaux.

10      Q. **[175]** Peut-être juste avant d'aller plus loin,  
11           distinguez pour les fins de nos travaux ce que vous  
12           appelez l'éthique et ce qu'on appelle la  
13           déontologie.

14      R. Alors, au niveau de l'éthique, ce qu'on voit dans  
15           la loi et auquel on fait référence, ce qu'on doit  
16           retrouver dans les codes, c'est les valeurs. Alors,  
17           la loi impose aux municipalités lorsqu'elles  
18           adoptent un code d'éthique de prévoir des valeurs,  
19           certaines valeurs de base, qui sont prévues dans la  
20           loi. Par contre, la municipalité est libre  
21           d'ajouter des valeurs qui lui tiennent à coeur. Et  
22           on a des règles déontologiques. Donc, c'est nous,  
23           au niveau de l'enquête, la Commission va faire une  
24           enquête pour déterminer si un élu n'a pas respecté  
25           ces règles déontologiques.

1 Q. **[176]** Alors, les mots sont importants. Peut-être la  
2 diapositive numéro 20, Madame Blanchette. Alors, le  
3 contenu obligatoire. Ça, c'est ce que la loi a  
4 imposé. Alors, des valeurs qui vont guider les  
5 membres, et des règles en matière de déontologie.

6 R. Oui.

7 Q. **[177]** O.K. Et ces règles en matière de déontologie,  
8 c'est des règles qui vont guider la conduite de la  
9 personne pendant qu'elle est en fonction ainsi que  
10 l'après-fonction?

11 R. L'après-fonction, pour une période de douze (12)  
12 mois.

13 Q. **[178]** Dans 21, l'onglet 21, s'il vous plaît. Quel  
14 est le contenu en matière, les règles obligatoires  
15 qui doivent apparaître dans les codes de  
16 déontologie pour les élus municipaux?

17 R. Alors, de façon plus particulière, chaque code  
18 d'éthique et de déontologie doit contenir  
19 obligatoirement des règles qui visent à interdire à  
20 tout membre du conseil de favoriser ses intérêts  
21 personnels ou d'une manière abusive ceux de toute  
22 personne; de se prévaloir de sa fonction pour  
23 influencer ou tenter d'influencer la décision d'une  
24 autre personne de façon à favoriser ses intérêts;  
25 de solliciter, de susciter, d'accepter ou de



1 recevoir quelque avantage en échange d'une prise de  
2 position; d'accepter tout don, marque  
3 d'hospitalité, avantage...

4 Q. **[179]** 22, Madame Blanchette.

5 R. ... quelle que soit sa valeur, évidemment qui peut  
6 influencer son indépendance de jugement ou  
7 compromettre son intégrité; d'utiliser une  
8 interdiction également, d'utiliser les ressources  
9 de la municipalité à des fins personnelles;  
10 d'utiliser ou communiquer des renseignements qui ne  
11 sont pas à la disposition du public ou qu'il a  
12 obtenus dans l'exercice de ses fonctions.

13 Évidemment, dans la loi, on parle dans le but de  
14 favoriser ses intérêts personnels ou ceux d'une  
15 autre personne. Et dans les douze (12) mois de la  
16 fin de son mandat, interdiction d'occuper un poste  
17 d'administrateur ou de dirigeant d'une personne  
18 morale, un emploi ou toute autre fonction, de telle  
19 sorte que l'élu ou toute autre personne tire un  
20 avantage indu de ses fonctions antérieures comme  
21 membre du conseil d'une municipalité.

22 Q. **[180]** Et on terminera, 23, Madame Blanchette.

23 (10:24:29)

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Juste un instant.

1 Q. **[181]** J'aimerais revenir avec : de solliciter, de  
2 susciter, d'accepter ou de recevoir quelque  
3 avantage en échange... Non, c'est plutôt :  
4 d'accepter tout don, marque d'hospitalité ou autre  
5 avantage, quelle que soit sa valeur...

6 R. Oui.

7 Q. **[182]** ... qui peut influencer son indépendance de  
8 jugement ou compromettre son intégrité. Est-ce que  
9 je dois donc comprendre qu'il peut recevoir un don,  
10 la personne peut recevoir un don ou un cadeau en  
11 autant que ça n'influence pas son indépendance de  
12 jugement ou compromettre son intégrité?

13 R. Madame la Présidente, au niveau de... On va y  
14 revenir un petit peu plus loin. Au niveau des dons,  
15 il y a deux dispositions. Il y a une interdiction  
16 formelle d'accepter tout don, marque d'hospitalité  
17 qui est de nature à influencer.

18 Q. **[183]** Oui.

19 R. Il y a une autre disposition maintenant qui prévoit  
20 l'obligation de déclarer tout don reçu, O.K., qui  
21 est supérieur à la somme prévue dans le code  
22 d'éthique et de déontologie. Mais la loi prévoit...

23 Q. **[184]** Qui est de combien?

24 R. Je vais terminer juste ma phrase. Qui ne peut pas  
25 excéder deux cents dollars (200 \$). Alors, ce qu'on

1 doit prévoir dans le code d'éthique et de  
2 déontologie, c'est deux cents dollars (200 \$). Mais  
3 une municipalité peut marquer zéro. Alors, dès  
4 qu'on a un cadeau de un dollar, on doit le  
5 déclarer. Alors, ça, c'est, la loi prévoit que  
6 c'est à la municipalité lorsqu'elle adopte le  
7 règlement de prévoir le montant du don. Je vous  
8 dirais...

9 Q. **[185]** Oui. Continuez!

10 R. Je vous dirais que la... Évidemment, je n'ai pas  
11 examiné les mille cent quatre-vingts (1180) codes  
12 d'éthique des municipalités. Ce que j'ai vu en  
13 général, les municipalités s'en tiennent au montant  
14 prévu par la loi. Mais il y a des municipalités qui  
15 ont un montant infime, là.

16 Q. **[186]** Oui, mais deux cents dollars (200 \$), quelle  
17 loi prévoit ça? C'est...

18 R. C'est la Loi sur l'éthique et la déontologie.

19 Q. **[187]** Ce n'est pas nécessairement banal.

20 R. C'est assez, c'est important, Madame la Présidente.

21 Q. **[188]** C'est la Loi des cités et villes?

22 R. Non, le deux cents dollars (200 \$), c'est la Loi  
23 sur l'éthique qui le prévoit.

24 Q. **[189]** Sur l'éthique?

25 R. Oui, c'est la Loi sur l'éthique. C'est les

1 dispositions. Ce qui est transcrit là, c'est  
2 vraiment... Quand on dit « voici ce qu'on doit  
3 retrouver dans votre code d'éthique », et c'est  
4 prévu spécifiquement dans la Loi sur l'éthique.  
5 C'est le législateur qui a prévu ces dispositions-  
6 là.

7 Me PAUL CRÉPEAU :

8 Q. **[190]** Ce sont là des conditions minimales prévues  
9 dans la Loi...

10 R. C'est des conditions minimales.

11 Q. **[191]** ... sur l'éthique et déontologie?

12 R. C'est ça.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Q. **[192]** Mais c'est parce que, dans ce que je vois,  
15 c'est d'accepter tout don, marque d'hospitalité ou  
16 autre avantage, quelle que soit sa valeur.

17 R. Oui. Si ça a de nature à influencer. Ça, c'est la  
18 première disposition.

19 Q. **[193]** Hum, hum.

20 R. Maintenant, il y a une autre disposition qui dit  
21 qu'on a l'obligation de déclarer tout don, O.K.,  
22 qui excède le montant dans un registre auprès de la  
23 municipalité, un registre qui est public. Alors, si  
24 un élu reçoit un cadeau d'hospitalité, je ne sais  
25 pas, il a... Même s'il va en Europe, par exemple,

1 dans le cadre d'un échange, il reçoit des  
2 bouteilles de vin d'une valeur supérieure au  
3 montant prévu dans le code, il doit le déclarer  
4 dans le registre.

5 Q. **[194]** Donc, ça veut dire que, théoriquement, il  
6 pourrait recevoir un cadeau de mille dollars  
7 (1000 \$), mais le déclarer et le garder, parce que  
8 ça ne peut pas influencer, parce qu'il fait la  
9 démonstration que ça ne peut pas influencer son  
10 indépendance de jugement ou compromettre son  
11 intégrité. C'est ce qu'on doit comprendre?

12 R. Bien, écoutez, si... oui, je pense qu'on...  
13 c'est... C'est la logique, dans votre commentaire,  
14 là, ce que... Mais, en pratique, moi je n'ai pas vu  
15 de... de circonstances... Il y a très peu de...  
16 Actuellement, ce qu'on voit, il n'y a pas  
17 nécessairement beaucoup de dons qui sont déclarés,  
18 là. Parce qu'il n'y en a pas... il y a une... Et  
19 dans la formation qui est donnée aux différents  
20 élus municipaux.

21 Q. **[195]** Un avantage. Ça veut dire qu'un tour de  
22 bateau...

23 R. Un avantage.

24 Q. **[196]** ... en autant que ça n'influence pas, ou  
25 qu'on tente de démontrer que ça n'influence pas son

1           jugement, ou son indépendance, ou compromettre son  
2           intégrité, c'est correct?

3           R. Bien...

4           Q. **[197]** Et qu'il le déclare.

5           R. Ce n'est pas à moi, Madame la Juge, d'en parler.

6           Q. **[198]** Non non mais, je dis, c'est...

7           R. Je vais être appelé à statuer sur ces, sur ces...  
8           sur les enquêtes, et relativement à  
9           l'interprétation de la loi. Ce que, ce que... Ce  
10          que je peux vous dire, par contre, c'est qu'il y a  
11          une interdiction générale. On ne peut pas accepter  
12          quelque avantage que ce soit, O.K., relativement...

13          Q. **[199]** Sans le divulguer. Non.

14          R. Non.

15          Q. **[200]** Ce n'est pas ce que ça dit, ce n'est pas...

16          R. D'accepter tout don, marque d'hospitalité de nature  
17          à influencer l'indépendance de jugement.

18          Q. **[201]** Qui peut influencer. C'est ça.

19          R. C'est quand même rela... Je ne veux pas aller plus  
20          loin, parce qu'on va être à statuer, vous savez,  
21          sur des décisions, mais c'est assez... C'est assez  
22          large, quand même, comme disposition. Influencer  
23          son... Compromettre son intégrité aussi. Mais,  
24          indépendamment de ça, on a laissé une, entre  
25          guillemets, une... une porte ouverte à des, des...

1 des cadeaux d'hospitalité, ou des marques de  
2 reconnaissance lorsque quelqu'un...

3 Q. **[202]** Et pourquoi est-ce qu'on a laissé cette porte  
4 ouverte là?

5 R. Je... Vous savez, lorsque... Évidemment, j'ai... je  
6 n'étais pas présent en commission parlementaire,  
7 mais on a quand même vu, donc, il y a eu des...  
8 Évidemment, en commission parlementaire il y a  
9 plusieurs intervenants. Il y a des éthiciens qui  
10 ont témoigné, il y a des élus qui ont témoigné.  
11 Alors, ça a été une décision prise à partir de... à  
12 partir de... à la suite de gouvernements où le  
13 législateur a décidé de le... de le laisser à la  
14 suite des commissions, différentes commissions  
15 parlementaires. Je pourrais vérifier s'il y a...  
16 Vous indiquer, peut-être, dans les travaux  
17 parlementaires...

18 Q. **[203]** Oui, s'il vous plaît.

19 R. ... s'il y a quelque chose qui puisse vous...

20 Q. **[204]** Hum, hum.

21 R. ... répondre à cette... à votre interrogation de ce  
22 côté-là.

23 Q. **[205]** Parfait. Merci.

24 (10:30:50)

25

1 Me PAUL CRÉPEAU :

2 Merci.

3 Q. **[206]** Alors, vous avez prononcé aussi une petite  
4 phrase qui a attiré notre attention, vous avez  
5 parlé des mille cent quatre-vingts (1180) codes de,  
6 de... relativement à l'éthique déontologique.

7 R. Approximativement.

8 Q. **[207]** À peu près.

9 R. Il y a environ mille cent et quelques municipalités  
10 au Québec.

11 Q. **[208]** Municipalités.

12 R. Je ne veux pas me...

13 Q. **[209]** Et il y a...

14 R. ... qu'on me tienne rigueur de ne pas avoir le  
15 chiffre exact, là, mais c'est quand même assez  
16 important.

17 Q. **[210]** Et, théoriquement, on peut avoir un code, à  
18 la limite, qui contient les exigences minimales  
19 qu'on a vues...

20 R. Oui.

21 Q. **[211]** ... aux diapositives 21, 22, 23, on pourrait  
22 avoir mille cent quatre-vingts (1180) codes  
23 différents. Ou qui ont des... qui ont des...

24 R. Théoriquement, oui.

25 Q. **[212]** O.K.



1 R. C'est exact. Je vous dirais que dans la pratique,  
2 dans la pratique, on retrouve deux modèles de  
3 codes. Parce qu'effectivement, les, les... les  
4 unions municipales ont proposé des codes, des codes  
5 d'éthique. Il y a des élus, des municipalités qui  
6 ont adopté un tel, certaines autres municipalités,  
7 autres élus, ont adopté tel autre code, certains  
8 ont fait un mélange des... des deux. Évidemment, on  
9 a constaté, dans nos enquêtes, aussi, qu'il y avait  
10 des erreurs dans les codes. Des fois on transcrit  
11 des dispositions de la loi, mais on... le mot  
12 important, on le met après. Donc, il y a eu des,  
13 des... Ça amène certaines difficultés  
14 d'interprétation, et de suivi, également, de nos  
15 décisions, parce que quand on travaille dans... si  
16 on travaille dans dix (10) dossiers en même temps,  
17 il faut toujours avoir à... à l'esprit, est-ce que  
18 c'est la même disposition qui se retrouve.

19 C'est sûr, chacun doit avoir le minimum. Il  
20 y en a qui sont allés, quand même, assez loin dans  
21 les dispositions. Ils ont défini l'intérêt des  
22 proches, l'intérêt... l'intérêt personnel. D'autres  
23 codes ne le... ne le spécifient pas.

24 Q. **[213]** Ne le font pas?

25 R. C'est ça. Et la Commission, évidemment, doit

1 interpréter, puis vous comprendrez qu'avant...  
2 avant qu'on ait cette juridiction, il n'y avait pas  
3 de... de jurisprudence en matière de... de  
4 déontologie des élus municipaux. On peut, certes,  
5 s'inspirer de... de décisions rendues en matière  
6 disciplinaire, en matière, peut-être aussi même, je  
7 dirais, en matière de déontologie judiciaire, parce  
8 qu'on s'en est inspiré aussi. Mais... Mais au  
9 niveau des élus municipaux comme tels, oui, il y  
10 avait des choses qui se faisaient au niveau des  
11 requêtes pour faire déclarer inhabile, il y a  
12 certaines interprétations qui peuvent être prises,  
13 mais les codes sont quand même plus larges que la  
14 Loi sur les élections et référendums, couvre  
15 beaucoup plus d'aspects au niveau des conflits  
16 d'intérêts, particulièrement.

17 Q. **[214]** Ce qui veut dire aussi que lorsque vous ferez  
18 jurisprudence, ça ne s'appliquerait, en principe,  
19 que face à un code, dans une situation donnée, dans  
20 une municipalité, et on pourrait ultimement se  
21 retrouver avec des... des décisions, non pas  
22 contraires, mais interprétant deux codes qui ont  
23 des dispositions différentes, avec des décisions  
24 qui pourraient, théoriquement, avoir une portée  
25 différente? En matière de déontologie et d'éthique.

1 R. Oui. Je pense que votre réflexion va un petit peu  
2 plus loin que ce qu'on constate dans la réalité. Il  
3 n'y a pas énormément, quand même, de différences  
4 entre les codes d'éthique. Il faut simplement être  
5 prudent. Par exemple, quand on parle de divulguer  
6 des informations confidentielles, là, que l'élu a,  
7 dans le but de favoriser ses intérêts...

8 Q. **[215]** Hum, hum?

9 R. Bon, certains aussi ont par... ont mis une  
10 disposition additionnelle au niveau de divulguer  
11 des informations protégées par la Loi sur l'accès.  
12 Bon. Il y en a qui... qui l'ont mis. C'est à  
13 l'addition de la loi. Je ne pense pas que ça soit,  
14 ça amène une incohérence de nos décisions, puisque  
15 dans chaque décision on va indiquer clairement la  
16 disposition sur laquelle... sur laquelle on appuie,  
17 mais dans certains cas il peut y avoir,  
18 effectivement, des différences.

19 Parce que certaines municipalités sont  
20 allées, même, très loin, beaucoup plus loin dans  
21 certaines... dans certaines dispositions qui sont  
22 intégrées à leur code... à leur code d'éthique.

23 Q. **[216]** Justement - et je veux vous amener sur ce  
24 sujet-là - hier, ici, en audience, on avait le code  
25 de l'administration de Ville de Laval qui traitait,

1 et qui a traité, entre autres, de son code de  
2 déontologie et d'éthique, et qui a parlé d'une  
3 obligation qu'ils se sont donnée, aux élus, de  
4 dénoncer des actes contraires à l'éthique ou à la  
5 déontologie. Alors, on aurait maintenant un  
6 devoir...

7 R. De dénoncer.

8 Q. **[217]** ... par omission. O.K.?

9 R. Oui.

10 Q. **[218]** Est-ce que c'est... En passant, est-ce que ce  
11 type de formulation là, vous le retrouvez souvent  
12 dans vos codes de déontologie et d'éthique?

13 R. Moi, évidemment, j'ai pas examiné tous les codes,  
14 mais les codes qui ont été soumis à notre attention  
15 dans le cadre de plaintes, moi j'ai pas vu de... de  
16 disposition similaire en matière d'élus municipaux.  
17 J'en ai peut-être vu ailleurs, mais j'en ai pas vu  
18 en matière de...

19 Q. **[219]** O.K. Alors, c'est peut-être ce que vous  
20 pourriez appeler une disposition un peu  
21 particulière dans le cas d'une municipalité. Et je  
22 comprends qu'à titre de juge administratif, vous ne  
23 pouvez pas commenter évidemment comment...

24 R. C'est effectivement très délicat pour nous.

25 Q. **[220]** ... comment pourrait être interprétée une

1           telle disposition.

2       R. Mais je peux vous dire par exemple, dans le cas du  
3       Code de déontologie des avocats, il y a une  
4       disposition qui existe aussi dans le fait de... si  
5       on est... on est témoin d'un acte dérogatoire  
6       commis par un avocat, on a l'obligation de le  
7       dénoncer et ça constitue une...

8       Q. **[221]** Une infraction.

9       R. ... un acte, une infraction de ne pas dénoncer.  
10       Alors, c'est pas quelque chose qui n'existe pas.

11       Q. **[222]** Oui.

12       R. Évidemment, je veux pas aller plus loin parce  
13       que...

14       Q. **[223]** O.K.

15       R. ... vous comprendrez qu'on sera peut-être appelé  
16       à...

17       Q. **[224]** À trancher un jour.

18       R. ... à trancher sur cette disposition-là.

19       Q. **[225]** O.K. Mais, des obligations par omission, il y  
20       en a. Vous avez cité celles des avocats.

21       R. Oui.

22       Q. **[226]** On pense à celles aux agents de la paix.

23       (10:34:48)

24       LA PRÉSIDENTE :

25       Q. **[227]** Je comprends, sauf que c'est vous qui

1           témoignez aujourd'hui.

2           R. Oui, effectivement.

3           Me PAUL CRÉPEAU :

4           Q. **[228]** Les... alors... Et vous avez parlé...

5           M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

6           Excusez.

7           Me PAUL CRÉPEAU :

8           Oui, Monsieur le Commissaire.

9           M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

10          Q. **[229]** Excusez-moi. À la diapo, on voit que le code  
11          doit également reproduire les... reproduire les  
12          sanctions prévues par la loi.

13          R. Oui.

14          Q. **[230]** À la diapositive 22, on parle que, bon,  
15          quelqu'un qui quitte dans les douze (12) mois de  
16          son mandat, il ne devrait pas profiter d'un  
17          avantage indu de ses anciennes fonctions. C'est  
18          quoi la sanction prévue...

19          R. Effectivement...

20          Q. **[231]** ... dans ce cas-là?

21          R. ... il y a des sanctions qui ne s'appliquent pas,  
22          hein. On ne peut pas suspendre un élu qui est  
23          plus... qui est plus en fonction.

24          Q. **[232]** Bien, c'est ça.

25          R. Il n'y a pas de réprimande. Il y a toujours la

1 possibilité, je vous dirais, de... il y a toujours  
2 la possibilité de rembourser, tout dépend s'il y a  
3 eu un avantage. S'il a reçu un avantage, à  
4 l'époque, au moment où il était... il était en  
5 fonction, on peut demander le remboursement, on  
6 pourrait exiger, ordonner le remboursement de cet  
7 avantage, l'avantage qu'il a reçu, s'il a reçu un  
8 don également, c'est...

9 Q. **[233]** Oui, mais là on parle il a quitté sa  
10 fonction, là, puis il retire un avantage indu...

11 R. Oui.

12 Q. **[234]** ... après avoir quitté sa fonction. Quelle  
13 est la sanction prévue dans la loi pour cette  
14 situation-là?

15 R. Ce qui s'appliquerait à tous les cas, il y a  
16 simplement la réprimande que... que je vois  
17 actuellement. On peut pas le sanctionner... on peut  
18 pas évidemment la donner, mais il pourrait y avoir  
19 certaines situations où...

20 Q. **[235]** Une réprimande, c'est une petite lettre, là,  
21 qui dit « vous avez fait quelque chose de pas  
22 correct »...

23 R. Bien, c'est indiqué, c'est...

24 Q. **[236]** ... là, c'est ça?

25 R. Non, c'est indiqué dans la réprimande, c'est une

1           forme de sanction, là.

2       Q. **[237]** Non, mais c'est une lettre, là. Dans le fond,  
3           on envoie une lettre en disant à la personne « vous  
4           avez fait quelque chose de pas correct...

5       R. À vrai dire...

6       Q. **[238]** ... selon le code... »

7       R. À vrai dire, Monsieur le Commissaire, on rend...

8       Q. **[239]** ... Bien à vous. Bien à vous. »

9       R. ... on rend... Non, on se conforme pas sous forme  
10           de lettre. Premièrement, on rend une décision qui  
11           ressemble à toute décision rendue par un tribunal  
12           administratif ou même un juge d'une instance  
13           supérieure...

14      Q. **[240]** Oui, je sais, c'est une décision.

15      R. ... et le public...

16      Q. **[241]** Je veux dire, c'est juste une lettre, là...

17      R. Ah! C'est sûr, c'est écrit.

18      Q. **[242]** ... signée par vous... »

19      R. C'est sûr, c'est écrit.

20      Q. **[243]** C'est « bien à vous » tata « voici. Voici,  
21           vous avez fait quelque chose de pas correct. »

22      R. Effectivement.

23      Q. **[244]** « Merci. Bonsoir. »

24      R. Effectivement.

25



1 LA PRÉSIDENTE :

2 Q. **[245]** Est-ce que vous pensez que c'est très  
3 dissuasif?

4 R. C'est... encore là, c'est assez délicat pour moi  
5 de... de critiquer... critiquer une loi, mais je  
6 peux pas... je peux pas contredire nécessairement  
7 ce que monsieur le commissaire Lachance énonce,  
8 sauf qu'il y a pas toujours des cas...

9 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

10 Q. **[246]** Est-ce que vous avez la possibilité quand  
11 même de suggérer des améliorations au gouvernement?  
12 Parce que, dans les faits, ça, je pense, de toute  
13 évidence, ça en prendrait une, là. Est-ce que vous  
14 avez eu l'occasion, vous, dans le fond, la  
15 Commission municipale de dire « bon, cette loi-là  
16 est intéressante, on l'applique, mais même comme  
17 juge administratif, on trouve quand même qu'elle a  
18 quelques trous et vous pourriez l'améliorer de  
19 telle façon. » Est-ce que vous pouvez faire ça?

20 R. Oui. Voici. Bien, je vais vous expliquer le cadre.  
21 Donc, la loi prévoit qu'à chaque année, pendant les  
22 quatre premières années, le ministre des Affaires  
23 municipales doit produire un rapport. Un rapport,  
24 on appelle ça le rapport de mise à neuf de la Loi  
25 sur l'éthique et les statistiques. La dernière

1       année, la quatrième année, donc le rapport qui va  
2       être produit, on va devoir examiner... le Ministre  
3       doit examiner l'opportunité de modifier la loi.  
4       C'est évident que, dans des discussions, on a déjà  
5       été consultés et on apporte régulièrement des...  
6       des suggestions ou des... certaines difficultés  
7       dans lesquelles on est... on est confrontés.

8               Si on prend, par exemple, la décision dans  
9       l'affaire Pinsonneault sur le huis clos, c'est  
10      pas... pour nous, c'est pas... c'est pas  
11      d'aujourd'hui, là. C'est pas nouveau, là, on le  
12      sait qu'il peut y avoir une difficulté, mais comme  
13      tel, tant que c'est pas... tant que c'est pas  
14      invoqué, on peut pas... on n'a pas le pouvoir  
15      nécessairement de soulever ça.

16             Alors, oui, effectivement, on a... on a  
17      échangé avec le ministère et on a mis... pointé  
18      certains... certains éléments sur lesquels il  
19      serait important d'apporter soit des précisions ou  
20      soit des correctifs en fonction de... de ça. Je  
21      dois vous dire par contre, dans les règles de fin  
22      de mandat, il n'y a pas eu énormément de décisions  
23      à date. Il y en a une actuellement, puis je veux  
24      pas en parler parce qu'elle n'est pas rendue, il y  
25      a une enquête actuellement qui devrait... qui

1           devrait... dont la décision devrait sortir dans les  
2           prochaines... dans les prochaines semaines.

3           Me PAUL CRÉPEAU :

4           Q. **[247]** Peut-être juste pour expliquer, parce que  
5           vous avez fait... vous avez fait référence à cette  
6           décision-là qui est importante à la Commission  
7           municipale. L'affaire Pinsonneault, c'est une  
8           décision...

9           R. Oui.

10          Q. **[248]** ... de la Cour supérieure qui a déterminé que  
11          les... vous aviez dans votre loi une disposition  
12          qui disait que vos audiences, vos enquêtes...

13          R. L'enquête.

14          Q. **[249]** ... se tenaient à huis clos.

15          R. Se tenaient à huis clos. La Cour supérieure a  
16          invalidé parce qu'on a... Évidemment, le processus  
17          a été démontré, le processus qui a suivi. Il y a  
18          des... il y a une partie enquête, dans le sens  
19          qu'on va demander certains documents. On a les  
20          pouvoirs de demander certains documents au niveau  
21          d'analyse...

22          Q. **[250]** Vous êtes...

23          R. ... mais le juge a uniquement statué - en tout cas,  
24          c'est l'interprétation qu'on... qu'on en fait - que  
25          les audiences doivent être... doivent être

1           publiques.

2       Q. **[251]** O.K.

3       R. Alors, à compter de cette période-là - puisque tous  
4       les dossiers ont continué, sauf exception parce  
5       qu'on a... on a eu un dossier où c'était un cas où  
6       il y avait des situation de harcèlement où on a...

7       Q. **[252]** Vous avez justifié le huis clos.

8       R. ... on a justifié le huis clos et l'ordonnance de  
9       confidentialité, parce que des fois, il y a des  
10      plaintes qui sont déposées, par exemple, par un  
11      directeur général qui est en situation de conflit  
12      de travail. Alors il y a des questions de  
13      protection habituelles.

14      Q. **[253]** On... alors... en fait, ce qu'on a dit,  
15      auparavant, toutes vos enquêtes étaient faites  
16      automatiquement à huis clos...

17      R. À huis clos.

18      Q. **[254]** ... parce que c'était prévu dans la loi.

19      R. C'est ce que la loi prévoit.

20      Q. **[255]** Et dans l'affaire Pinsonneault, on dit : « Ça  
21      ne peut pas se faire. Il faut suivre les tests, »  
22      qu'on a appliqués fréquemment ici à la Commission,  
23      Dagenais/Mentuck...

24      R. Voilà.

25      Q. **[256]** ... une enquête publique menée sous la Loi

1 sur les commissions d'enquête. C'est d'ailleurs  
2 sous cette loi-là que vous faites vos commissions  
3 d'enquête...

4 R. Notre enquête.

5 Q. **[257]** ... doit être publique, sauf les cas qu'on  
6 peut justifier...

7 R. Effectivement.

8 Q. **[258]** ... où il y aura une non-publication ou huis  
9 clos.

10 R. Vous avez entièrement raison.

11 Q. **[259]** O.K. Alors, ça, c'est des choses, entre  
12 autres, où vous vous attendiez à ce genre de  
13 décision-là. Et il y aura des modifications à votre  
14 loi pour la rendre conforme à la jurisprudence  
15 actuelle de la Cour suprême.

16 R. Pour ma part, je m'y attendais du jour un.

17 Q. **[260]** O.K. On a vu... juste... je veux juste en  
18 traiter, la Loi sur l'éthique et en matière... en  
19 matière d'éthique et de déontologie a été adoptée  
20 en deux mille dix (2010). A-t-elle un effet  
21 rétroactif pour aller enquêter sur ce qui s'est  
22 passé avant sa date d'entrée... mise en vigueur?

23 R. Non, il y a pas d'effet rétroactif, puis il faut  
24 comprendre que, nous, on n'enquête pas en  
25 fonction... sur la loi, mais on enquête pour voir

1 si un élu a manqué, n'a pas respecté les règles  
2 prévues à son code d'éthique et de déontologie. De  
3 sorte qu'il faut s'assurer que le code d'éthique  
4 est en vigueur... est en vigueur au moment pour les  
5 faits reprochés. Évidemment, au tout début, vous  
6 savez, on recevait des plaintes qui alléguaient des  
7 manquements passés, présents et des fois, même,  
8 futurs. Alors, on s'en tenait à ce qui a été commis  
9 postérieurement à l'adoption du code d'éthique par  
10 les municipalités parce que c'est là-dessus qu'on  
11 se base, effectivement.

12 Q. **[261]** Alors, on aura juste un mot sur la dernière  
13 partie. On a parlé longuement du code d'éthique des  
14 élus...

15 R. Oui.

16 Q. **[262]** ... municipaux.

17 R. Oui.

18 Q. **[263]** Vous nous avez dit aussi que chaque  
19 municipalité devait adopter un code d'éthique à  
20 l'égard des employés municipaux.

21 R. Effectivement, c'est une obligation de la loi.

22 Q. **[264]** Avez-vous juridiction sur ce code d'éthique-  
23 là?

24 R. On n'a pas juridiction sur les manquements qui  
25 pourraient être commis par un employé municipal. La

1 loi... quand même il y a pas énormément de  
2 dispositions dans la loi qui prévoient ça. C'est le  
3 conseil municipal qui a juridiction pour imposer  
4 les sanctions en cas de manquement.

5 Q. **[265]** Faire enquête et...

6 R. Faire enquête (inaudible).

7 Q. **[266]** Faire enquête aussi, là.

8 R. Oui, puis c'est assez... quand même assez bref les  
9 dispositions à cet égard-là.

10 Q. **[267]** Est-ce que... je veux juste vous le faire  
11 produire. Ce sera peut-être à l'onglet 2, Madame  
12 Blanchette. Il existe un guide des bonnes pratiques  
13 qui a été publié en février deux mille douze  
14 (2012).

15 LA GREFFIÈRE :

16 2081.

17 Me PAUL CRÉPEAU :

18 Q. **[268]** Alors, j'aimerais produire sous... la pièce  
19 2080. Alors est-ce que vous reconnaissez...

20 LA GREFFIÈRE :

21 2081.

22 Me PAUL CRÉPEAU :

23 Q. **[269]** ... ce document-là, Maître Usclat? 81,  
24 excusez-moi.

25

1           200P-2081 : Guide des bonnes pratiques de la CMQ

2

3           R. Oui, effectivement, je reconnais ce document-là  
4           puisque j'y ai... on a travaillé à la préparation.

5           Q. **[270]** Juste nous dire, on ne repassera pas, mais de  
6           quoi s'agit-il?

7           R. Bien, écoutez, la loi prévoit qu'on doit faire la  
8           promotion des bonnes pratiques déontologiques,  
9           notamment par la production de guides des bonnes  
10          pratiques. Alors, dans le cadre de notre mandat,  
11          moi, je me suis attelé à la tâche dès que je suis  
12          arrivé et on a produit un premier guide des bonnes  
13          pratiques. Évidemment, c'est une situation un peu  
14          délicate parce qu'on est appelé à trancher... à  
15          trancher à tel manquement, alors on donne pas  
16          nécessairement d'opinion. Évidemment, on avait  
17          quelqu'un qui a travaillé sur la rédaction du  
18          document sous notre supervision. Mais on va donner  
19          des outils, des moyens pour éviter les écueils  
20          déontologiques...

21          Q. **[271]** O.K.

22          R. ... pour éviter que les élus se placent en  
23          situation de manquement surtout par...

24          Q. **[272]** Pour les aider par des conseils.

25          R. ... par manque d'information, manque de



1           connaissances. D'autant plus qu'il s'agissait d'une  
2           nouvelle juridiction. Les codes d'éthique sont...  
3           doivent être adoptés avant la fin de l'année deux  
4           mille douze (2012), et ils ont jusqu'au milieu de  
5           l'année deux mille douze (2012) pour suivre la  
6           formation, alors...

7       Q. **[273]** En fait, l'idée, c'était juste vous avez...

8       R. Oui.

9       Q. **[274]** ... produit de la documentation...

10      R. Oui, oui.

11      Q. **[275]** ... pour faire de la formation et...

12      R. Ça a été produit...

13      Q. **[276]** ... aider les élus municipaux. On va aller  
14           voir maintenant la question d'enquête en matière  
15           d'éthique et déontologie.

16      R. Oui.

17      Q. **[277]** Et c'est peut-être la... on revient à  
18           l'onglet 1, Madame Blanchette, la diapositive 26.  
19           Alors, comment commence une enquête? Ou... ça  
20           commence par la plainte, qui reçoit la plainte en  
21           matière d'éthique et déontologie?

22      R. Alors, il est important de préciser que toute  
23           personne peut déposer une plainte contre un élu  
24           municipal s'il a des motifs raisonnables de croire  
25           qu'il n'a pas respecté les règles de son code

1 d'éthique. Alors, vous êtes pas obligé de demeurer  
2 dans la municipalité où l'élus visé exerce des  
3 fonctions.

4 Q. **[278]** Alors, toute personne peut le faire.

5 R. Toute personne. Quelqu'un de Chibougamau peut  
6 déposer une plainte contre quelqu'un, par exemple,  
7 de Montréal. Toute personne...

8 Q. **[279]** Qui reçoit la plainte?

9 R. Qui reçoit la plainte? C'est le ministère des  
10 Affaires municipales. La loi prévoit que c'est le  
11 ministre. Dans la réalité, ce pouvoir est délégué  
12 au commissaire aux plaintes.

13 Q. **[280]** Oui.

14 R. Donc, le commissaire aux plaintes reçoit la plainte  
15 comme telle. Il doit évidemment s'assurer qu'elle  
16 est écrite, parce qu'il y a une exigence qu'elle  
17 soit écrite, assermentée, documentée.

18 Q. **[281]** Oui.

19 R. Par la suite, il fait un examen préalable, donc un  
20 examen... je pense qu'on peut parler d'examen  
21 sommaire, pour s'assurer qu'elle n'est pas frivole,  
22 vexatoire ou manifestement mal fondée.

23 Q. **[282]** Alors, c'est les trois termes...

24 R. C'est les trois termes.

25 Q. **[283]** ... frivole, vexatoire ou manifestement mal

1 fondée.

2 R. Manifestement mal fondée. Évidemment, qu'elle est  
3 complète, parce que s'il manque...

4 Q. **[284]** O.K.

5 R. ... si elle n'est pas assermentée, s'il y a  
6 d'autres problématiques, il va le soulever. Donc,  
7 s'il juge au terme de cet examen préalable que la  
8 plainte n'est pas frivole, manifestement mal  
9 fondée, qu'elle est complète, que les documents  
10 sont importants...

11 Q. **[285]** O.K.

12 R. ... qu'on comprenne la plainte, il va transmettre  
13 son dossier, le dossier qu'il reçoit, l'original de  
14 la plainte, à la Commission municipale pour  
15 enquête, et là, on ouvre le dossier.

16 Q. **[286]** O.K. Alors, on comprend que c'est le  
17 Ministère, c'est le ministre, dans les faits, le  
18 commissaire qui reçoit la plainte.

19 R. Exact. Oui.

20 Q. **[287]** Il a quinze (15)... quinze (15) jours pour  
21 l'examiner?

22 R. Quinze (15) jours ouvrables, une fois qu'elle est  
23 complète.

24 Q. **[288]** O.K. Pour l'examiner. Et s'il... le  
25 Ministère, lui, ou le commissaire aux plaintes au

1 MAMOT n'a pas de pouvoir d'enquête, lui?

2 R. N'a pas de pouvoir d'enquête. Il va... évidemment,  
3 je sais qu'il y a quelqu'un du MAMOT qui va venir  
4 demain. Pour qu'est-ce que j'en sais, c'est qu'il  
5 va... il fonctionne en fonction des documents qu'il  
6 a puisque vous savez, c'est une disposition qu'on  
7 retrouve dans le cours des procédures civiles, à là  
8 face même.

9 Q. **[289]** On les laissera nous expliquer qu'est-ce qui  
10 en est.

11 R. Effectivement, je veux pas m'avancer là-dessus.  
12 Mais ils ont... ils ont rejeté un certain nombres  
13 de plaintes, là, qui peuvent être vexatoires.

14 Q. **[290]** O.K. Et ils vous transmettent le dossier pour  
15 enquête parce que vous, à la Commission municipale,  
16 vous faites des enquêtes en vertu de la Loi sur les  
17 commissions d'enquête?

18 R. Oui.

19 Q. **[291]** Voilà. Alors une fois qu'on vous transmet le  
20 dossier, est-ce que vous pouviez... en passant,  
21 est-ce que vous pouvez, de votre propre initiative,  
22 faire une enquête en matière d'éthique et de  
23 déontologie?

24 R. On n'a pas ce pouvoir-là dans la loi.

25 Q. **[292]** Les... on regarde maintenant les... sur quel

1 type de décisions ou quel type de plaintes pouvez-  
2 vous faire enquête? Est-ce que ça concerne juste  
3 les... les actes ou c'est les décisions prises par  
4 les élus aussi?

5 R. Je pense que c'est... c'est très large. Ça peut  
6 être un... ça peut être du comportement.  
7 L'important, c'est que la plainte allègue un  
8 manquement à une règle du code d'éthique.

9 Q. **[293]** O.K.

10 R. Alors, il y a des codes d'éthique qui ont prévu  
11 l'interdiction de certains comportements. Ça peut  
12 aller du respect... les situations de conflits  
13 d'intérêts, celles qu'on voit le... le plus  
14 souvent. Manque de respect, l' élu n'a pas respecté  
15 le processus décisionnel, l' élu a transmis les  
16 informations dans le but de... d'avantager une  
17 autre personne...

18 Q. **[294]** L' élu a reçu un avantage, l' élu a...

19 R. A reçu un avantage...

20 Q. **[295]** A sollicité. Alors, c'est tous des sujets qui  
21 peuvent être enquêtés par la Commission municipale?

22 R. C'est tous des sujets. Tout... tout manquement à  
23 une règle du code d'éthique, à ce moment-là, la  
24 Commission a le pouvoir d'enquêter sur ce  
25 manquement et de décider si, effectivement, il a

1           été commis et d'imposer une sanction, le cas  
2           échéant.

3       Q. **[296]** On va regarder comment va se faire l'enquête.  
4           Madame Blanchette, page 27. Alors, on voit que  
5           l'enquête est décisionnelle?

6       R. Oui.

7       Q. **[297]** Alors là, vous agissez en vertu de la Loi sur  
8           les commissions d'enquête et on voit, l'enquête a  
9           été effectuée par deux juges administratifs dont  
10          l'un est avocat ou notaire.

11      R. Effectivement.

12      Q. **[298]** O.K. Est-ce que... bon, c'est toujours deux  
13          juges et quelle est la règle? Est-ce que le rapport  
14          doit être un... un pour un contre, unanime?

15      R. Ça prend... quand on est deux juges qui sont saisis  
16          d'un dossier, évidemment, la décision doit être  
17          unanime, là.

18      Q. **[299]** Doit être unanime. Alors, est-ce que ça pose  
19          des problèmes?

20      R. Bien, sinon, il y a pas de... C'est déjà arrivé  
21          dans un... dans un dossier où, effectivement, les  
22          juges n'arrivaient pas à la même... à la même  
23          conclusion. On n'a pas de disposition particulière  
24          dans la loi, vous faisiez référence, Maître  
25          Crépeau, puis j'ai eu l'occasion de vous en parler,

1 par exemple, au Tribunal administratif du Québec,  
2 lorsque deux juges siègent, en cas de... de  
3 mésentente, le président ou la vice-présidente  
4 nomme un... un troisième juge pour trancher. Et ça,  
5 c'est quelque chose qu'on a... qu'on a... quand  
6 vous parliez de recommandations dont on a parlées,  
7 c'est arrivé une seule fois à date. Et ce qu'on a  
8 fait, c'est qu'on a, à ce moment-là, dissout le  
9 banc et on a recommencé.

10 Q. **[300]** Recommencé.

11 (10:48:40)

12 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

13 Q. **[301]** Juste par curiosité, est-ce qu'il y a des  
14 raisons pourquoi on a mis deux juges? Parce que  
15 vous savez, on peut mettre quelqu'un en prison avec  
16 un seul juge et là, juste parce que je reçois un  
17 cadeau de cinq cents piastres (500 \$), que j'aurais  
18 peut-être pas dû recevoir, il y a deux juges  
19 administratifs payés par les contribuables qui vont  
20 s'intéresser à ma question. Est-ce que c'est un peu  
21 ça la réalité?

22 R. Je... je pense que la piste de solutions, pour  
23 répondre à votre... à votre question, c'est que  
24 tous les membres de la Commission municipale ne  
25 sont pas des juristes. Alors, je pense qu'on

1 s'était dit : « Bon, il faut s'assurer qu'il y ait  
2 un juriste. » La même chose au Tribunal  
3 administratif du Québec, vous avez un médecin puis  
4 un avocat, un juriste, un travailleur social et un  
5 juriste. On a voulu s'assurer... d'abord, si on  
6 regarde la loi, on dit bon, c'est le vice-président  
7 à l'éthique qui fait enquête dans... sauf  
8 impossibilité, là. Évidemment, en raison du volume,  
9 je peux pas nécessairement toutes les faire avec un  
10 autre... avec un autre juriste. Mais dans les  
11 faits, maintenant, dû au fait... au fait qu'on a  
12 beaucoup plus de juristes qu'avant, il y a souvent  
13 deux juristes qui sont... qui siègent.

14 Q. [302] Et là, c'est peut-être un peu un relent de  
15 mon ancienne vie, là, mais en bout de piste, là,  
16 pour juger d'une petite cause de cinq cents (500 \$)  
17 dollars, on prend deux personnes. Est-ce que la  
18 solution c'est pas essentiellement de dire que les  
19 juges ne seront uniquement que des juristes puis on  
20 en met juste un puis on vient de sauver un peu  
21 d'argent? C'est relié à mon ancienne vie là.

22 R. Si on parle au niveau de l'économie, mais je vous  
23 dirais qu'en pratique, quand il y a deux personnes,  
24 évidemment, on peut avoir un dossier où le juriste  
25 est pas nécessairement un spécialiste dans les



1 affaires municipales, ce qui était mon cas avant  
2 d'arriver à la Commission, plus en déontologie. Et  
3 il faut connaître aussi comment les processus en  
4 matière municipale, alors on s'assure d'avoir une  
5 complémentarité au niveau... au niveau du banc. Si,  
6 par exemple, on a deux juristes, il y en a un qui  
7 est peut-être plus fort en matière de... de gestion  
8 de...

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Q. **[303]** C'est vraiment pas un argument ça. Les juges  
11 qui siègent ne sont pas nécessairement spécialistes  
12 dans tout ce qu'ils siègent.

13 R. Je comprends. J'essaie... je vous donne des...  
14 des... l'explication que je vois à l'époque, la  
15 raison pour laquelle on l'a mis, c'est...

16 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

17 Q. **[304]** J'appuie les propos de la présidente qui a de  
18 l'expérience dans ceci.

19 R. Je comprends.

20 Q. **[305]** Je trouve quand même assez étonnant que pour  
21 des dossiers qui ne sont pas de mettre quelqu'un en  
22 prison parce qu'il a tué quelqu'un qu'on prend...  
23 on a besoin de deux juges administratifs pour  
24 décider d'une sanction.

25 R. Je comprends votre argument.

1 Me PAUL CRÉPEAU :

2 Q. [306] En fait, parce qu'avec le même argument, on  
3 pourrait arriver avec trois commissaires puis...  
4 puis monter comme ça, là. En fait, peut-être, c'est  
5 peut-être le profil des juges administratifs, s'ils  
6 étaient plus spécialisés, ils pourraient entendre  
7 deux fois plus de causes, être plus efficaces...

8 R. Effectivement.

9 Q. [307] ... pour entendre des... des causes...  
10 insultes. On a vu que ça pouvait faire même partie  
11 du code d'éthique alors qu'un élu peut se plaindre  
12 qu'un autre élu l'a insulté en assemblée du conseil  
13 municipal et là, on serait obligé de nolisier deux  
14 juges pour faire enquête sur le sujet.

15 R. C'est mal... je vous dirais que c'est quelque chose  
16 au niveau des comportements, ce qu'on appelle des  
17 comportements, là. On l'a vu dans les premiers, les  
18 tous premiers dossiers. Évidemment, maintenant,  
19 c'est beaucoup plus la question des conflits  
20 d'intérêts qui est portée à notre attention dans  
21 les demandes d'enquête. Je pense qu'on a vu une  
22 évolution aussi dans le sérieux des plaintes par  
23 rapport... T'sais il y eu des plaintes qu'on a  
24 reçues un mois plus tard, après l'entrée en vigueur  
25 du code.

1 Q. **[308]** L'aspect des audiences publiques, ça, vous me  
2 dites, c'est réglé maintenant depuis la décision  
3 dans l'affaire Pinsonneault?

4 R. Oui.

5 Q. **[309]** Vos audiences en principe sont publiques. Ce  
6 qui n'était pas le cas avant la décision... La  
7 décision dans Pinsonneault date de?

8 R. Février dernier.

9 Q. **[310]** Deux mille quatorze (2014)?

10 R. Deux mille quatorze (2014). De mémoire, vingt-  
11 quatre (24) février deux mille quatorze (2014).

12 Q. **[311]** Et avez-vous adopté des règles à l'heure  
13 actuelle, des règles de procédure pour le tribunal  
14 administratif, qui est la Commission municipale, à  
15 savoir...

16 R. On travaille...

17 Q. **[312]** ... comment va s'exercer ce renseignement-là  
18 au public? Est-ce que toutes les audience sont  
19 publiques?

20 R. Toutes les audiences sont publiques, à moins qu'il  
21 y ait une ordonnance de huis clos qui soit imposée.  
22 Je vous dis, on l'a fait dans un dossier à date.

23 Q. **[313]** O.K. Pour des cas particuliers.

24 R. Pour des cas particuliers.

25 Q. **[314]** Maintenant, est-ce que les médias ont accès à

1 toutes les audiences de la Commission municipale?

2 R. Oui, ils ont accès et ils sont présents.

3 Q. **[315]** Présents. Et même si ça se tient, parce que  
4 je comprends, vous avez des salles d'audience à  
5 Montréal et Québec, dans certains endroits, vous  
6 allez siéger dans les palais de justice, alors est-  
7 ce que vous allez permettre à ce moment-la aux  
8 médias d'entrer pendant les audiences de la  
9 Commission municipale?

10 R. Les médias peuvent entrer. Évidemment, on a établi  
11 des... vous savez, quand le jugement est sorti, il  
12 établit certaines lignes directrices. On ne veut  
13 pas que les gens filment ou enregistrent. Mais si  
14 un journaliste est présent, comme tout le public,  
15 il a accès. Et ils sont présents. Les derniers  
16 dossiers, particulièrement au Lac-St-Jean, la  
17 télévision était là, les gens étaient là. Sauf  
18 qu'ils ne pouvaient pas nécessairement filmer  
19 durant les audiences et prendre des enregistrements  
20 audio.

21 Q. **[316]** Et pourquoi? Pourquoi pas permettre l'accès  
22 par l'image, par le son en direct? Et je vous donne  
23 un peu l'exemple ici de la Commission d'enquête sur  
24 l'industrie de la construction.

25 R. Ce n'est pas une décision finale. C'est la décision

1       qui a été prise à l'époque, d'établir des lignes  
2       directrices pour respecter le décorum et permettre  
3       le déroulement correct. Je ne vous dis pas que ça  
4       va être ça tout le temps. On verra dans les  
5       nouvelles règles qui seront adoptées.

6       Q. **[317]** Est-ce que la publicité, ce n'est pas en soi  
7       un élément dissuasif justement face au comportement  
8       contraire à l'éthique et à la déontologie,  
9       justement de les dénoncer et de laisser les  
10      citoyens se faire une opinion eux-mêmes sur ce qui  
11      s'est passé?

12      R. Oui, effectivement. Et je pense que ça a un impact,  
13      ça va avoir un impact positif de toute façon sur la  
14      situation. Ça va donner l'exemple. Ça va faire  
15      connaître le processus aussi au niveau de la  
16      population. Je peux vous dire qu'on a eu énormément  
17      de demandes des journalistes. Et on fournit les  
18      demandes, les documents qui sont publics, qui sont  
19      déposés, sont accessibles et on les transmet sans  
20      délai aux journalistes à cet effet-là. On répond  
21      aux questions. C'est sûr que c'est relativement  
22      nouveau depuis le mois de février. Mais je peux  
23      vous dire qu'il y a une personne qui, finalement,  
24      est presque attitrée, en tout cas surtout dans  
25      certains dossiers, à répondre aux demandes des

1           journalistes, obtention d'informations, copie de la  
2           plainte une fois qu'elle est déposée, transmission  
3           de documents. Alors, effectivement, c'est transmis.  
4           Et dans la réalité, ça se fait très très très  
5           rapidement.

6       Q. **[318]** Alors, on a fait référence aux pouvoirs que  
7           détiennent les juges administratifs. Ils siègent en  
8           vertu de la Loi sur les commissions d'enquête.  
9           Donc, ils ont tous les pouvoirs, si je ne me trompe  
10          pas, sauf celui du pouvoir d'ordonner  
11          l'emprisonnement?

12       R. C'est exact.

13       Q. **[319]** Alors, tous les pouvoirs en fait d'un juge  
14          siégeant, d'un juge de la Cour supérieure siégeant  
15          en séance. Et tout se fait à ce moment-là en public  
16          maintenant depuis la décision Pinsonneault.

17       R. Oui.

18       Q. **[320]** Ce qui m'amène à vous poser la question : la  
19          préparation de l'enquête. Est-ce qu'il y a à  
20          l'heure actuelle... Vos juges administratifs vont  
21          siéger, vont entendre, ils vont faire enquête en  
22          public.

23       R. Oui.

24       Q. **[321]** Est-ce qu'il y a un travail de préenquête qui  
25          se fait auparavant? Je vous posais la question tout

1           à l'heure : avez-vous des enquêteurs qui  
2           travaillent pour aller sur le terrain, rencontrer  
3           les gens, poser des questions, aller chercher de  
4           l'information pour valider certaines informations  
5           qu'on retrouverait dans les médias?

6           R. Actuellement, on n'a pas d'enquêteurs qui font ce  
7           travail-là.

8           Q. **[322]** Je comprends que, à l'heure actuelle, et on y  
9           reviendra tout à l'heure, la Commission municipale  
10          ne fait pas d'enquête si on voit des allégations  
11          dans les médias, les médias font un reportage sur  
12          les malversations qui se produisent au conseil  
13          municipal dans X village? Vous ne commencerez pas  
14          une enquête sur cette information-là à moins  
15          d'avoir un dénonciateur.

16          R. Bien, ça dépend. Si vous parlez en éthique. En  
17          éthique, c'est vraiment, on est saisi uniquement  
18          par le biais d'une plainte.

19          Q. **[323]** Oui.

20          R. Si vous faites référence à d'autres pouvoirs  
21          d'enquête...

22          Q. **[324]** Non, en éthique.

23          R. En éthique, non, parce qu'on ne peut pas se saisir  
24          nous-mêmes d'une situation.

25          Q. **[325]** Mais est-ce qu'il y a quelque chose...

1 R. Contrairement, par exemple...

2 Q. **[326]** Est-ce qu'il y a quelque chose qui vous  
3 empêche d'enquêter pour valider des informations  
4 qui se trouvent...

5 R. Dans la plainte?

6 Q. **[327]** ... dans les médias, sur la place publique,  
7 dont tous les citoyens entendent parler, pour peut-  
8 être rassurer les citoyens, aller voir s'il y a  
9 quelque chose qui est fondé dans cette plainte-là  
10 pour ensuite envoyer cette information-là au MAMOT?

11 R. Si on parle de façon générale, oui, il y a des  
12 pouvoirs d'enquête, mais quant aux finances de la  
13 municipalité. Notre pouvoir d'enquête sous 22, de  
14 notre propre initiative, est relatif aux finances,  
15 de l'administration financière. On n'a pas un  
16 pouvoir d'enquête général. Le pouvoir d'enquête  
17 général sur toute l'administration...

18 Q. **[328]** Ça vient sur un décret...

19 R. ... ça vient du ministre.

20 Q. **[329]** ... ministériel.

21 R. Puis encore là, est-ce que c'est l'administration  
22 ou c'est le comportement de l' élu? C'est une  
23 question qui pourrait être intéressante.

24 Q. **[330]** Et quand vous recevez... Oui. Si vous recevez  
25 un décret gouvernemental qui vous demande de faire



1 enquête sur l'administration ou la conduite des  
2 élus dans une telle municipalité...

3 R. Oui.

4 Q. **[331]** ... ça revient à la même question, est-ce que  
5 vous allez faire une préenquête pour aller valider  
6 l'information pour voir s'il est nécessaire de  
7 partir toute la machine de l'enquête publique ou  
8 l'enquête se fera uniquement en public?

9 R. Ce qui a été fait actuellement, il n'y a pas de  
10 préenquête. Parce qu'à partir du moment où on a un  
11 décret du gouvernement qui nous demande de tenir  
12 une enquête, on va tenir l'enquête. Évidemment, il  
13 va y avoir des procureurs qui vont être engagés et  
14 s'ils le jugent opportun ils vont requérir les  
15 services d'enquêteurs. Souvent, si on prend la  
16 dernière enquête publique qu'on a faite, par  
17 exemple, dans le cas de Lamarche, la municipalité  
18 de Lamarche, bon, bien, il y avait des procureurs  
19 qui ont... qui sont allés, qui ont examiné les  
20 livres, les registres de la, de la... de la  
21 Municipalité afin de préparer, là, la... de  
22 préparer l'enquête et voir, aussi, les témoins qui  
23 devront être assignés. Il n'y a rien qui interdit  
24 d'avoir... d'avoir des enquêteurs. C'est même  
25 prévu, de toute façon, dans la loi, là.

1 Q. [332] Je veux juste terminer, peut-être, cet  
2 aspect-là. L'identité du plaignant, est-ce que  
3 c'est quelque chose qui devient... qui vient qu'à  
4 être connu, ou qui est transmis à la personne visée  
5 par l'enquête, et si oui, à quel moment?

6 R. L'identité du plaignant, elle est transmise... Dès  
7 qu'on reçoit le dossier à la Commission municipale,  
8 on transmet la... la plainte à l'élus visé, oui, par  
9 la demande, puisqu'il a droit à une défense pleine  
10 et entière. Évidemment, l'identité du plaignant est  
11 connue à ce moment-là. Il faut bien comprendre  
12 qu'au moment où le, le... le commissaire aux  
13 plaintes fait l'examen préalable, l'élus n'est pas  
14 nécessairement au courant qu'il y a une plainte. Et  
15 lorsque le... le bureau du commissaire aux plaintes  
16 nous transmet la demande d'enquête, elle avise  
17 l'élus et le plaignant que le dossier a passé la  
18 première étape, est transmis à la Commission  
19 municipale. Mais à ce moment-là, l'élus, on va  
20 simplement dire : « La plainte a trait à une  
21 situation de conflit d'intérêts. » La plainte, on  
22 ne donne pas une copie de la plainte. Mais nous,  
23 lorsqu'on ouvre le dossier, lorsqu'on chose, on  
24 transmet, évidemment, à l'élus visé, la plainte,  
25 sauf, évidemment, s'il y a des renseignements

1       nominatifs, là, personnels, on va les... les  
2       omettre. Les documents qui sont reçus, on informe  
3       aussi, on transmet les documents qui expliquent le  
4       processus, on l'informe de son droit à une défense  
5       pleine et entière, on lui demande également de nous  
6       aviser s'il entend être... faire des  
7       représentations. C'est son droit, il peut être  
8       entendu s'il le désire. Et également, s'il a un  
9       procureur, de nous faire part des coordonnées,  
10      puisque après ça il faut suivre le dossier,  
11      conférence de gestion, et caetera. Donc on informe,  
12      en gros, là, le...

13      Q. **[333]** Maître Usclat, vous n'êtes pas inquiet de la  
14      situation où vous transmettez à un élu  
15      l'information à l'effet que peut-être un employé de  
16      sa municipalité, ou un citoyen de la Municipalité a  
17      porté plainte contre lui pour conflit d'intérêts,  
18      puis que l'enquête va avoir lieu dans les mois  
19      suivants? On verra que ça peut prendre plusieurs  
20      mois.

21      R. Hum, hum.

22      Q. **[334]** Vous vous inquiétez pas de l'intégrité de  
23      l'enquête, à ce moment-là?

24      R. Et c'est... C'est sûr qu'on a cette préoccupation-  
25      là, mais dans... dans le contexte où l'élu a le

1           droit à une défense pleine et entière, il a le  
2           droit de savoir qu'est-ce qu'on lui reproche.

3       Q. **[335]** Oui. Mais pas... pas nécessairement qui...

4       R. Et qui le reproche.

5       Q. **[336]** ... nécessairement, qui lui reproche telle  
6           chose?

7       R. Je vous dirais qu'actuellement, c'est la façon...  
8           C'est la façon dont... dont on procède.

9       Q. **[337]** Et est-ce que c'est fixé dans la loi, ou  
10           c'est une règle que vous vous êtes fixée?

11      R. C'est... C'est une règle qu'on s'est fixée, de par  
12           l'interprétation qu'on a faite au niveau du droit à  
13           une défense pleine et entière.

14      Q. **[338]** O.K. Et vous pensez pas que des fois, pour  
15           sauvegarder l'intégrité de l'enquête, ou peut-être,  
16           à la limite, l'intégrité physique de quelqu'un qui  
17           peut craindre, qui va vous donner de l'information,  
18           qui va vous dire, « Faites-la, l'enquête, mais moi  
19           je veux pas être mentionné parce que je vais en  
20           subir des préjudices » physiques, financiers, peu  
21           importe la nature. Ça peut être quelqu'un qui est  
22           en relation avec l'élu. Vous êtes pas inquiet de  
23           ça, de dénoncer et de dire à la personne visée par  
24           l'enquête, « Dans quatre, cinq, six mois, on va  
25           faire une audition, et voici qui qui s'est plaint

1 de ton comportement. »?

2 R. Écoutez, c'est sûr qu'on pourrait entretenir des,  
3 des... des inquiétudes, mais la personne,  
4 normalement, qui... On n'a pas... La loi prévoit  
5 pas une dénonciation, hein, verbale.

6 Q. **[339]** Hum, hum?

7 R. La loi prévoit une dénonciation écrite. La loi  
8 parle de motif raisonnable, et elle doit être  
9 assermentée.

10 Q. **[340]** Mais est-ce que la loi demande de transmettre  
11 l'identité du plaignant à la personne visée par  
12 l'enquête?

13 R. Spécifiquement, non.

14 Q. **[341]** O.K. Les...

15 (11:01:25)

16 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

17 Permettez, j'ai un peu de misère à comprendre.

18 Q. **[342]** Là vous dites que vous avez aucun enquêteur.  
19 C'est ça?

20 R. On n'a aucun enquêteur actuellement.

21 Q. **[343]** Oui. Et là je vois l'acétate, c'est écrit :

22 L'enquête est décisionnelle, l'enquête  
23 est effectuée par deux juges  
24 administratifs.

25 R. Oui.

1 Q. **[344]** Donc, c'est les juges administratifs qui sont  
2 les enquêteurs.

3 R. Effectivement.

4 Q. **[345]** Bon. Est-ce que les juges administratifs font  
5 de l'enquête?

6 R. Les juges administratifs vont demander...

7 Évidemment, on parle d'une situation de conflit  
8 d'intérêts sur un vote, par exemple, sur une  
9 résolution, on va demander des... des procès-  
10 verbaux, certaines informations, autant de la part  
11 du plaignant, si c'est pas complet, pour préparer.  
12 Après ça on va... on va assigner des personnes.  
13 Mais essentiellement, je vous dirais dans... la  
14 totalité de l'enquête se déroule en salle, à  
15 l'audience.

16 Q. **[346]** À l'audience. En audience, à ce moment-là,  
17 c'est, le juge administratif va convoquer l'élu,  
18 bien sûr...

19 R. Oui.

20 Q. **[347]** ... puis va convoquer le plaignant. C'est ça?

21 R. Le plaignant et les autres témoins qu'on aura  
22 identifiés, si on allègue... Parce que, c'est pas  
23 parce que quelque chose est allégué, il faut  
24 d'abord s'assurer que ça s'est vraiment passé.  
25 Deuxièmement, que ça constitue un manquement à une

1 règle du code de déontologie.

2 Q. **[348]** Mais est-ce qu'une enquête minimale, par le  
3 juge administratif, ne serait pas nécessaire avant  
4 de convoquer une séance? Parce que, dans les faits,  
5 ça peut se révéler totalement faux, cette chose-là,  
6 là.

7 R. Effectivement.

8 Q. **[349]** Mais il y en a... Il s'en fait pas.

9 R. Puis...

10 Q. **[350]** C'est uniquement qu'en séance, que là,  
11 qu'on... qu'on peut découvrir des choses.

12 R. Il s'en fait pas... Il s'en fait pas, et je vous  
13 dirais qu'il y a quand même, de par... De par le  
14 dossier, on peut voir, en partant, la, la... le  
15 sérieux du... le sérieux du dossier. Il y a quand  
16 même, déjà, une première étape qui a été, qui a  
17 été... qui a été faite.

18 Q. **[351]** C'est ça, mais à cette étape-là, que je  
19 venais, le commissaire aux plaintes, lui...

20 R. Oui.

21 Q. **[352]** ... est-ce qu'il fait une certaine enquête  
22 avant de vous transférer le dossier, ou...

23 R. Je pense qu'il faudrait leur, leur... leur  
24 demander. Évidemment, il y a un cloisonnement, là,  
25 on n'est pas impliqué dans la première étape, là.

1 J'imagine que pour décider si elle est  
2 manifestement mal fondée, il doit avoir certains  
3 documents, en tout cas. Certaines informations, si  
4 on fait référence...

5 Q. [353] Vous imaginez. C'est parce que dans les  
6 faits, il n'y a pas un peu... Là je vais défendre  
7 un peu les élus. Il y a un peu atteinte à leur  
8 réputation, le simple fait de tenir une séance. Là  
9 je comprends qu'un commissaire aux plaintes fait à  
10 peu près aucun travail, vous, vous faites pas de  
11 travail sauf en séance, et là l'élus se retrouve  
12 devant vous, devant les journaux, devant la  
13 télévision qui suit, et ça, peut-être pour quelque  
14 chose qui est sans fondement. Mais, vous savez, il  
15 reste toujours un peu de... de poussière dans  
16 ces... dans ces choses-là, là. Est-ce que c'est pas  
17 un processus qui, je dirais, qui... de façon, je  
18 dirais, inutile, affecte un peu la réputation de  
19 l'élus, qui pourrait être totalement innocent dans  
20 tout ça, là?

21 R. Oui. Mais, je veux dire, même... Dans les dossiers  
22 qu'on a vus, même si on avait eu un enquêteur qui  
23 est allé voir, de toute façon il faut rendre une  
24 décision, il faut entendre le plaignant. Il faut  
25 bien comprendre aussi que le, le... le plaignant va



1 nous... nous indiquer aussi, là. Et l'élu a le  
2 droit d'être présent aussi. Il va nous indiquer,  
3 là, les motifs. La plainte est pas toujours... des  
4 fois, elle est très... elle est très détaillée, des  
5 fois, elle ne l'est pas nécessairement détaillée.  
6 C'est sûr que ça pourrait être utile.

7 Q. **[354]** Bien, ça me semble utile, je veux dire, même  
8 nécessaire qu'il y ait une forme d'enquête minimale  
9 avant de tenir une séance pour juger d'une  
10 personne. Et là vous me dites qu'il y a pas  
11 d'enquête puis on met tout le monde... tout le  
12 monde sur la place publique, puis « allez-y...

13 R. Mais, ultimement, on doit rendre une décision.

14 Q. **[355]** ... dites ce que vous voulez. » Oui, je  
15 comprends qu'en bout de piste il y a une décision,  
16 mais je répète, il y a un impact sur la réputation  
17 des gens dans tout ça.

18 R. C'était d'ailleurs ce qui... ce qui avait motivé à  
19 l'époque, si on se reporte aux travaux  
20 parlementaires, le « huis clos », entre guillemets.

21 Q. **[356]** O.K.

22 (11:04:29)

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Q. **[357]** Mais, moi, j'aimerais revenir sur la question  
25 du commissaire Lachance. Parce que, là, vous nous

1        dites « bien, moi, je peux pas répondre à ça parce  
2        que je suis juge administratif. » Là, vous êtes  
3        témoin, je vais vous demander d'enlever votre  
4        chapeau de juge administratif et vous devez très  
5        certainement savoir quelle est la nature de  
6        l'enquête qui est faite avant d'arriver et  
7        d'aboutir à vous. Il y a une plainte qui est logée,  
8        là, alors la plainte...

9        R. Moi, je ne pense pas qu'il y a... Madame la Juge,  
10       je pense, c'est un examen.

11       Q. **[358]** Je vous dis pas que vous connaissez dans une  
12       affaire en particulier, mais vous connaissez le  
13       processus, c'est sûr.

14       R. Oui. Il y a un examen qui est fait.

15       Q. **[359]** C'est ça qu'on vous demande.

16       R. O.K. Alors, je vais répondre, je vais expliquer. Il  
17       y a un examen qui est fait, mais je... il y a des  
18       communications avec le plaignant, si la plainte  
19       n'est pas complète, n'est pas suffisante pour  
20       obtenir des informations, mais je peux pas vous  
21       dire jusqu'où ils vont dans cette enquête-là.

22       Me PAUL CRÉPEAU :

23       Q. **[360]** Et qui la fait? Qui la fait...

24       R. C'est le bureau du commissaire aux plaintes.

25       Q. **[361]** Ah! Le commissaire aux plaintes.

1 R. Oui.

2 Q. **[362]** Mais, chez vous, quand c'est rendu pour faire  
3 une enquête...

4 R. Oui.

5 Q. **[363]** ... vous, en tant que juge administratif,  
6 rencontrez-vous le plaignant avant l'audience  
7 publique pour vérifier ses allégations, vérifier si  
8 elles sont fondées, aller chercher des  
9 renseignements additionnels, pour éviter peut-être  
10 des fois de perdre des journées complètes en  
11 audience?

12 R. Je comprends. Je comprends. Il y a... Non, ça se  
13 fait en audience comme telle.

14 Q. **[364]** O.K.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Q. **[365]** Ce que vous nous dites finalement, si je  
17 comprends bien, c'est que c'est le bureau du  
18 commissaire aux plaintes qui, lui, détermine s'il y  
19 a matière à apporter le dossier devant vous.

20 R. Effectivement, Madame la Juge, Madame la  
21 Présidente.

22 Me PAUL CRÉPEAU :

23 Q. **[366]** Peut-être, on va aller rapidement donc à la  
24 page 30, Madame Blanchette. Alors, après l'enquête,  
25 on comprend dans les... dans les pouvoirs - et là

1 on les repasse rapidement - on peut conclure qu'il  
2 y a aucun manquement. Je veux pas employer le  
3 terme, mais c'est l'acquittement, là, on trouve que  
4 la plainte était pas fondée. Deuxième possibilité,  
5 conclure qu'il y a eu un manquement, mais aucune  
6 sanction.

7 R. C'est une possibilité qui est prévue...

8 Q. **[367]** O.K.

9 R. ... qui est prévue dans... qui est prévue dans la  
10 loi. À date, elle a pas été... elle n'a pas été  
11 utilisée. Parce qu'il faut comprendre que dans la  
12 loi aussi on indique qu'un élu peut obtenir une  
13 opinion juridique d'un conseiller à l'éthique  
14 lorsqu'il pose un geste, avant de poser un geste.

15 Q. **[368]** O.K.

16 R. Et on indique que ça peut être un facteur à  
17 considérer.

18 Q. **[369]** Un élément atténuant.

19 R. Je pense qu'on vise plutôt les... les infractions  
20 techniques, là, de ce côté-là.

21 Q. **[370]** O.K.

22 R. Mais, à date, on l'a pas... on n'a pas... on n'a  
23 pas dit « il y a un manquement, puis il y a pas de  
24 sanction. »

25 Q. **[371]** Troisième possibilité, c'est qu'il y ait un

1           manquement et une sanction.

2           R. Une sanction.

3           Q. **[372]** Et la nature des sanctions, à la page 31, qui  
4           peuvent être de... allant de la réprimande, la  
5           suspension maximum de quatre-vingt-dix (90) jours,  
6           remboursement de la rémunération, allocation ou  
7           somme reçue. Et ça, c'est de la municipalité?

8           R. De la municipalité, évidemment, son salaire d' élu  
9           durant... parce que, là, évidemment, ça, c'est...  
10          il manque certains mots, c'est durant la période du  
11          manquement. Si l' élu s'est placé en conflit  
12          d'intérêt pendant une période de dix (10) mois, une  
13          des... on peut à ce moment-là imposer le... le  
14          remboursement de son salaire durant cette période.  
15          À date, on l'a fait dans au moins un dossier. C'est  
16          un dossier aussi où l' élu n'était plus élu au  
17          moment de l'enquête. Et la décision, on a imposé un  
18          remboursement de son salaire et de ses avantages  
19          pour une période du manquement de soixante (60)  
20          jours.

21          Q. **[373]** Soixante (60) jours. Et si on a le cas d'un  
22          élu qui, un soir, à un conseil municipal, vote pour  
23          embaucher quelqu'un de sa famille...

24          R. Oui.

25          Q. **[374]** ... comme employé municipal, c'est... alors

1 c'était une journée, on va le punir pour cette  
2 journée-là?

3 R. Effectivement, tout dépend si la... la situation,  
4 la preuve révèle comment s'est déroulé le  
5 manquement. Des fois, je vous dirais que dans le  
6 cas qui est public, là, ça a été... ça s'était  
7 déroulé effectivement. Il voulait enlever un  
8 règlement parce que ça pouvait lui procurer des  
9 désavantages relativement à une cantine et on a...  
10 la Commission a déterminé que tout ça s'est déroulé  
11 sur une période de soixante (60) jours entre le  
12 moment où il a tenté d'influencer, où il est  
13 intervenu, et caetera. Effectivement, si c'est  
14 juste un vote, ça devient... ça devient un peu  
15 plus... moins dissuasif, là...

16 Q. **[375]** Moins...

17 R. ... puisque c'est juste une journée.

18 Q. **[376]** ... beaucoup moins dissuasif.

19 R. Effectivement.

20 Q. **[377]** Alors, un remboursement de l'avantage reçu,  
21 ça, c'est facile à comprendre. Maintenant, il y a  
22 pas de possibilité d'imposer une amende.

23 R. Il y a pas... il y a pas d'amendes qui sont prévues  
24 dans la loi.

25 Q. **[378]** O.K. Je voulais vous proposer, Madame la

1           Présidente, de peut-être prendre la pause. On  
2           reviendra avec la page 32 au retour.

3           SUSPENSION DE L'AUDIENCE

4           (11:41:19)

5           Me PAUL CRÉPEAU :

6           Madame la Présidente, maître Usclat m'a mentionné à  
7           la reprise qu'il aimerait apporter une précision  
8           sur une des questions qui a été apportée.

9           LA GREFFIÈRE :

10          Juste un petit instant, vous êtes sous le même  
11          serment, Monsieur.

12          LE TÉMOIN :

13          R. Merci, Madame. Alors, simplement, Madame la  
14          Présidente, Monsieur le Commissaire, au niveau des  
15          requêtes en rejet. On a statué à quelques reprises  
16          sur des demandes en rejet. On en a accueilli  
17          plusieurs dont, par exemple, le code d'éthique  
18          était pas en vigueur, on n'a pas fait  
19          nécessairement une enquête, mais ça a été... ça a  
20          été demandé soit par l'élu ou par... soit par son  
21          avocat. O.K. Alors, ça, on l'a fait à plusieurs  
22          reprises, récemment même. Les commissaires ont  
23          rendu une décision sur le « banc », entre  
24          guillemets, là, et ça a été retranscrit par la  
25          suite parce que manifestement il y avait pas de...

1 il y avait pas... c'était la période qui était  
2 couverte par le code d'éthique, ce qu'on  
3 reprochait.

4 Dans certains cas, la plainte est pas  
5 nécessairement toujours très claire. Puis je  
6 comprends très bien votre argument de l'enquêteur,  
7 mais dans ce dossier-là, c'est une audience d'une  
8 heure. La personne a précisé et la demande a été...  
9 a été rejetée. On a dû aussi dans certains cas même  
10 vérifier dans au moins un cas. On a des pouvoirs  
11 aussi, des pouvoirs d'enquête. La Loi sur la  
12 Commission municipale dit qu'on peut se présenter  
13 puis examiner les livres de la municipalité.

14 Dans un cas, on n'était pas capable de  
15 déterminer si le code était en vigueur ou pas parce  
16 que la personne qui avait déposé la plainte était  
17 en congé de maladie et, nous, on devait s'en  
18 assurer. Donc, on est allé examiner les livres de  
19 la municipalité. Par la suite, en audience, on a  
20 demandé à l' élu s'il y avait des (inaudible) à  
21 faire, la plaignante également. Et on a rejeté  
22 puisque le code d'éthique, malheureusement, n'était  
23 pas en vigueur du moment des faits. C'est une  
24 question d'erreur de publication à l'époque, là.

25 Alors, ça revient un peu, quand vous parlez



1 d'un seul code d'éthique versus des codes aussi, on  
2 a rejeté plusieurs demandes, quelques-unes au tout  
3 début, parce que dans les petites municipalités, on  
4 avait tout suivi le processus d'adoption et  
5 finalement on n'avait pas publié le règlement pour  
6 sa mise en vigueur.

7 Je veux également juste... je répondais à  
8 vos questions, mais je pense que c'est important  
9 de... vous savez, la question des enquêteurs, la  
10 question des procureurs, ça fait longtemps qu'on  
11 y... qu'on l'a invoquée et qu'on veut avoir des  
12 ressources effectivement pour ça. Alors,  
13 évidemment, c'est pas nous qui accordons les  
14 ressources, mais c'est une préoccupation  
15 importante, je vous dirais depuis même l'ancien  
16 président et la présidente actuelle. On travaille à  
17 voir comment on peut articuler ça parce qu'on est  
18 conscient.

19 Surtout on voit aussi le type d'enquêtes  
20 qu'on reçoit en matière de conflits d'intérêt,  
21 relatifs aussi à des contrats. Ça devient un peu,  
22 beaucoup plus complexe qu'auparavant. Et je pense  
23 que ça va être nécessaire de toute façon d'avoir  
24 des enquêteurs pour préparer le terrain et aussi  
25 diminuer les... les temps... les temps d'audience.

1 Mais, on est très préoccupé par... par cette  
2 question-là, c'est évident.

3 Me PAUL CRÉPEAU :

4 Q. [379] O.K. Et... Oui. Sur cette question-là, peut-  
5 être justement on va regarder les... Êtes-vous en  
6 mesure de nous renseigner sur les délais de  
7 traitement des plaintes? À l'heure actuelle, ça  
8 ressemble à quoi à la CMQ?

9 R. Évidemment, ça varie toujours, mais des... parce  
10 qu'il y a des dossiers qui ont fait l'objet de  
11 contestation judiciaire, mais en moyenne on est  
12 autour de... de dix (10) mois, dix mois et demi  
13 (10 1/2) environ. Il y a des plaintes évidemment  
14 qui se règlent en trois mois. Il y en a qui se  
15 règlent en beaucoup plus de temps. Les délais ont  
16 eu... ont tendance à diminuer avec l'arrivée de  
17 nouveaux juges administratifs.

18 Si je vous donne un exemple, pendant la  
19 tutelle de Laval, j'étais le seul juriste qui  
20 restait à la Commission, de sorte que je pouvais  
21 pas nécessairement entendre tous les recours et  
22 j'ai dû récupérer les dossiers des deux tuteurs,  
23 puis il y avait des dossiers qui leurs avaient  
24 assignés en enquête à l'éthique.

25 Maintenant, l'arrivée de nouvelles

1           personnes depuis, je vous dirais, les huit derniers  
2           mois fait en sorte qu'on est en train de tout  
3           reprendre le retard et on vise des délais beaucoup  
4           plus courts, de l'ordre de six mois...

5       Q. **[380]** O.K.

6       R. ... environ de moyenne, en moyenne, parce  
7           qu'évidemment, à l'occasion, si on regarde  
8           l'affaire Pinsonneault, il y a eu... il y a eu un  
9           recours, là, un recours en Cour supérieure qui a  
10          été... qui a été déposée. On a un autre dossier  
11          aussi, la personne est même allée jusqu'en Cour  
12          d'appel. Alors, ça a suspendu pendant un certain  
13          temps, là, le dossier.

14      Q. **[381]** Qui rallonge les délais. Et je veux juste  
15          bien comprendre, vous dites, avec l'arrivée de  
16          nouvelles ressources, mais si...

17      R. Oui.

18      Q. **[382]** ... on a vu un tableau plus tôt où on voit  
19          que depuis deux mille dix (2010) à deux mille  
20          quatorze (2014), c'est constant à dix (10) ou onze  
21          (11) membres... ou vous avez dit treize (13)  
22          membres à l'heure actuelle?

23      R. Je parlais de juristes. J'ai parlé de juristes  
24          parce que...

25      Q. **[383]** O.K.

1 R. ... j'ai deux personnes. Si j'ai un seul... s'il  
2 reste un seul juriste qui est disponible à la  
3 Commission, ça veut dire que c'est le même juriste  
4 qui entend tous les dossiers, les dossiers  
5 d'éthique. C'est dans ce sens-là. Parce qu'il faut  
6 avoir toujours sur le banc un avocat ou un notaire.

7 Q. **[384]** O.K.

8 R. Et si on... si on... je peux vous les énoncer mais  
9 dans l'organigramme...

10 Q. **[385]** O.K. Non, non, c'est pas nécessaire.

11 R. ... les derniers sont presque tous avocats.

12 Q. **[386]** O.K. Et sont... ça, vous l'aviez répété  
13 mais...

14 R. Oui.

15 Q. **[387]** ... ça devient un problème. Il va falloir  
16 s'assurer que peut-être tous les gens aient une  
17 formation de juriste pour être en mesure d'être  
18 plus efficient dans votre façon de travailler?

19 R. Je partage entièrement votre commentaire. Puis, à  
20 la tutelle de Laval, effectivement, aujourd'hui on  
21 n'aurait pas la difficulté qu'on a connue avec la  
22 tutelle de Laval si deux juristes étaient nommés  
23 tuteurs puisqu'on a d'autres juristes qui peuvent  
24 prendre la relève.

25 Q. **[388]** Juste... est-ce qu'en la matière de

1           déontologie, vous avez un délai plus court pour  
2           rendre des décisions?

3           R. Quatre-vingt-dix (90) jours.

4           Q. **[389]** Quatre-vingt-dix (90) jours.

5           R. C'est un délai indicatif mais on doit aviser... si  
6           on n'est pas en mesure de rendre la décision dans  
7           ce délai-là, on doit viser le plaignant, l'élus visé  
8           par la demande et le ministre de la date à laquelle  
9           notre décision devrait pouvoir être rendue.

10          Q. **[390]** Et quatre-vingt-dix (90) jours de l'audience  
11          ou quatre-vingt-dix (90)...

12          R. C'est quatre-vingt-dix (90) de la réception.

13          Q. **[391]** De la réception de la plainte.

14          R. Et c'est des jours de calendrier, c'est pas des  
15          jours...

16          Q. **[392]** Trois mois... c'est trois mois.

17          R. C'est trois mois.

18          Q. **[393]** O.K. Et à l'heure actuelle, êtes-vous mesure  
19          de respecter ce quatre-vingt-dix (90) jours-là en  
20          matière de déontologie?

21          R. Dans les nouveaux dossiers... on n'est pas en  
22          mesure... et dans... il y a des dossiers qui ont  
23          été rendus dans les quatre-vingt-dix (90) jours...

24          Q. **[394]** Oui.

25          R. ... mais si on parle de moyenne, dans les nouveaux

1 dossiers, je... en moyenne, je vous dirais que je  
2 pense qu'on veut atteindre l'objectif de cinq à six  
3 mois. On tend à le réduire de plus en plus. Si on a  
4 des enquêteurs aussi, ça va le réduire. Mais il y a  
5 quand même, l'élu aussi a le droit à une défense  
6 pleine et entière et faire entendre des témoins. Et  
7 surtout dans le cas de l'imposition de sanctions,  
8 on doit faire part de nos... des manquements qui  
9 sont retenus, des motifs à l'égard de la sanction,  
10 réentendre l'élu sur la sanction...

11 Q. [395] O.K.

12 R. ... rédiger la décision, la transmettre.  
13 Effectivement, le délai est de quatre-vingt-dix  
14 (90) jours, puis c'est pas un secret, je pense,  
15 quand... lors de l'étude des crédits, ça a été  
16 mentionné... est très, très court.

17 Q. [396] Alors là, on va aller rapidement au tableau  
18 32, Madame Blanchette. Alors, on verra 32, 33. On  
19 va voir les suivis des plaintes reçues par le  
20 MAMOT...

21 R. Oui.

22 Q. [397] ... au trente et un (31) octobre et les  
23 demandes traitées par la Commission municipale.  
24 Juste nous expliquer, justement, quant au suivi des  
25 plaintes, le nombre de dossiers reçus, dossiers

1 transmis, dossiers en cours de traitement. Alors,  
2 pouvez-vous juste nous expliquer un peu ces  
3 statistiques-là?

4 R. Oui. Simplement une précision aussi. Les  
5 statistiques... parce que celles du MAMOT, c'est  
6 pas nous qui avons fourni... ça fait partie du...  
7 du rapport de la mise en oeuvre sur l'éthique.  
8 Évidemment, c'est... quand dans le rapport de la  
9 mise en oeuvre, c'est au trente et un (31) octobre.  
10 Nous, nos données sont au mois d'avril. Alors...

11 Q. **[398]** On va le produire tout de suite...

12 R. Oui.

13 Q. **[399]** ... le rapport... le rapport sur la mise en  
14 oeuvre de la Loi sur l'éthique et en matière de  
15 déontologie, l'onglet 3, Madame Blanchette. On va  
16 lui donner une cote immédiatement.

17 LA GREFFIÈRE :

18 2082.

19

20 200P-2082 : Rapport sur la mise en oeuvre de la  
21 Loi sur l'éthique et la déontologie en  
22 matière municipale décembre 2012

23

24 Me PAUL CRÉPEAU :

25 Q. **[400]** 2082. Et celui-ci, on va le laisser pour...

1 plus pour les fins de recherche et les gens du  
2 MAMOT seront appelés à la commenter plus tard.  
3 Alors, je vous laisse maintenant nous expliquer  
4 qu'est-ce qui est arrivé avec le nombre... le suivi  
5 des plaintes.

6 R. Alors, écoutez, bien, nous, on voit qu'on a une  
7 progression entre... surtout en deux mille douze  
8 deux mille treize (2012-2013), on a reçu beaucoup  
9 plus de demandes. Évidemment, il faut comprendre  
10 qu'on était dans un contexte électoral. Il y eu  
11 beaucoup de demandes aussi qui étaient... qui  
12 avaient pas été rejetées à la première étape mais  
13 qui étaient souvent faites dans un but de nuire à  
14 un adversaire. Alors, il y a eu un afflux de  
15 demandes dans les six mois précédant les élections.

16 Q. **[401]** O.K. C'est là-dessus que je veux vous amener.

17 R. Oui.

18 Q. **[402]** Vous le... vous le dites vous-même, ça... il  
19 y a des plaintes qui sont portées, à la limite, à  
20 des fins politiques par des adversaires politiques.  
21 Et ça, êtes-vous en mesure en ce moment de les  
22 traiter rapidement? Justement, on a vu la question  
23 de la possibilité de la préenquête, des enquêteurs  
24 qui restent sur le terrain vérifier le sérieux des  
25 plaintes et le sérieux des plaignants de continuer,



1 après l'élection, ces plaintes-là.

2 R. Actuellement, on est en mesure de les traiter  
3 rapidement. Il faut comprendre qu'au moment où  
4 c'est arrivé, c'était conjoncturel. C'est que,  
5 c'est arrivé à la même période que la tutelle de  
6 Laval aussi. Alors, c'est préélectoral, en six  
7 mois. Ça veut pas dire que parce que c'est à des  
8 fins politiques que c'est nécessairement pas fondé.

9 Q. **[403]** Non.

10 R. Tu sais, ça peut être un adversaire qui allègue un  
11 manquement puis l' élu a effectivement commis un  
12 manquement.

13 Q. **[404]** Actuellement, de ces plaintes-là, est-ce  
14 qu'on peut les qualifier comme de... la très grande  
15 majorité provenant de plus petites municipalités?  
16 Vous en avez pas beaucoup qui proviennent des  
17 grandes municipalités du Québec.

18 R. Vous avez raison. Dans... actuellement, ce qu'on a  
19 constaté dans les deux dernières années. Au niveau  
20 de... des plaintes à des fins électorales ou toutes  
21 les plaintes?

22 Q. **[405]** Oui, électorales.

23 R. Électorales, oui.

24 Q. **[406]** Et de toutes... tous genres confondus?

25 R. Je vous dirais que les premières années, la

1 première année, le jour 1, l'année 1, en deux mille  
2 douze (2012), essentiellement, ça a été des  
3 plaintes dans... concernant des élus de petites  
4 municipalités. Maintenant, on est rendu dans les  
5 municipalités beaucoup plus importantes.

6 Q. **[407]** O.K. Des gens que... et... et le sérieux ou  
7 la... pas le sérieux, mais la nature de la plainte,  
8 est-ce qu'on commence à avoir moins de plaintes qui  
9 sont plus banales?

10 R. Oui. Il y a une évolution. Je pense qu'aussi,  
11 l'arrivée du formulaire et c'est une suggestion  
12 qu'on avait faite d'ailleurs au Ministère, d'avoir  
13 un formulaire de plaintes où on puisse articuler la  
14 plainte correctement, donner le nom des témoins,  
15 amène peut-être à décourager certaines personnes de  
16 déposer des plaintes frivoles ou vexatoires.

17 Q. **[408]** O.K.

18 R. Alors, on voit que le sérieux, à mesure qu'on  
19 avance, c'est une nouvelle juridiction, à mesure  
20 qu'on avance dans le temps, les plaintes, bon, sont  
21 plus étoffées, sont beaucoup plus sérieuses et  
22 touchent à des manquements, en quelque sorte,  
23 différents des premières plaintes qu'on avait qui  
24 portaient beaucoup sur le comportement et  
25 l'attitude. Maintenant, la presque majorité des

1        plaintes, sur le total, on a cinquante (50)  
2        plaintes, c'est ce qui vient en premier au niveau  
3        des conflits d'intérêts. Alors, on touche vraiment  
4        au niveau des conflits d'intérêts dans la maj...  
5        dans la presque totalité des cas.

6        Q. **[409]** Parlez-nous... à la page 33, Madame  
7        Blanchette, alors « Demandes traitées par la  
8        Commission municipale au trente et un (31) mars ».  
9        On est au trente et un (31) mars de quelle année,  
10       excusez-moi?

11       R. Trente et un (31) mars de deux mille... deux mille  
12       quatorze (2014).

13       Q. **[410]** Deux mille quatorze (2014).

14       R. C'est ce qui est déposé dans notre rapport annuel  
15       qui vient d'être produit, là.

16       Q. **[411]** O.K. Alors, demandes... demandes... peut-être  
17       juste préciser, vous avez reçu combien de demandes?

18       R. Alors, en treize-quatorze (13-14), on a reçu  
19       trente-trois (33) demandes.

20       Q. **[412]** O.K. Et si on additionne... je le sais parce  
21       que je sais qu'est-ce que les gens du MAMOT nous  
22       diront plus tard.

23       R. Oui.

24       Q. **[413]** Eux nous parleront qu'ils ont envoyé  
25       cinquante-cinq (55) plaintes et quant à vous, si on

1            additionne les années deux mille onze (2011), deux  
2            mille douze (2012), deux mille treize (2013), on  
3            arrive à soixante-cinq (65). Juste nous expliquer  
4            d'où vient ces... ces...

5            R. Rapidement, c'est qu'un plaignant peut porter  
6            plainte à l'égard de deux élus, pas nécessairement  
7            pour le même manquement. Il va rédiger la plainte  
8            puis il va dire : « Bon, je considère qu'un tel  
9            s'est placé en situation, un tel a eu un  
10           comportement inadéquat. » Nous, on ouvre deux  
11           dossiers parce que ça concerne deux élus. Le MAMOT  
12           ouvre un dossier.

13           Q. **[414]** Ce qui peut expliquer, là, que le...

14           R. La différence.

15           Q. **[415]** ... que les chiffres c'est un petit peu plus  
16           élevé.

17           R. La différence s'explique parce qu'évidemment,  
18           l'enquête est pas nécessairement là...porte sur les  
19           mêmes faits.

20           Q. **[416]** On constate d'autre part que bon, il y a eu  
21           des décisions qui ont été rendues et la dernière  
22           ligne, les demandes pendantes, évidemment qui vont  
23           en augmentant. Sept, vingt et un (21), trente et un  
24           (31), l'an passé.

25           R. Ça a baissé.

1 Q. **[417]** Ça a baissé depuis...

2 R. Oui. Il y a eu... je pourrai vous le fournir  
3 exactement, mais je dirai dans les derniers mois,  
4 depuis avril, il y a eu plusieurs décisions, en  
5 tout cas, sept ou huit ou neuf doss... décisions  
6 alors qu'on n'a pas eu nécessairement une entrée  
7 équivalente en termes de dossiers.

8 Q. **[418]** O.K.

9 R. Il y a eu plusieurs décisions, il y a des décisions  
10 aussi qui sont en attente. Évidemment, quand on a  
11 une audience sur sanction, bon, la décision est  
12 prête, mais on attend aussi l'audience sur sanction  
13 imposée et à ce moment-là, il y a plusieurs  
14 décisions qui sont en... dossiers qui sont en  
15 délibéré. On n'a pas énormément de dossiers qui  
16 sont en attente d'une date d'audience. Je vous  
17 dirais que les seuls qui sont en attente, sauf un,  
18 là, c'est... c'est des dossiers qui sont beaucoup  
19 plus récents, qu'on vient de recevoir dans les...  
20 depuis un mois, un mois et demi ou même deux  
21 semaines.

22 Q. **[419]** Maître Usclat, on va aller maintenant  
23 rapidement, la page 34, vous avez listé la nature  
24 des demandes. Maintenant, êtes-vous capable de nous  
25 dire, toute proportion gardée, est-ce qu'il y a un

1 de ces sujets-là qui ressort en quantité?

2 R. Oui.

3 Q. **[420]** Lequel?

4 R. Les conflits d'intérêts. Je les ai mis, Madame la  
5 Présidente, Monsieur le Commissaire, par ordre  
6 d'importance. Alors, juste rapidement, cinquante  
7 (50) demandes en matière de conflits d'intérêts,  
8 puis après ça, on tombe à dix (10), neuf, huit,  
9 deux.

10 Q. **[421]** O.K. Puis ça réduit.

11 R. Ça réduit considérablement.

12 Q. **[422]** Alors, c'est les conflits d'intérêts qui...

13 R. Oui.

14 Q. **[423]** O.K. Et je veux juste terminer là-dessus. Ça  
15 va être la... la page 35. La nature des sanctions  
16 qui ont été imposées à ce jour, on arrête au  
17 premier (1er) août deux mille quatorze (2014), la  
18 nature des sanctions. Peut-être nous dire qu'est-ce  
19 qui en est. Je comprends que c'est une description  
20 des sanctions qui ont été rendues en matière  
21 d'éthique?

22 R. Effectivement. Alors, on a imposé cinq réprimandes.  
23 On a imposé trois suspensions. Pour un élu, il y  
24 avait deux suspensions parce qu'il y avait deux  
25 dossiers, deux suspensions de dix (10) jours. Dans

1 un autre cas, c'est une suspension de trente (30)  
2 jours. Et enfin, il y a un dossier où il y a le...  
3 on a imposé l'obligation de rembourser le salaire,  
4 les avantages reçus pendant la durée du... du  
5 manquement. Il faut bien comprendre aussi que  
6 lorsqu'on impose une suspension, particulièrement,  
7 c'était juste avant les élections, on peut pas  
8 aller au-delà de...

9 Q. **[424]** Du mandat de l' élu?

10 R. ... au-delà de la fin du mandat. Par exemple, si on  
11 prend le dossier deux fois dix (10) jours qu'on a  
12 imposés de façon consécutive pour un total de vingt  
13 (20) jours, l' élu avait... aussi il y a eu des  
14 recours en Cour supérieure, en Cour d' appel qui ont  
15 retardé le dossier. De sorte que même si on  
16 avait... On ne pouvait pas imposer plus qu' une  
17 durée de vingt (20) jours. C' est ce qui restait au  
18 mandat à écouler.

19 Q. **[425]** Maître Usclat, pour terminer sur la question  
20 de l' éthique. Avez-vous vérifié ce qui est arrivé  
21 des élus qui se sont représentés aux élections de  
22 deux mille treize (2013) parmi ceux que vous aviez  
23 blâmés ou réprimandés ou suspendus dans les années  
24 ou les mois précédents?

25 R. À l' époque, ce que j' appelle un peu le jugement

1 populaire, on a constaté que la, je dis, la presque  
2 totalité, moi, je pense que c'est la totalité, mais  
3 il faudrait que je vérifie une dernière fois, je  
4 pourrais vous soumettre, ont été soit... en tout  
5 cas, on est allé voir les résultats des élections,  
6 je pense que c'était important aussi de voir les  
7 conséquences, ont été battus aux élections ou ne se  
8 sont carrément pas représentés.

9 Q. **[426]** O.K.

10 R. Et je vous dirais que dans le cas des battus, je me  
11 rappelle d'une personne qui avait une forte  
12 majorité et qui avait eu de la difficulté à avoir  
13 dix pour cent (10 %) du vote. Donc, il y a eu quand  
14 même une... l'opprobe de la population a été très  
15 présente. Parce que les décisions, évidemment, une  
16 fois que la décision est transmise, elle est  
17 déposée au conseil municipal. Il y a une obligation  
18 de le déposer.

19 (11:56:36)

20 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

21 Q. **[427]** Combien de fois il y a eu la sanction  
22 « suspension sans traitement ni allocation » ?  
23 Combien de fois ?

24 R. Sans traitement ni allocation, trois fois, dans  
25 trois dossiers.



1 Q. **[428]** Dans trois dossiers.

2 R. Deux pour un élu puis un troisième...

3 Q. **[429]** De remboursement, dans combien de fois?

4 R. De remboursement du salaire, avantages, une fois.

5 Q. **[430]** Une fois. Et la réprimande?

6 R. La réprimande, c'est, je vous l'ai dit, cinq fois.

7 Q. **[431]** Et on sait parfois que les salaires de  
8 conseiller, là, dans les petites municipalités, ce  
9 n'est quand même pas très très élevé.

10 R. Ce n'est pas très élevé.

11 Q. **[432]** Donc, on parle... On peut parler de pas  
12 beaucoup beaucoup d'argent?

13 R. Si vous faites référence à celui qu'on avait, on  
14 l'avait quand même demandé, de savoir le salaire.  
15 On parlait de quelques milliers de dollars, pour  
16 soixante (60) jours. C'était quand même un salaire,  
17 il avait un salaire, même si ce n'était pas une  
18 grosse municipalité, relativement important. Je  
19 n'ai pas le chiffre exact, mais je pense que  
20 c'était autour de trois mille dollars (3000 \$)  
21 qu'il devait rembourser pour soixante (60) jours.

22 Q. **[433]** Pour soixante (60) jours. Mais c'est écrit  
23 « durée de dix (10) jours et trente (30) jours ».  
24 Pourquoi?

25 R. Ah, durée de dix (10) jours et trente (30) jours,

1 c'est sûr que c'était des très petites  
2 municipalités. C'est beaucoup plus la suspension,  
3 je pense, qui fait mal plutôt que le remboursement  
4 du salaire.

5 Q. **[434]** Ça veut dire que, pendant dix (10) jours, il  
6 n'est pas conseiller, c'est ça que ça dit?

7 R. Il n'est pas conseiller. Et on avait mis...

8 Q. **[435]** Et vous trouvez que ça fait...

9 R. ... dix (10) jours consécutifs.

10 Q. **[436]** ... mal?

11 R. Il y avait dix (10) jours consécutifs ici, ce qui  
12 faisait vingt (20) jours.

13 Q. **[437]** Vous trouvez que ça fait mal, ça, vous,  
14 pendant deux semaines de temps vous n'êtes pas  
15 conseiller, puis ça vous fait mal beaucoup?

16 R. Non, non, je suis entièrement d'accord avec vous  
17 quand on est dans les périodes de vingt (20) jours.  
18 Ici, on a mis vingt (20) jours, parce qu'on ne  
19 pouvait pas aller au-delà, au-delà de, à cause de  
20 la fin du mandat.

21 Q. **[438]** Oui.

22 R. On est limité. La loi prévoit que la suspension ne  
23 peut pas s'exercer au-delà de la fin du mandat.

24 Q. **[439]** Oui. Est-ce que vous trouvez que ces  
25 sanctions-là sont suffisantes, sont à un niveau

1           adéquat pour vraiment faire appliquer votre loi?

2           R. Je pense qu'elles ne sont pas suffisantes dans tous  
3           les cas.

4           Q. **[440]** Dans tous les cas.

5           LA PRÉSIDENTE :

6           Q. **[441]** Si vous me permettez. Moi, je voudrais  
7           simplement revenir sur les cinquante (50) demandes  
8           d'enquête, sur les conflits d'intérêts.

9           R. Oui.

10          Q. **[442]** J'aimerais que vous puissiez nous entretenir  
11          sur la nature des conflits d'intérêts en lien avec  
12          notre mandat, bien sûr.

13          R. O.K. Je vous dirais que dans les... D'abord, quand  
14          on dit cinquante (50) demandes, c'est parce que,  
15          des fois, il y a des demandes qui allèguent  
16          plusieurs manquements. Donc, à cinquante (50)  
17          reprises, on a allégué la question des conflits  
18          d'intérêts. Essentiellement, c'est des gens qui  
19          auraient voté, par exemple, pour l'engagement de  
20          leur épouse, qui auraient voté relativement à un  
21          développement résidentiel concernant le père d'un  
22          élu. Ce n'est pas... Je n'ai pas vu, en tout cas à  
23          ce jour, dans les dossiers qui ont été, les  
24          décisions qui ont été rendues, de dossiers vraiment  
25          qui parlent de cas de collusion ou de traficage de

1           contrats ou de... On n'en a pas vus. On n'a pas  
2           encore ce genre de dossiers-là. Je pense qu'on va  
3           les avoir. Pour l'instant, on n'en a pas vus.

4           M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

5           Q. **[443]** Par curiosité. Si je suis maire et que  
6           j'embauche mon épouse, là...

7           R. Oui.

8           Q. **[444]** ... ça va être quoi la sanction qui va  
9           s'appliquer à moi?

10          R. Dans ce cadre-là, il avait voté, il ne s'était pas  
11          retiré, on avait imposé, c'est un premier dossier,  
12          trente (30) jours de suspension.

13          Q. **[445]** Mais l'épouse est toujours restée à  
14          l'embauche de la municipalité?

15          R. Non, c'est qu'elle avait... Oui. Ça fait déjà un  
16          certain temps. Oui. C'était vraiment une  
17          bibliothécaire à temps partiel à dix  
18          heures/semaine. Mais c'était effectivement... Là,  
19          je ne sais pas si elle l'est encore à l'emploi de  
20          la municipalité. Mais à l'époque...

21          Q. **[446]** Mais ce que je cherche surtout à comprendre,  
22          c'est que, dans les faits, je décide d'embaucher  
23          mon épouse, bon, on va me surprendre pour trente  
24          (30) jours, mais mon épouse garde son emploi, là.

25          R. Oui. Il faut... Juste peut-être une précision, dans

1       ce cas-là, qui est un cas public. C'est que, il y  
2       avait eu un comité de sélection qui avait  
3       recommandé l'embauche. Sauf que par souci de  
4       transparence, il devait se... Il avait... Il  
5       avait... On avait repris, dans ce cas d'éthique-là,  
6       les dispositions de la Loi sur les élections et les  
7       référendums. Il aurait dû s'abstenir de voter, se  
8       retirer. Ce qui n'avait pas été le cas. Mais c'est  
9       pas lui qui avait dit, « Je veux que,  
10       nécessairement, vous engagiez mon épouse. » Il y  
11       avait quand même un autre comité de sélection et,  
12       par souci de transparence, un élu peut pas voter  
13       quand ça concerne l'intérêt d'une... d'une personne  
14       avec qui il a des liens.

15       (12:01:03)

16       Me PAUL CRÉPEAU :

17       Q. **[447]** Avant d'aborder la question du pouvoir  
18       d'enquête, je voudrais juste voir dans quelle  
19       mesure la Commission municipale est un acteur  
20       avec... dans quelle mesure elle collabore avec les  
21       autres organismes de surveillance et de contrôle.  
22       Est-ce qu'à la Commission municipale, à l'heure  
23       actuelle, vous avez des protocoles avec d'autres  
24       organismes en matière d'échange d'information  
25       visant à la prévention de la collusion/corruption?

1           Peut-être, justement, sur des cas de conflit  
2           d'intérêts, qui peuvent être un indice.

3           R. On n'a pas de... de cas de protocole, actuellement.

4           Il y a eu, quand même, des discussions, parce que  
5           récemment on a eu un dossier d'enquête où il y  
6           avait également une enquête, une enquête  
7           criminelle. On avait demandé certains documents qui  
8           avaient fait l'objet d'une saisie. On en a profité  
9           pour rencontrer les... les gens de bureau de lutte  
10          au niveau de l'intégrité de l'État, pour échan...  
11          faire connaître notre juridiction puis échanger au  
12          niveau de c'est quoi les limites de... de chacune  
13          des enquêtes. Alors c'est... On en a profité pour  
14          paver la voie à une certaine... à certains  
15          échanges, puis aussi pas faire dérapier des  
16          enquêtes, des enquêtes en matière criminelle. Et je  
17          sais que dans un dossier, la Sûreté du Québec a  
18          demandé... a demandé les bandes, là, les, les...  
19          les audio. Les audio. Alors ça a été transmis  
20          immédiatement, de ce côté-là.

21          Q. **[448]** C'est ça. Mais ce n'est pas dans le cadre de,  
22          de... Il n'y a pas un protocole formel.

23          R. Il n'y a pas un protocole.

24          Q. **[449]** Vous êtes pas intégré dans les travaux de  
25          l'UPAC et...

1 R. C'est ça. Non.

2 Q. **[450]** ... et... Mais il y a tout de même des  
3 échanges avec le MAMOT.

4 R. Il y a un... Oui. Puis je pense...

5 Q. **[451]** Comme vous l'avez dit.

6 R. Oui, puis récemment, en tout cas, avec la Sûreté du  
7 Québec, c'était... c'était important de le faire.  
8 Bien saisir, là, les... les limites de chacune des  
9 juridictions. Et on a l'intention de, de continuer  
10 là-dedans, pour essayer, à ce moment-là, d'avoir  
11 des, des... justement, effectivement, un pro...

12 Q. **[452]** O.K.

13 R. ... un protocole, là, de ce côté-là.

14 Q. **[453]** Madame Blanchette, la... l'onglet... la page  
15 36. On aborde maintenant un tout autre sujet. On a  
16 vu, tout à l'heure, votre pouvoir, les pouvoirs...

17 R. Hum, hum.

18 Q. **[454]** ... et l'exercice du pouvoir en matière  
19 d'éthique, déontologie. Maintenant on va regarder  
20 le pouvoir d'enquête de la Commission sur  
21 l'administration des municipalités en vertu de  
22 l'article 22 de la Loi sur la Commission  
23 municipale. Et là, peut-être juste nous tirer le  
24 grand trait, là, distinguer ce qui... ce qui est  
25 mentionné aux points 1, 2 et 3, quels sont ces

1           pouvoirs d'enquête-là que dispose la Commission?

2       R. Bien, la Commission, d'abord, de sa propre  
3       initiative, peut enquêter sur toute que... sur les  
4       questions d'admi... ce qui touche à  
5       l'administration financière de la municipalité. La  
6       même chose, à la demande du ministre, elle peut  
7       faire une enquête sur l'administration financière  
8       de la municipalité. Et, tel que je l'ai dit au  
9       début de mon témoignage, elle peut faire enquête  
10      sur tout aspect de l'administration de la  
11      municipalité lorsque c'est le gouvernement qui le,  
12      le... le décrète.

13      Q. **[455]** Est-ce qu'on... Quand on parle de toute  
14      municipalité, est-ce que ça inclut aussi des  
15      organismes municipaux...

16      R. Oui.

17      Q. **[456]** ... entre autres, les communautés  
18      métropolitaines, sociétés de transport, régies  
19      intermunicipales?

20      R. Oui, il y a une... Il y a une disposition dans  
21      l'article 22, mais ça... c'est peut-être pas aussi  
22      large que vous...

23      Q. **[457]** O.K.

24      R. ... que vous en faites part.

25      Q. **[458]** Mais, mais c'est... C'est tout de même au



1 moins les municipalités et certains organismes  
2 municipaux?

3 R. Oui. Et certains organismes, parce qu'il y avait eu  
4 une... je pense, un amendement. Je pourrai faire  
5 référence, vous transmettre l'article.

6 Q. **[459]** Bon. Alors on voit que vous pouvez, de votre  
7 propre chef, faire enquête sur l'administration  
8 financière.

9 R. Oui.

10 Q. **[460]** On va prendre deux minutes pour expliquer ce  
11 terme-là, qui a progressé dans le temps, et aussi  
12 en jurisprudence, et aussi dans la façon de... de  
13 réfléchir à la Commission municipale.

14 R. Oui.

15 Q. **[461]** Le terme « administration municipale », ça va  
16 jusqu'où?

17 R. Vous parlez de l'administration financière?

18 Q. **[462]** Oui, administration finan...

19 R. Oui.

20 Q. **[463]** L'administration financière d'une  
21 municipalité. Comment est-ce que c'est... Vous  
22 l'avez vue, vous, à la Commission municipale, puis  
23 comment est-ce que les tribunaux l'ont vue?

24 R. Bien, nous, à la Commission municipale, évidemment,  
25 on a eu à s'interroger à quelques reprises, là.

1 Évidemment, c'est... les dernières enquêtes  
2 remontent à plus de vingt-six (26) ans, de notre  
3 propre initiative.

4 Q. **[464]** Alors, on s'entend bien, là...

5 R. On s'entend qu'il n'y a pas eu d'enquête depuis, je  
6 pense, la dernière sur le tableau remonte à mil  
7 neuf cent... Je ne veux pas me... Mil neuf cent...

8 Q. **[465]** Allez à la page 41, Madame Blanchette, là. On  
9 va tout de suite regarder.

10 R. Mil neuf cent quatre-vingt-huit (1988), je pense.  
11 La dernière est en quatre-vingt-huit (88).

12 Q. **[466]** Saint-Lambert-de-Lauzon, en mil neuf cent  
13 quatre-vingt-huit (1988).

14 R. Saint-Lambert-de-Lauzon, terminée en mil neuf cent  
15 quatre-vingt-neuf (1989). Alors, effectivement,  
16 c'est... Notre président, vous l'avez mentionné,  
17 monsieur Charland, de l'époque, a été... a eu à  
18 répondre à plusieurs questions en Commission sur  
19 l'examen des activités de la Commission.

20 Q. **[467]** En Commission?

21 R. En deux mille douze (2012). Commission...

22 Q. **[468]** Commission parlementaire?

23 R. Oui.

24 Q. **[469]** Juste pour préciser.

25 R. Sur l'examen des activités de la Commission.

1 Q. **[470]** Oui?

2 R. Commission sur l'aménagement et le territoire. On  
3 examine de façon régulière les activités d'un  
4 organisme. Et c'est une question qui a fait le...  
5 qui a été... en tout cas, on a posé beaucoup de  
6 questions sur cet aspect-là. Et, à la suite de ça,  
7 évidemment, tous les membres de la Commission, on a  
8 amorcé des réflexions pour voir qu'est-ce qu'on  
9 peut faire. On a, plus récemment, obtenu, demandé  
10 une opinion à nos juristes.

11 Q. **[471]** Juste avant d'aller à l'opinion, ce qu'on  
12 voit là au... puis, c'est à la page 41...

13 R. Oui.

14 Q. **[472]** ... on voit qu'il y a une, deux, trois,  
15 quatre enquêtes qui sont...

16 R. Oui.

17 Q. **[473]** ... menées dans les années quatre-vingts (80)  
18 allant jusqu'en quatre-vingt-huit (88).

19 R. Oui.

20 Q. **[474]** Et si on regarde peut-être la deuxième, à  
21 Cabano, on a enquêté sur des contrats de mille  
22 dollars (1000 \$) et plus.

23 R. Oui.

24 Q. **[475]** Dans la quatrième, on a enquêté sur les  
25 achats, l'embauche du personnel, le paiement des

1       comptes, l'octroi des contrats de déneigement et  
2       d'assurance. C'est large l'administration  
3       financière en mil neuf cent quatre-vingt-huit  
4       (1988).

5       R. Ce qu'on constate à partir du mandat, tel qu'il est  
6       établi, c'est que c'était pas nécessairement  
7       l'élément principal, c'était un des éléments de  
8       l'enquête. Mais c'était avant la décision rendue  
9       par la Ville de Montréal... dans le dossier de CUM,  
10      Ville de Montréal.

11     Q. **[476]** On va le regarder tout à l'heure. Alors,  
12       c'est... vous dites qu'il y a eu une décision qui a  
13       été ren... bien, celle de la CUM a été rendue en  
14       quelle année?

15     R. En quatre-vingt-neuf (89).

16     Q. **[477]** Quatre-vingt-neuf (89). Et, depuis ce temps-  
17       là, on constate en fait que, depuis mil neuf cent  
18       quatre-vingt-huit (1988), il n'y a eu aucune  
19       enquête de la propre initiative de la Commission  
20       municipale, parce qu'on a limité la portée du  
21       mot...

22     R. Le...

23     Q. **[478]** ... « administration financière »?

24     R. Oui, le juge Lévesque a... ça a été une situation  
25       où la Commission a enquêté sur le rôle d'évaluation

1 de la CUM et le... à l'initiative de la Commission.  
2 Et le juge a dit que c'était limité, a interprété,  
3 s'est servi du dictionnaire Robert, parce qu'il y  
4 avait pas d'autres décisions pour dire que le mot  
5 « administration financière » était reliée à  
6 l'ensemble des recettes et dépenses de l'État.  
7 Évidemment, c'est pas une décision qui est  
8 excessivement longue sur ce point, mais on voit  
9 déjà qu'il y avait une tangente qui se prenait en  
10 disant : « Oui, si ça avait été décrété par le  
11 gouvernement, vous auriez pu faire une enquête,  
12 mais comme c'est à votre propre initiative et ça  
13 limite aux finances de la municipalité... » c'est  
14 ce que... aussi de... certains auteurs emploient  
15 comme terme, sur les finances de la municipalité...

16 Q. **[479]** Oui.

17 R. ... à ce moment-là je pourrais être porté à croire  
18 que, à partir de ce moment-là, il n'y a pas eu de  
19 décision de prise d'initier une enquête.

20 Q. **[480]** De la propre initiative de la Commission  
21 municipale sur...

22 R. En tout cas, c'est...

23 Q. **[481]** ... l'administration...

24 R. ... une des raisons...

25 Q. **[482]** ... financière.

1 R. ... c'est une des raisons qu'on peut, en tout cas,  
2 qu'on... à laquelle on peut penser.

3 Q. **[483]** Et il y a pas eu d'autres décisions  
4 judiciaires outre la décision CUM dans... qui a été  
5 rendue en mil neuf cent quatre-vingt-neuf (1989).

6 R. Selon nos juristes, c'est la seule décision qui  
7 existe.

8 Q. **[484]** Alors ça, c'était sur la Commission  
9 municipale qui peut enquêter de sa propre  
10 initiative sur l'administration financière. On le  
11 voit... ça se fait... ça ne se fait plus dans les  
12 faits.

13 R. Dans les faits, la dernière remonte à...

14 Q. **[485]** O.K.

15 R. ... vingt-huit (28) ans.

16 Q. **[486]** Et...

17 R. Je vous dis pas qu'on... je vous dis pas, si vous  
18 permettez, qu'on ne se pose pas de questions. Plus  
19 récemment, on s'est posé la question et surtout  
20 est-ce qu'on va pas faire une préenquête pour  
21 d'abord aller voir s'il y a matière à enquête. Et  
22 on se questionne fortement là-dessus. On en a  
23 discuté à l'interne aussi de voir si c'est  
24 possible.

25 Q. **[487]** Le point 2, la Commission municipale doit

1 enquêter à la demande du ministre sur  
2 l'administration financière. Alors, je comprends  
3 que là, c'est un pouvoir un peu plus élargi. C'est  
4 la demande du ministre, mais on a encore la même  
5 mention de l'administration financière.

6 R. C'est toujours limité à l'administration financière  
7 dans la... quand c'est le ministre qui demande la  
8 tenue d'une enquête.

9 Q. **[488]** Le troisième est plus intéressant, la  
10 Commission doit enquêter à la demande du  
11 gouvernement, donc c'est...

12 R. Oui.

13 Q. **[489]** ... sur décret, sur tout aspect de  
14 l'administration de la municipalité qu'il lui  
15 indique. Alors, le décret peut être plus ou moins  
16 large à ce moment-là.

17 R. Le décret va... pour votre information, le décret  
18 va préciser...

19 Q. **[490]** Oui.

20 R. ... l'assiette sur laquelle porte l'enquête.

21 Q. **[491]** O.K. Expliquez-nous... alors, si on a  
22 maintenant une enquête... On va aller peut-être à  
23 la page 37, Madame Blanchette, les pouvoirs de la  
24 Commission d'enquête. Et là, on veut pas être  
25 redondant, mais c'est la Loi sur la Commission

1 municipale qui fait référence à la Loi sur les  
2 commissions d'enquête, qui permet... qui donne tous  
3 les pouvoirs de la Loi sur les commissions  
4 d'enquête à vos...

5 R. Effectivement.

6 Q. **[492]** ... à vos commissaires, vos deux commissaires  
7 qui siègent ensemble.

8 R. Oui.

9 Q. **[493]** Regardons peut-être à la page 38, les travaux  
10 préliminaires à l'enquête publique. Bon,  
11 évidemment, il va y avoir la désignation des deux  
12 membres responsables de l'enquête.

13 R. Hum, hum.

14 Q. **[494]** Constituer l'enquête de travail et... là, je  
15 reviens un peu, j'ai... je veux pas vous retourner  
16 un peu le fer dans la plaie mais, l'équipe de  
17 travail, ça va être essentiellement vos deux com...  
18 vos deux juges administratifs...

19 R. Procureurs.

20 Q. **[495]** ... et... et un procureur.

21 R. Il y a un ou deux. Dans le cas de Lamarche, je  
22 pense qu'il y avait deux procureurs. Je ne pense  
23 pas qui... je veux pas vous induire, je pourrai le  
24 vérifier, je ne pense pas qu'il y ait eu  
25 d'enquêteur comme tel. Mais évidemment, dans le cas



1 de Lamarche, on l'a donné comme exemple parce que  
2 c'est la dernière enquête qu'on a faite en deux  
3 mille onze (2011), là. C'est la plus récente. Mais  
4 c'était pas... c'était une municipalité de cinq  
5 cents (500) et quelques habitants permanents, là.  
6 C'était pas une grosse municipalité.

7 Q. **[496]** Alors, puis là, tiens, on va l'aborder. C'est  
8 votre dernière enquête publique qui a été faite?

9 R. À la demande du gouvernement.

10 Q. **[497]** À la demande du gouvernement. Municipalité de  
11 Lamarche, une petite municipalité dans le coin du  
12 Saguenay, cinq cents (500) habitants.

13 R. Exact.

14 Q. **[498]** Qui a nolisé beaucoup...

15 R. Permanents, il y a peut-être des... des  
16 villégiateurs, là, mais...

17 Q. **[499]** O.K. Qui a nolisé beaucoup de ressources de  
18 la Commission?

19 R. Effectivement, ça a nolisé... en tout cas, ça a  
20 nécessité plusieurs... plusieurs ressources de la  
21 Commission.

22 Q. **[500]** Faites rien que nous dire, pour... à  
23 Lamarche, là, combien de temps, combien de jours  
24 d'audience, combien de personnel de la Commission  
25 se sont attardés...

1 R. Je peux vous parler du personnel de la Commission.

2 Q. **[501]** Oui.

3 R. Il y avait un greffier, il y avait deux procureurs,  
4 les deux procureurs c'est des procureurs de  
5 pratique privée indépendants.

6 Q. **[502]** Oui.

7 R. Il y avait deux juges administratifs, ça... il y  
8 avait une sténographe aussi. Et il y avait,  
9 évidemment, là, du côté des... des élus qui étaient  
10 visés, bien il y avait des procureurs aussi.

11 Q. **[503]** Ça c'est leur problème.

12 R. C'est ça.

13 Q. **[504]** Quelles étaient les allégations à Lamarche?

14 R. Oh, il y avait... il y avait énormément  
15 d'allégations, situations de conflits d'intérêts,  
16 il y avait des situations, on le voit dans le  
17 rapport de Lamarche qu'il y a deux cents (200), là,  
18 deux cents (200) quelques pages. Il y avait des  
19 situations aussi de... où l'élus, les élus  
20 intervenaient dans le travail des... des  
21 fonctionnaires municipaux. Essentiellement, ça  
22 quand même touchait beaucoup de questions de  
23 conflits d'intérêts. C'est pas que ça, mais en  
24 partie.

25 Q. **[505]** O.K. Et ça, c'est la demande, bon à la

1           demande du gouvernement. Et vous...

2           R. Oui.

3           Q. **[506]** ... combien de ressources? Ça a coûté  
4           combien, ça, à la Commission municipale cette  
5           enquête-là?

6           R. Alors, à la Commission municipale, on parle d'un  
7           coût de cent soixante et onze mille dollars  
8           (171 000 \$). Ça ne comprend pas le salaire des deux  
9           juges administratifs.

10          Q. **[507]** Et combien de journées d'audience?

11          R. Je pense, par contre, que ça comprend les dépenses,  
12          les frais de déplacements.

13          Q. **[508]** O.K.

14          R. Il faudrait que je vérifie, honnêtement, puis je  
15          pourrais vous le fournir.

16          Q. **[509]** À peu près combien de journées d'audience?

17          R. Je pense qu'il y a eu... je lance ça, je l'ai pas  
18          révérifié récemment, mais c'était entre dix (10) et  
19          vingt (20) mais j'aimerais mieux vous le fournir  
20          parce que...

21          Q. **[510]** O.K.

22          R. ... je l'ai pas de mémoire, là.

23          Q. **[511]** C'est une enquête majeure?

24          R. Oui, c'est une enquête majeure. Les médias étaient  
25          présents.

1 Q. **[512]** Qui a pris beaucoup des... des ressources?

2 R. Oui.

3 Q. **[513]** O.K. Mais c'est la dernière enquête demandée  
4 par le gouvernement?

5 R. C'est la dernière enquête demandée par le  
6 gouvernement puis c'est la dernière enquête  
7 qu'on... que la Commission a tenue depuis... depuis  
8 fort longtemps.

9 Q. **[514]** Alors, on a vu, peut-être les constitutions  
10 de l'équipe de travail. Je vois aussi  
11 « Élaboration, adoption de règles de procédures et  
12 de fonctionnement ». Est-ce qu'on recommence ça à  
13 chaque fois, à chaque enquête?

14 R. Écoutez, c'est... je parle toujours pour le  
15 présent, Lamarche, là, alors ils ont adopté des...  
16 des règles de... de procédures et de fonctionnement  
17 qui sont... qui peuvent être similaires sans être  
18 équivalentes à ce que toute commission d'enquête  
19 doit adopter.

20 Q. **[515]** Est-ce que ça pourrait pas être un peu plus  
21 efficient, plus...

22 R. Oui.

23 Q. **[516]** ... d'avoir un... une règle de procédures qui  
24 s'applique à toutes les commissions d'enquête?  
25 Éviter, justement, de reprendre du travail à toutes

1 les fois?

2 R. Effectivement, mais je... je... si on avait eu une  
3 enquête l'année suivante, je pense pas qu'on aurait  
4 nécessairement refait des règles totalement  
5 différentes. On aurait probablement ajusté en  
6 fonction du type de... l'impact de l'enquête aussi  
7 puis où est-ce qu'on se situe. Mais c'est pas...  
8 c'est quand même assez... au niveau des commissions  
9 d'enquête, ça se ressemble, c'est assez similaire.

10 Q. **[517]** Et évidemment, depuis la décision de cette  
11 année, là, il n'est plus question d'enquête à huis  
12 clos, c'est-à-dire en principe, il est pas question  
13 d'enquête à huis clos, ce sont des enquêtes  
14 publiques?

15 R. Oui, mais il y a jamais eu d'en... on parlait, les  
16 enquêtes à huis clos, Maître Crépeau, c'était dans  
17 le cas de l'éthique et la déontologie parce que  
18 c'était prévu dans la loi.

19 Q. **[518]** O.K.

20 R. Les enquêtes que la Commission a faites ont  
21 toujours été publiques. Il y a eu... il y a eu au  
22 moins, je parle dans le passé, en tout cas, ce  
23 qu'on m'a informé, là, je peux pas vous dire la...  
24 laquelle exactement où les commissaires, c'est sur  
25 l'administration financière, ont travaillé... ont

1 travaillé à huis clos. Mais je pense que c'est une  
2 enquête, c'est une enquête, c'est une enquête  
3 publique, alors nous, c'est la façon dont on voit  
4 les choses.

5 Q. **[519]** Alors, juste... la page 39, Madame  
6 Blanchette, on voit le déroulement de l'enquête  
7 allant de l'allocution d'ouverture, réception des  
8 demandes pour obtenir statut de participant et  
9 d'intervenants, témoignages, décisions  
10 interlocutoires, préavis de blâme, plaidoirie et  
11 rapport d'enquête. C'est le processus prévu par la  
12 loi sur les commissions d'enquête?

13 R. Oui, c'est le processus habituellement suivi. Il  
14 n'y a pas une commission d'enquête qui fonctionne  
15 nécessairement tout à fait de la même manière, mais  
16 ça peut ressembler à plusieurs commissions  
17 d'enquête.

18 Q. **[520]** Alors, ça peut être assez lourd dépendant  
19 évidemment de la nature du...

20 R. Effectivement.

21 Q. **[521]** ... du blâme et... et exiger beaucoup de  
22 ressources.

23 R. Je suis d'accord avec vous.

24 Q. **[522]** On a vu, tiens, les recommandations, à la  
25 page 40. Et là, on parle pas de décisions, on parle

1 de recommandations à la page 40 :

2 La Commission municipale, peut, dans  
3 son rapport d'enquête, faire des  
4 recommandations diverses en plus de  
5 recommander l'imposition de sanctions.

6 D'abord, à qui vous recommandez?

7 R. On recommande au gouvernement, au ministre  
8 d'imposer les sanctions. Tout dépend qui nous  
9 demande évidemment l'enquête. Dans le rapport, le  
10 rapport est rendu public.

11 Q. **[523]** Alors, c'est une recommandation. Avez-vous  
12 déjà vérifié, comme à Lamarche, est-ce que les  
13 recommandations qui ont été rendues... D'abord,  
14 est-ce que les recommandations qui ont été rendues  
15 ont été suivies par le gouvernement... par le  
16 ministère des Affaires municipales?

17 R. Je vous dirais que, essentiellement, il y a eu des  
18 recommandations au niveau de modification de  
19 dispositions de la Loi sur les élections et  
20 référendum. À ma connaissance, je pourrai le  
21 vérifier, je ne pense pas qu'il y ait eu de  
22 modification immédiatement qui a été apportée. Il y  
23 a eu des recommandations de déposer des requêtes en  
24 inhabilité contre plusieurs élus. J'ai vérifié.  
25 Elles ont été déposées. Et les élus ont été

1        déclarés coupables puisque, effectivement, ils ont  
2        reconnus les faits. Il n'y a pas eu d'audience  
3        formelle comme telle. Ils ont reconnu les faits.  
4        Ils ont été déclarés inhabiles pour une période de  
5        cinq ans. Ce que j'en sais au niveau de l'exécution  
6        des recommandations. Ça, je peux vous dire que  
7        celle-ci... Il y a eu des recommandations au niveau  
8        de la mise en place des procédés aussi. Il faut  
9        dire qu'à Lamarche, on a été également en tutelle  
10       pendant un certain nombre d'années.

11      Q. **[524]** Maître Usclat, je vais vous demander peut-  
12       être de commenter à ce moment-ci. En deux mille  
13       onze (2011), vous êtes à Lamarche, une municipalité  
14       de cinq cents (500) habitants où vous avez mis  
15       beaucoup de ressources. Je peux vous dire peut-être  
16       à titre d'information, parce qu'on a fait des  
17       vérifications, il y a eu vingt (20) jours  
18       d'audiences, vingt-six (26) témoins entendus, et  
19       qu'il y a eu pour les coûts de la Commission  
20       environ trois cent mille dollars (300 000 \$)  
21       d'engagé dans ce dossier-là.

22      R. Le trois cent mille dollars (300 000 \$), Maître  
23       Crépeau, c'était... Cent soixante et onze mille  
24       (171 000 \$), c'est la Commission. Il y a un autre  
25       montant de trois cent mille dollars (300 000 \$) qui



1           sont les honoraires des avocats...

2       Q. **[525]** Pour la municipalité?

3       R. Oui, pour la municipalité. Ce n'est pas la  
4       Commission qui a payé, c'est la municipalité, de  
5       représentations des élus municipaux qui étaient  
6       visés par l'enquête.

7       Q. **[526]** Je vous pose la question, et c'est un peu  
8       cru. Qu'est-ce qui se passe avec Laval à ce moment-  
9       là? Laval dont on parle dans les médias sur une  
10      base régulière, où il y a toutes sortes  
11      d'allégations. Évidemment, aujourd'hui, on est  
12      trois ans plus tard. Il y a eu de la preuve qui  
13      s'est faite ici devant la Commission. Il y a eu des  
14      enquêtes policières. Est-ce que vous n'avez jamais  
15      été interpellé pour faire une enquête de la  
16      Commission municipale à Laval pour voir qu'est-ce  
17      qui se passait dans la gestion de cette  
18      municipalité-là?

19      R. À ma connaissance, il n'y a pas eu de décision de  
20      prise de déclencher une enquête. On n'a pas... On  
21      n'a pas de documentation au niveau de la décision.  
22      Les enquêtes antérieures, sûrement que les enquêtes  
23      antérieures. Mais, moi, depuis que je suis à la  
24      Commission, je n'ai pas vu de décision relativement  
25      à...

1 (12:18:11)

2 LA PRÉSIDENTE :

3 Q. **[527]** Vous semblez dire, il n'y a pas eu de  
4 décision de prise. Est-ce qu'il y a eu des  
5 discussions d'entamées?

6 R. Moi, je n'ai pas participé à des discussions à cet  
7 effet-là. Je ne pourrais pas vous dire s'il y a  
8 d'autres... si le président a discuté avec un autre  
9 vice-président. Moi, je n'en ai pas eu  
10 connaissance.

11 Q. **[528]** Donc, en ce qui vous concerne vous, il n'y a  
12 jamais rien eu, il n'y a jamais rien eu, aucune  
13 décision, il n'y a jamais rien, absolument rien eu  
14 concernant Laval vous indiquant de faire une  
15 enquête relativement à Laval?

16 R. Non. On était au courant que les vérificateurs du  
17 Ministère ont été présents, étaient présents,  
18 faisaient des vérifications. Par la suite, il y a  
19 eu la tutelle de Laval qui a été imposée par décret  
20 gouvernemental. Mais, moi, à ma connaissance, je  
21 n'ai pas participé à des discussions. Est-ce qu'il  
22 y en a eu entre le président et d'autres personnes  
23 sur l'opportunité de tenir une enquête? Ou est-ce  
24 que le gouvernement avait l'intention de décréter  
25 une enquête? Bon. On a vu que le gouvernement dans

1 le cadre de Laval a choisi...

2 Me PAUL CRÉPEAU :

3 La tutelle.

4 PAR LE TÉMOIN :

5 R. ... le mécanisme de la tutelle.

6 Q. **[529]** Bon. La tutelle en deux mille treize (2013).

7 Ça, ça va. Maintenant, dans les années précédentes,  
8 justement, quand il commence à y avoir beaucoup  
9 d'allégations dans les journaux, c'est sur la place  
10 publique déjà depuis un certain temps, est-ce que  
11 la Commission municipale, qui est en réalité le  
12 seul organisme habilité à enquêter sur des  
13 municipalités, avez-vous été proactif, envoyer des  
14 gens sur le terrain, rencontrer des gens de la  
15 municipalité pour voir, « est-ce qu'il y a des  
16 problèmes chez vous? » peut-être pour vous lancer  
17 la balle au gouvernement dire : il y aurait lieu  
18 peut-être qu'on fasse une enquête? Avez-vous été  
19 proactif pour aller voir à Laval ce qui s'y passait  
20 au moment où il y avait plein d'allégations sur la  
21 place publique?

22 R. Comme je vous dis, je n'ai pas... je ne suis pas en  
23 mesure de vous fournir cette information. Au niveau  
24 de ma connaissance personnelle, je n'ai pas cette  
25 information-là. Même quand on a regardé, nous...

1 C'est sûr que Laval, c'est beaucoup plus récent.  
2 Mais depuis mon arrivée en deux mille onze (2011),  
3 moi, je n'ai pas été ni consulté, ni on n'a pas  
4 discuté. Évidemment, il peut y avoir eu... Quand le  
5 gouvernement décrète une enquête publique, si, par  
6 exemple, il avait décrété une enquête publique, il  
7 est possible qu'il y ait eu des discussions entre  
8 le président de la Commission pour l'opportunité ou  
9 pas puis quelles sont les ressources versus une  
10 tutelle. Ça c'est possible. Moi je n'ai pas  
11 assisté, et j'ai pas eu... j'ai pas été informé de  
12 ce... que de telles discussions ont eu lieu.

13 Q. **[530]** O.K. Et vous savez pas s'il y a eu des,  
14 justement, des discussions entre votre président ou  
15 votre présidente à l'époque, là...

16 R. De l'époque.

17 Q. **[531]** ... avec le gouvernement à savoir quelle  
18 serait la meilleure solution, la tutelle ou  
19 l'enquête publique sur des faits précisés dans un  
20 mandat, dans un décret.

21 R. Je peux pas... Je peux simple... Parce que je veux  
22 pas dire quelque chose qui est inexact, là.  
23 Normalement, quand une municipalité est mise en  
24 tutelle, dans les jours précédents, ou si le  
25 gouvernement décide de l'opportunité, il peut

1            consulter le président. Antérieurement, parce que  
2            j'ai fait des vérifications, antérieurement ça a  
3            déjà été le cas. Le ministre a demandé, par  
4            exemple, à la Commission municipale, de, de...  
5            d'aller voir, dans telle municipalité, afin de  
6            déterminer s'il est opportun de mettre la  
7            municipalité en tutelle. Et les, les... les gens  
8            qui se présentent, de la Commission, souvent, c'est  
9            pas nécessairement très long, font rapport au  
10           ministre et disent, « Oui, je pense que c'est un  
11           cas où la tutelle pourrait être... pourrait être  
12           utile. » Je sais que dans un cas, au moins - je  
13           pourrai vous fournir le nom - ça a été fait, là.

14        Q. **[532]** Maintenant...

15                (12:22:04)

16                LA PRÉSIDENTE :

17        Q. **[533]** Mais vous savez pas si ça a été fait dans le  
18                cas de Laval?

19        R. Je ne peux pas vous dire.

20        Q. **[534]** Vous avez pas fait les vérifications.

21        R. Bien, je peux... je peux les faire, les  
22                vérifications. Je peux le demander.

23        Q. **[535]** Non non, mais vous dites que vous avez fait  
24                des vérifications relativement à un autre...

25        R. C'est parce que je l'ai fait de façon indirecte.

1           Quand on parlait, dans nos juridictions, au niveau  
2           du mandat du ministre, le mandat... le ministre  
3           peut nous demander. Alors, dans ce cadre-là, on  
4           m'a... les vérifications qu'on a faites, on m'a  
5           informé qu'effectivement le ministre, dans  
6           certaines circonstances, avant de décider de mettre  
7           une municipalité en tutelle, à au moins une  
8           occasion avait demandé à la... à la Commission  
9           municipale d'aller sur place pour s'assurer que  
10          c'était nécessaire. Que la tutelle était  
11          nécessaire, de faire des recommandations là. Mais  
12          vous dire, Madame la Juge, si effectivement le  
13          ministre a sollicité, moi j'ai rien à ma  
14          connaissance, qui me... qui me fait dire que le, le  
15          ministre a parlé avec... Normalement ça se fait  
16          avec le président, là.

17          Me PAUL CRÉPEAU :

18          Q. **[536]** Et peut-être, la question est la suivante :  
19          vous comprendrez, peut-être, comme citoyen...

20          R. Oui.

21          Q. **[537]** ... on peut se demander, comment se fait-il  
22          que la Commission municipale a mis autant de  
23          ressources dans l'enquête à la municipalité de  
24          Lamarche? Les faits pouvaient être importants, ça  
25          devait être fait, mais en même temps, t'sais, c'est

1        peut-être la souris puis on a l'éléphant dans la  
2        pièce, on a Laval, où il y a des problèmes qui sont  
3        sur la place publique, dont les médias parlent  
4        régulièrement, et la Commission municipale, dont le  
5        mandat est de voir à la bonne santé financière des  
6        municipalités, ne fait rien. Je comprends que ça  
7        vous prend un mandat d'enquête, mais ça vous  
8        inquiète pas, ça, au niveau de la... la réputation  
9        de la Commission municipale, de son rôle, et peut-  
10       être même d'être...

11      R. Hum, hum.

12      Q. **[538]** ... d'être plus proactif pour aller voir,  
13       sans attendre un décret d'enquête, aller voir s'il  
14       y a des problèmes dans une municipalité?

15      R. Je peux vous dire qu'on est très conscient, à la  
16       Commission municipale, de cette situation-là.  
17       Évidemment, dans le cas de Lamarche, c'était pas  
18       notre propre initiative, c'était le gouvernement.  
19       Je pense qu'au niveau de Laval, surtout au niveau  
20       du cadre d'enquête dans lequel on est pris, je  
21       pense qu'à Laval c'était pas juste de  
22       l'administration financière, là. Alors, ça aurait  
23       été, peut-être, difficile.

24                    Il y avait aussi la question que déjà, la  
25       Commission avait débuté, votre Commission avait

1       débuté ses... avait débuté ses travaux. Il y avait  
2       des perquisitions, il y avait des accusations au  
3       criminel. Alors, est-ce que... On a décidé, on a,  
4       j'imagine, consulté le président de la collu... de  
5       la Commission, et, pour déterminer quel était le  
6       meilleur outil dans le cas de... dans le cas de  
7       Laval, là.

8               Ce qu'on a vu, c'est que le gouvernement a  
9       imposé... a imposé la tutelle...

10      Q. **[539]** La tutelle.

11      R. ... pour le régler, plutôt que d'y aller par une  
12      enquête publique.

13      Q. **[540]** On va juste regarder, maintenant, les  
14      tableaux. 41, on l'a vu tout à l'heure, alors on a  
15      conclu que de... Il s'agit, à ce moment-là, des  
16      enquêtes sur l'administration financière à  
17      l'initiative de la CMQ.

18      R. Oui.

19      Q. **[541]** On a vu que la dernière remonte à mil neuf  
20      cent quatre-vingt-huit (1988), il n'y a rien eu  
21      d'autre de votre propre initiative à ce moment-là.

22      R. Il n'y a rien eu d'autre, d'enquêtes officiellement  
23      enclenchées.

24      Q. **[542]** O.K. Le deuxième tableau, page 42, qui va  
25      être les enquêtes menées par la Commission



1 municipale sur l'administration à la demande du  
2 ministre. Dans ce cas-ci on voit qu'il y en a eu en  
3 quatre-vingt-cinq (85), quatre-vingt-huit (88),  
4 quatre-vingt-huit (88), quatre-vingt-huit (88), une  
5 en deux mille six (2006). Est-ce qu'il n'y a rien  
6 depuis... Il n'y a rien depuis deux mille six  
7 (2006)?

8 R. Non.

9 Q. **[543]** En fait, depuis mil neuf cent quatre-vingt-  
10 huit (1988), il y en a eu une seule.

11 R. Effectivement, vous avez...

12 Q. **[544]** En vingt-six (26) ans.

13 R. Vous avez raison, on n'a pas eu d'autres mandats du  
14 ministre d'enquêter sur le... l'administration  
15 financière, les finances d'une municipalité  
16 (inaudible).

17 Q. **[545]** Et la troisième catégorie d'enquête, c'est le  
18 tableau 43, les enquêtes menées par la Commission  
19 municipale à la demande du gouvernement sur tout  
20 aspect. Là on en voit plusieurs, qui vont de mil  
21 neuf cent soixante-huit (1968) à mil neuf cent  
22 quatre-vingt-seize (1996), l'avant-dernière.

23 R. Hum, hum.

24 Q. **[546]** Ça c'était la municipalité d'Outremont.

25 R. Oui.

1 Q. **[547]** Dont on a déjà parlé ici un petit peu, et  
2 Lamarche en deux mille onze (2011).

3 R. (Inaudible).

4 Q. **[548]** Donc, il n'y a rien entre mil neuf cent  
5 quatre-vingt-seize (1996) et deux mille onze  
6 (2011).

7 R. En deux mille onze (2011).

8 Q. **[549]** Donc, il y a rien entre mil neuf cent quatre-  
9 vingt-seize (1996) et deux mille onze (2011). Donc,  
10 une seule depuis dix-huit (18) ans.

11 R. Vous avez raison.

12 Q. **[550]** Manifestement, les enquêtes publiques  
13 demandées par le gouvernement sur l'administration  
14 des municipalités, c'est quelque chose qui est en  
15 désuétude chez vous à la Commission municipale?

16 R. On n'en a pas eu.

17 Q. **[551]** O.K. Êtes-vous capable de nous expliquer  
18 pourquoi? Et là je vous demande, on a eu plusieurs  
19 rencontres, là, je vous demande : êtes-vous capable  
20 de nous expliquer l'ensemble des raisons qui ont...  
21 qui nous sont données? C'est parce que je comprends  
22 que vous êtes le porte-parole aujourd'hui.

23 R. Oui.

24 Q. **[552]** Vous êtes là depuis deux mille dix (2010),  
25 mais il y a d'autres décisions qui ont été

1 prises...

2 R. Deux mille onze (2011).

3 Q. **[553]** Deux mille onze (2011). De nous expliquer  
4 comment cette réflexion-là s'est faite, l'opinion  
5 des gens qui étaient là avant vous, mais qu'est-ce  
6 qui justifie - et là je ne veux pas mettre le... -  
7 l'inaction en matière d'enquête à la Commission  
8 municipale?

9 R. Écoutez, évidemment, on en a discuté auparavant.  
10 Nous, on s'est... on s'est penché sur la question  
11 d'initier une enquête de notre propre initiative.  
12 On s'est pas penché pour les raisons que... de...  
13 qui amènent le gouvernement à déclencher comme  
14 telle une enquête. Alors, effectivement, vous  
15 l'avez bien dit, il y a pas eu d'enquête depuis  
16 près de vingt-six (26) ans.

17 On a tenté, je vous l'ai dit tout à  
18 l'heure, on s'est réuni à plusieurs reprises pour  
19 voir, là, quel était... jusqu'où on pouvait aller  
20 dans certaines circonstances. Est-ce qu'on peut  
21 enquêter sur tel élément, pas tel élément? On a...  
22 tout ça, ça nous a amené à avoir une opinion de nos  
23 juristes pour savoir exactement c'est quoi les  
24 limites de notre pouvoir d'initiative.

25 Q. **[554]** En deux mille quatorze (2014) cette opinion-

1           là?

2           R. En deux mille quatorze (2014), d'initiative.

3           Q. **[555]** Maintenant... Oui.

4           R. Et là, ce qu'on... ce qu'on... toutes ces réunions-  
5           là puis avec l'opinion des juristes, bien, on a  
6           essayé - puisqu'on savait qu'on devrait...

7           Q. **[556]** Justifier.

8           R. ... témoigner...

9           Q. **[557]** Oui.

10          R. ... justifier sur, en quelque sorte, le travail de  
11          la Commission. Évidemment, on n'était pas là à  
12          l'époque. On n'a pas de... il y a pas  
13          nécessairement de documentation qui existe hormis,  
14          ce qu'on va retrouver, c'est la résolution de dire  
15          « voici, on décrète... la Commission municipale  
16          décrète une enquête, il y a une résolution. »

17                 Mais, le fait de ne pas enquêter dans telle  
18          et telle circonstances, on n'a pas de document qui  
19          explique les raisons, il y en a pas. De sorte que,  
20          nous, on a regardé certains facteurs. On se rend  
21          compte qu'il y a des... d'abord, il y a la perte de  
22          pouvoir d'approbation et d'autorisation au profit  
23          du MAMROT déjà en quatre-vingt-quatre (84), là...

24          Q. **[558]** Quatre-vingt-quatre (84), quatre-vingt-cinq  
25          (85).

1 R. ... qui... quatre-vingt-quatre (84), quatre-vingt-  
2 cinq (85) qui intervient. Aussi, à partir de deux  
3 mille dix (2010), c'est beaucoup plus évidemment  
4 contemporain, plus récent. Le MAMOT a constitué une  
5 équipe de vérificateurs qui vont faire des  
6 vérifications. Ils ont des mandats de  
7 vérifications, il y a des recommandations qui sont  
8 faites. Ces recommandations sont transmises au...  
9 au... à la ville par le... par le sous-ministre et  
10 elles sont rendues également publiques. Les  
11 recommandations sont rendues publiques sur... sur  
12 le site.

13 On a aussi évidemment l'incertitude  
14 juridique et je dis « incertitude juridique » parce  
15 qu'il y a une seule décision qui... qui semble  
16 baliser aussi, là, jusqu'où la Commission peut  
17 aller dans le cadre d'une enquête de sa propre  
18 initiative, donc la décision rendue dans CUM contre  
19 Gélinas.

20 Il y a eu pendant une certaine période de  
21 temps - je vous dis pas que ça explique  
22 aujourd'hui, mais... - une certaine... des menaces  
23 d'abolition de la Commission municipale parce que  
24 même si le projet de loi a été déposé en deux mille  
25 quatre (2004), dès mil neuf cent quatre-vingt-dix-

1           sept (1997) le rapport Facal parlait d'abolition de  
2           la Commission municipale.

3       Q. **[559]** On parle un peu de démotivation à ce moment-  
4           là?

5       R. Je... on essaie de donner...

6       Q. **[560]** O.K.

7       R. ... de vous donner de l'information pour essayer de  
8           déterminer qu'est-ce qui a amené ça.

9       Q. **[561]** Oui.

10      R. Évidemment, les ressources... les ressources  
11       financières. On sait qu'une enquête requiert des  
12       ressources financières; en période où on voulait  
13       abolir la Commission, les ressources étaient très  
14       très limitées. Elles le sont encore aujourd'hui,  
15       elles sont limitées. Alors, je pense, c'est des...  
16       c'est des facteurs qui...

17      Q. **[562]** Est-ce qu'il y a un autre élément...

18      R. ... qui expliqueraient...

19      Q. **[563]** Oui. Si vous me permettez, là...

20      R. Oui.

21      Q. **[564]** ... je pense, monsieur Charland ou maître  
22       Charland, qui a été un de vos présidents à la  
23       Commission parlementaire...

24      R. Oui.

25      Q. **[565]** ... qui a même dit à ce moment-là que les

1           pouvoirs d'enquête étaient désuets puis qu'ils  
2           devraient être abolis.

3       R. Effectivement, c'est... je peux pas vous  
4           contredire, le président a fait cette affirmation-  
5           là. C'est pas... c'est pas le... l'opinion de la  
6           Commission actuellement.

7       Q. **[566]** Actuellement.

8       R. Actuellement, c'est pas la position. Je pense que  
9           peut-être le mot a été mal choisi « désuétude ».   
10          Puis tout à l'heure vous m'avez posé la même  
11          question, puis je pense qu'on peut pas parler de  
12          désuétude quand la loi est là, hein, puis c'est  
13          prévu dans la loi. Je pense que c'est plus une  
14          question - puis je reviendrai à la fin si vous me  
15          le permettez - de... d'actualiser aussi puis  
16          d'avoir les bons outils puis les ressources, les  
17          ressources adéquates pour le faire.

18      Q. **[567]** O.K. Madame la Présidente...

19           LA PRÉSIDENTE :

20      Q. **[568]** Mais, un peu d'initiative ne nuit pas non  
21          plus.

22      R. Effectivement.

23           Me PAUL CRÉPEAU :

24          Il est midi trente (12 h 30), j'en aurais, je vous  
25          dirais, pour encore à peu près probablement vingt

1 (20) minutes à trente (30) minutes, maximum, après  
2 dîner.

3 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

4 REPRISE DE L'AUDIENCE

5 (14:02:17)

6 LA GREFFIÈRE :

7 M. Thierry Usclat, vous êtes sous le même serment.

8 R. Merci.

9 Me PAUL CRÉPEAU :

10 Q. **[569]** Monsieur Usclat, vous avez eu une demande  
11 spéciale pendant la pause du midi. Je pense qu'on  
12 aimerait vous entendre sur la question de la  
13 formation. Alors peut-être pouvez-vous nous donner  
14 un peu d'informations sur le sujet?

15 R. Oui. Alors écoutez, c'est pas... la Commission  
16 municipale a le rôle de promouvoir l'éthique, mais  
17 la formation, lors de l'entrée en... à la suite de  
18 l'entrée en vigueur de la loi, c'est les deux  
19 unions municipales qui, avec un octroi  
20 gouvernemental, se sont occupés de la formation. Il  
21 y a quand même une interaction parce qu'on a été...  
22 on nous a demandé de valider certaines informations  
23 lors de la dernière formation particulièrement, sur  
24 les nouveaux élus. On... une des unions m'a demandé  
25 de... de regarder leur plan de formation afin de



1 voir si j'avais des commentaires à leur faire part  
2 en raison des constatations qu'on avait faites dans  
3 le cadre des dossiers qui ont été saisis.  
4 Effectivement, ça a été fait.

5 Par contre, lors de la première formation,  
6 en deux mille douze (2012), on était présent au  
7 pilote. Il y avait des... des tests, là, pour la  
8 formation et les gens du Ministère étaient là. Moi,  
9 j'avais pas commencé... on n'avait pas encore  
10 entendu de dossiers en éthique et j'avais assisté,  
11 j'avais fait des... des suggestions, des  
12 modifications quant à la formation. Alors, on a été  
13 impliqué de façon un peu moins directe, mais on a  
14 été impliqué.

15 Q. [570] Alors on terminait sur... avant l'ajournement  
16 du midi, on était sur les questions des pouvoirs  
17 d'enquête, la nature des enquêtes qui ont été  
18 faites et je pense que vous comprendrez, Maître  
19 Usclat, que la... la Commission municipale pourrait  
20 être un outil absolument fantastique au niveau de  
21 la détection de la collusion et de la corruption  
22 qui... avec ses pouvoirs d'enquête, pourrait  
23 pouvoir, à l'occasion, voir les problèmes venir. Et  
24 je comprends qu'à l'heure actuelle, vous... vous  
25 avez déterminé chez vous ou vous n'avez pas ces

1           pouvoirs-là certainement pas proprio motu, vous  
2           pouvez pas les faire de vous-mêmes?

3       R. Ils sont... ils sont très limités. On considère  
4       qu'ils sont limités surtout quand on parle de  
5       collusion, de corruption, je pense qu'on n'a pas...  
6       on pourrait pas agir de la façon la plus  
7       efficace, autant au niveau des... des ressources  
8       qu'au niveau du cadre législatif actuel.

9       Q. **[571]** Sauf si on vous demande de faire une enquête  
10       sur une portée très générale sur une municipalité  
11       où vous pourriez regarder ces questions-là?

12      R. C'est exact.

13      Q. **[572]** O.K. La... et sur la question, en fait, où on  
14       a constaté, et j'aime pas employer le terme  
15       « inaction », mais l'absence d'enquêtes qui ont été  
16       faites au cours des vingt (20), vingt-cinq (25)  
17       dernières années. Je comprends que même chez vous,  
18       vous le réalisez et si j'emploie les... les mots un  
19       peu « patate chaude », là, à la CMQ, c'est même des  
20       mots, des termes qui sont employés, vous réalisez  
21       que vous n'étiez pas équipés pour faire ces  
22       enquêtes-là, mais que chez vous, c'est sensible  
23       cette affaire-là?

24      R. C'est très sensible et je peux vous assurer que  
25       tous les membres de la Commission sont très

1       sensibles à cette situation-là et je pense qu'ils  
2       la déplorent. On est l'organisme qui peut agir en  
3       matière municipale. Tous nos membres ont de  
4       l'expertise de par l'ancienne fonction, autant  
5       comme juriste que des gens qui ont travaillé dans  
6       le milieu municipal. On n'a pas que des... on a  
7       des... des gens qui ont été greffiers dans une  
8       municipalité, alors, je pense que les gens... les  
9       gens, effectivement, le déplorent. La seule chose,  
10      c'est de trouver, d'avoir les bons outils et les  
11      ressources nécessaires pour accomplir ce mandat.

12      Q. **[573]** Madame Blanchette, la page 44, s'il vous  
13      plaît, de l'onglet 1. On va terminer juste et ça va  
14      être un survol rapide de... de vos pouvoirs à titre  
15      d'organisme administratif. On va parler  
16      administration provisoire et tutelle. Juste nous  
17      préciser quand est-ce qu'il y a administration  
18      provisoire.

19      R. Essentiellement, ce qu'on doit retenir dans le  
20      cadre d'une administration provisoire, c'est  
21      lorsque le conseil municipal ne peut plus siéger  
22      faute de chorum. Soit parce que les gens sont  
23      malades, soit que les gens ont donné leur  
24      démission. À ce moment-là, le... il y a un  
25      administrateur, c'est un membre de la commission,

1       qui administre la municipalité. Elle a les mêmes  
2       pouvoirs qu'un conseil... qu'un conseil municipal.  
3       Il faut... il faut pas oublier non plus que dans le  
4       cadre d'une administration provisoire, la démission  
5       survient des fois en raison, l'absence de chorum,  
6       en raison de difficultés internes, de conflits  
7       de... de conflits autant comme en tutelle, autant  
8       comme en tutelle, de conflits de personnalité, de  
9       mauvaises interactions entre les élus municipaux et  
10      les employés municipaux. Donc un climat difficile,  
11      un climat malsain qui amène certains élus à se  
12      décourager, à démissionner. Il y a d'autres  
13      raisons, mais ça peut être une des raisons. À ce  
14      moment-là, la Commission intervient, administre  
15      uniquement pour une période transitoire, le temps  
16      qu'on retrouve chorum.

17      (14:06:45)

18      LA PRÉSIDENTE :

19      Q. **[574]** Combien de temps... combien de fois avez-vous  
20      fait ça?

21      R. Dans la dernière... dans la dernière année, je  
22      pense qu'on a...

23      Me PAUL CRÉPEAU :

24      Page 48, Madame Blanchette.

25      R. ... il y a un acétate, 48. On l'a fait cinq fois.

1 Q. **[575]** Ça c'est l'année... dans l'année  
2 financière...

3 R. Le dernier exercice financier. Évidemment, Madame  
4 la Présidente, c'est... c'est quelque chose qui  
5 survient plus... de façon plus récurrente à la  
6 deuxième et la troisième année qui suit une  
7 élection, si on regarde les statistiques  
8 antérieures. En général, à la suite...

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Q. **[576]** Je vois que vos statistiques ne remontent  
11 qu'en deux mille douze (2012)?

12 R. Bien, c'est parce que c'est ce qu'on nous avait  
13 demandé. On pourrait les sortir, si vous... on peut  
14 vous les sortir pour les années antérieures. C'est  
15 ce que les procureurs nous avaient demandé dans les  
16 échanges.

17 Me PAUL CRÉPEAU :

18 Q. **[577]** Savez-vous, si de mémoire, ça ressemble...  
19 l'année deux mille treize-quatorze (2013-14) était  
20 une année semblable aux autres?

21 R. C'est... c'est certain qu'on a été en... en l'an 3  
22 juste avant les élections. Il y a peut-être un peu  
23 plus, mais c'est quelques-unes par année.

24 Q. **[578]** O.K.

25 R. C'est pas... c'est pas vingt-cinq (25). Et on voit

1           qu'il y en a qui sont de courte durée puisque le  
2           chorum... s'il reste plus que douze (12) mois à  
3           courir, à ce moment-là on déclenche des élections.

4       Q. **[579]** Oui.

5       R. S'il reste moins de douze (12) de... moins de douze  
6           (12) mois, à ce moment-là, on attend l'élection,  
7           l'élection suivante. Il y a des dates, vous allez  
8           voir, qui ne correspondent pas avec les élections,  
9           c'est parce que dès qu'un élu se présente, qu'il  
10          n'y a pas d'opposition, il est élu par acclamation.  
11          Il est assermenté. Ça nous permet dans certains cas  
12          de retrouver le chorum.

13      Q. **[580]** Et pendant une administration provisoire, ça  
14          vous permet, à ce moment-là, d'avoir... est-ce que  
15          c'est un... c'est pas un de vos juges  
16          administratifs à ce moment-là qui... qui fait  
17          l'administration provisoire?

18      R. Oui.

19      Q. **[581]** Oui?

20      R. C'est un membre de la Commission.

21      Q. **[582]** Qui siège, mais à ce moment-là...

22      R. Qui siège, qui administre la municipalité.  
23          Évidemment, c'est au niveau des mesures courantes  
24          de... le... on va pas décider de rebâtir l'aréna ni  
25          des choses à long terme. C'est vraiment,

1 l'administration courante prend les décisions dans  
2 le courant.

3 Q. **[583]** Pour faire fonctionner?

4 R. Pour faire fonctionner adéquatement la  
5 municipalité. Il y a des situations aussi où la  
6 municipalité est en tutelle. Par exemple dans le  
7 cas de Lamarche, tutelle, enquête publique. Entre-  
8 temps, il y a eu des démissions. Là, on suspend la  
9 tutelle pour une administration provisoire. Puis  
10 après ça, une fois qu'on retrouve quorum, on  
11 redevient en tutelle.

12 Alors il y a des cas où vous allez  
13 retrouver, si vous comparez les tableaux, vous  
14 allez voir qu'ils ont été et en tutelle et en  
15 administration provisoire pendant des périodes  
16 différentes.

17 Q. **[584]** Or, ça, c'était pour l'administration  
18 provisoire. Et encore là, c'est un outil qui vous  
19 permet de regarder comment vont les affaires d'une  
20 municipalité et, le cas échéant, de détecter les  
21 problèmes et voir les sources de conflits, si c'est  
22 le cas, ou s'il y a des actes de malversation.

23 L'avez-vous déjà vu?

24 R. Oui, il y a déjà eu des... Par le passé, j'ai parlé  
25 à des membres dans les années antérieures, par

1           exemple, des moyens de... du harcèlement envers une  
2           employée municipale, des malversations. Et à ce  
3           moment-là, le membre m'avait dit qu'il avait référé  
4           le tout à la Sûreté du Québec.

5       Q. **[585]** O.K. Outre l'administration provisoire, il  
6           nous reste la tutelle. Peut-être juste définir  
7           quand est-ce qu'on a une tutelle et qui l'ordonne?

8       R. Alors, c'est le gouvernement qui l'ordonne. Lorsque  
9           le gouvernement décide qu'une municipalité doit  
10          être mise en tutelle, il ordonne la tutelle. Le  
11          décret imposant la tutelle va indiquer les raisons,  
12          les motifs qui justifient la tutelle. Dans certains  
13          cas, la tutelle est décrétée en même temps que  
14          l'enquête publique.

15      Q. **[586]** Oui.

16      R. Donc, on a une enquête publique et une tutelle.  
17          Alors, c'est... La différence entre la tutelle et  
18          l'administration provisoire, c'est que la tutelle  
19          en général est un peu plus longue, parce que c'est  
20          la Commission qui décide de la fin de la tutelle,  
21          le gouvernement décide du début. La Commission  
22          décide de la fin lorsque les raisons qui ont motivé  
23          la mise en tutelle ont disparu. Alors, ça peut être  
24          un an, deux ans, dans le cas de Lamarche, ça a été  
25          un peu plus long. Et dans le cas de la tutelle,



1 bien, les tuteurs approuvent, font simplement  
2 surveiller l'administration et approuvent les  
3 décisions du conseil municipal. Ils ont également  
4 un pouvoir de suspendre et congédier les cadres  
5 aussi.

6 Q. [587] Et on a parlé beaucoup de la tutelle de  
7 Laval...

8 R. Oui.

9 Q. [588] ... en deux mille treize (2013). Est-ce que  
10 c'était la première fois de l'histoire de la  
11 Commission qu'on avait sous tutelle une grande  
12 municipalité du Québec?

13 R. Oui. J'avais... Récemment, j'ai vérifié auprès des  
14 gens les plus anciens...

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Si vous permettez, j'aimerais peut-être se  
17 rapprocher un petit peu plus de notre mandat.

18 Me PAUL CRÉPEAU :

19 Oui.

20 R. Est-ce que je réponds à la question, Madame la  
21 Présidente?

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Attendez la question.

24 Me PAUL CRÉPEAU :

25 Q. [589] C'est juste pour terminer. La tutelle vous

1        permet, encore une fois, de regarder les actes qui  
2        se posent au sein de l'administration d'amener une  
3        surveillance à ce moment-là?

4 R. Oui, effectivement.

5 Q. [590] Aussi bien dans l'octroi des contrats?

6 R. Oui. Oui, parce qu'ils doivent être approuvés par  
7 le conseil municipal. Et la Commission approuve les  
8 décisions du conseil municipal.

9 Q. [591] J'allais terminer, moi, avec les questions  
10 de... en fait, de recommandations. Maître Usclat,  
11 est-ce que la Commission municipale du Québec a des  
12 propositions de recommandations à faire ou des  
13 pistes de solutions à proposer à la Commission  
14 d'enquête sur l'industrie de la construction?

15 R. Alors voici. D'abord, l'adoption de la Loi sur  
16 l'éthique en matière municipale permet de  
17 renforcer. Donc on s'est permis de renforcer le  
18 comportement éthique et déontologique des élus  
19 municipaux. La Commission entend poursuivre ses  
20 efforts afin que tous les élus, et je dis bien  
21 « tous les élus », adoptent un comportement qui  
22 répond aux exigences les plus élevées en matière  
23 d'éthique, améliorant ainsi leurs capacités d'agir  
24 dans le meilleur intérêt de la municipalité.

25 La décision Pinsonneault, rendue par la

1 Cour supérieure l'hiver dernier, qui décrète que,  
2 dorénavant, les audiences de la Commission  
3 municipale en matière d'éthique et de déontologie  
4 sont publiques, a eu pour effet de rendre l'action  
5 de la Commission plus visible et mieux connue du  
6 public, ainsi que de tous les intervenants du  
7 milieu municipal, contribuant ainsi à une meilleure  
8 compréhension de l'importance d'adopter et de  
9 maintenir un comportement éthique et déontologique  
10 irréprochable et redonner confiance au public dans  
11 ses institutions démocratiques municipales.

12 Un des défis de la Commission municipale au  
13 cours des prochaines années sera de faire  
14 comprendre à travers ses décisions et les guides  
15 des bonnes pratiques qu'elle publiera, l'importance  
16 de l'éthique et de la probité des décideurs  
17 municipaux. À cet égard, le rôle éducatif de la  
18 CMQ, de la Commission municipale, pardon, en  
19 matière d'éthique, même s'il n'apparaît pas aussi  
20 clairement que son rôle de sanction à l'égard des  
21 manquements au code d'éthique n'en est pas moins  
22 important.

23 Pour ce qui est des modifications à la Loi  
24 sur l'éthique et la déontologie en matière  
25 municipale, nous avons bien noté vos préoccupations

1 et nous pouvons vous assurer que nous en tiendrons  
2 compte dans nos échanges avec le ministre dans le  
3 cadre de la révision de la loi.

4 Concernant le pouvoir d'enquête en vertu de  
5 l'article 22, nous croyons en avoir décrit la  
6 portée ici aujourd'hui. Et je pense que ça a permis  
7 une meilleure compréhension de ses limites. Si le  
8 législateur souhaitait préciser la portée de  
9 l'article 22 ou encore doter la Commission d'outils  
10 plus flexibles, plus efficaces et moins coûteux que  
11 l'enquête publique, la Commission accueillera  
12 positivement cette demande et mettra en oeuvre tous  
13 les efforts nécessaires pour sa réussite.

14 C'est ce qui nous apparaît comme les défis  
15 autant au niveau de l'enquête qu'au niveau de la  
16 déontologie.

17 Q. [592] Je vais juste terminer en produisant la  
18 décision Pinsonneault dont on vient de parler.  
19 C'est à l'onglet 5, Madame Blanchette. Peut-être le  
20 mettre à l'écran. Et j'aimerais le produire.

21 LA GREFFIÈRE :  
22 2083.

23  
24 200P-2083 : Jugement 2014 QCCS 617 - Pinsonneault  
25 c. PGQ et CMQ le 24 février 2014

1

2 Me PAUL CRÉPEAU :

3 Et ça terminera l'interrogatoire de maître Usclat.

4 À l'onglet 5. Non, elle n'était pas dans le cahier.

5 On m'a demandé ce midi de la mettre à l'écran. Ma

6 collègue du Procureur général a des questions à

7 poser au témoin, je pense. Merci.

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Vous avez des questions?

10 Me MARIE-CLAUDE MICHON :

11 Pour quelques minutes, oui.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Venez.

14 (14:15:13)

15 CONTRE-INTERROGÉ PAR Me MARIE-CLAUDE MICHON :

16 Q. **[593]** Alors, bonjour, Monsieur Usclat, je me nomme  
17 Marie-Claude Michon, je représente le Procureur  
18 général du Québec.

19 R. Oui.

20 Q. **[594]** Et j'aimerais revenir sur votre témoignage  
21 concernant les enquêtes menées en vertu de la Loi  
22 sur l'éthique et la déontologie en matière  
23 municipale. Vous avez témoigné que, effectivement,  
24 la Commission a l'obligation d'enquêter lorsqu'elle  
25 reçoit une demande du ministère des Affaires

1           municipales, c'est exact?

2           R. Oui.

3           Q. **[595]** Que vous n'avez pas, ce faisant, d'enquêteur,  
4           mais l'article 23 précise que le dossier doit être  
5           confié à deux membres de la Commission, c'est  
6           exact?

7           R. C'est exact.

8           Q. **[596]** Alors, n'est-il pas exact de dire que,  
9           finalement, ce sont les membres qui deviennent des  
10          enquêteurs et qu'ils se doivent de faire  
11          différentes étapes du processus pour s'assurer du  
12          bien-fondé et évidemment, déterminer ou décider  
13          ultimement s'il y a eu manquement aux règles  
14          déontologiques?

15          R. Effectivement.

16          Q. **[597]** La loi ne prévoit pas le processus que doit  
17          suivre ces membres.

18          R. Vous avez raison.

19          Q. **[598]** C'est à la Commission que revient le droit  
20          d'établir ses étapes, ses règles et ses procédures,  
21          c'est vrai?

22          R. Oui.

23          Q. **[599]** Elle ne prévoit pas non plus spécifiquement,  
24          cette loi, la tenue d'une audience...

25          R. Elle prévoit...

1 Q. **[600]** ... mais bien d'une enquête.

2 R. La loi ne le mentionne pas spécifiquement.

3 Q. **[601]** Elle prévoit la tenue d'une enquête.

4 R. Elle prévoit la tenue d'une enquête.

5 Q. **[602]** Mais, avant qu'une audience n'ait lieu,  
6 n'est-il pas exact, Monsieur Usclat, de dire que  
7 les membres se doivent de décider de la preuve qui  
8 y sera présentée?

9 R. Oui, effectivement.

10 Q. **[603]** Donc, elle devra rencontrer des témoins.

11 R. Oui.

12 Q. **[604]** Les membres devront s'assurer de l'objet de  
13 leur témoignage éventuellement...

14 R. Oui.

15 Q. **[605]** ... si on tient une audience publique,  
16 devront décider des preuves qui devront être  
17 déposées, des documents.

18 R. Oui.

19 Q. **[606]** Et pour ce faire, ils disposent des pouvoirs  
20 des commissaires nommés en vertu de la Loi sur les  
21 commissions d'enquêtes.

22 R. C'est exact.

23 Q. **[607]** Alors, si je comprends votre témoignage, ce  
24 ne sont pas toutes les étapes de l'enquête qui  
25 doivent être publiques.

1 R. Non, c'est... la compréhension qu'on a du... du  
2 jugement, c'est les... pour nous, c'est les  
3 audiences tel que ça a été présenté. Le juge a  
4 analysé notre processus et déterminé que c'est les  
5 audiences qui sont... qui ne sont pas publiques.  
6 Les étapes préalables aux audiences, si par exemple  
7 on obtient des documents ou si on décide d'avoir  
8 des enquêteurs qui rencontrent préalablement les  
9 témoins ou le procureur rencontre les témoins,  
10 elles ne seraient pas... ne seraient pas publiques.

11 Q. **[608]** Donc, il y a une préenquête de faite par les  
12 membres de la Commission.

13 R. Il y a une préenquête qui a peut-être... qui est  
14 peut-être pas aussi étendue que ce à quoi faisait  
15 référence monsieur Lachance et qu'il serait peut-  
16 être souhaitable, dans certains types de dossiers,  
17 de tenir, ça, on en convient. Mais il y a  
18 essentiellement des... l'obtention de documents  
19 pour avoir... On peut demander si, par exemple, la  
20 demande fait référence à un événement particulier  
21 et on n'a pas l'indication des personnes qui  
22 étaient témoins de l'événement, on va faire une  
23 demande écrite au plaignant à savoir « bien, qui  
24 étaient présents » pour savoir qui on doit assigner  
25 puis interroger en fonction de la... de la... pour



1           déterminer finalement si le manquement s'est bien  
2           produit ou pas.

3       Q. **[609]** Alors, lorsqu'une audience publique a lieu...

4       R. Oui.

5       Q. **[610]** ... c'est qu'il y a au préalable une preuve  
6           suffisamment fondée pour qu'on aille de l'avant  
7           avec une audience.

8       R. Je peux pas... je peux pas être d'accord avec...  
9           avec votre affirmation. Quand on tient une  
10          audience, c'est parce qu'on a les éléments pour  
11          savoir quels sont les témoins qui... qui seront...  
12          qu'on devra entendre afin d'être convaincu - hein,  
13          - on fait... on doit rechercher la vérité afin  
14          d'être convaincu d'abord que les éléments reprochés  
15          se sont passés, O.K., et en plus, ça constitue un  
16          manquement à une règle du Code d'éthique et de  
17          déontologie.

18      Q. **[611]** Monsieur Lachance a souligné ce matin que,  
19          évidemment, ce processus peut porter atteinte à la  
20          réputation des élus. Alors ce matin vous nous avez  
21          dit que le processus d'enquête était public. Alors  
22          je voulais m'assurer qu'il y a une étape, à tout le  
23          moins une préenquête qui ne l'est pas  
24          nécessairement où la Commission valide  
25          l'information qui se retrouve dans la plainte reçue

1 du ministère des Affaires municipales.

2 R. Ce qui est... ce qui est au sens...

3 l'interprétation qu'on en fait, ce qui est public,  
4 c'est les audiences qui sont tenues dans le cadre  
5 de l'enquête.

6 Q. [612] Je vous remercie, Monsieur Usclat.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Est-ce que d'autres parties veulent poser des  
9 questions? Non. Alors, merci beaucoup, Monsieur  
10 Usclat.

11 R. Merci et bonne fin de journée.

12

13 ET LE TÉMOIN NE DIT RIEN DE PLUS

14

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Maître Ferland.

17 Me ÉLIZABETH FERLAND :

18 Bonjour. Je vais continuer cet après-midi avec  
19 monsieur Jean Villeneuve du ministère des Affaires  
20 municipales.

21 LA GREFFIÈRE :

22 Pourriez-vous vous lever pour l'assermentation,  
23 s'il vous plaît.

24 M. JEAN VILLENEUVE :

25 Oui.

1 L'AN DEUX MILLE QUATORZE (2014), ce vingt-quatrième  
2 (24e) jour du mois de septembre,

3

4 A COMPARU :

5

6 JEAN VILLENEUVE, comptable professionnel agréé,  
7 directeur général des affaires municipales,

8

9 LEQUEL, affirme solennellement ce qui suit :

10

11 INTERROGÉ PAR Me ÉLIZABETH FERLAND :

12 Q. **[613]** Bonjour, Monsieur Villeneuve.

13 R. Bonjour.

14 Q. **[614]** Peut-être avant de commencer, peut-être nous  
15 expliquer votre parcours professionnel qui vous a  
16 amené à avoir le poste que vous avez aujourd'hui au  
17 ministère des Affaires municipales.

18 R. O.K. Moi, je travaille en vérification depuis dix-  
19 neuf cent quatre-vingt-douze (1992). J'ai fait les  
20 six premières années de ma carrière dans des firmes  
21 d'experts comptables, quatre ans à Québec puis deux  
22 ans... pendant une période de deux ans en Europe.  
23 Ensuite, j'ai été... je suis entré au gouvernement  
24 en dix-neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998), j'ai  
25 été à l'emploi du Vérificateur général du Québec

1 pendant une période de treize (13) ans dont presque  
2 neuf ans à titre de gestionnaire, principalement en  
3 vérification de l'optimisation des ressources. À la  
4 suite de quoi j'ai été vérificateur, directeur de  
5 la vérification interne à la CSST. Et depuis mai  
6 deux mille treize (2013), je suis directeur général  
7 des finances municipales au ministère des Affaires  
8 municipales.

9 Q. **[615]** Parfait. Nous allons regarder, on va faire  
10 afficher votre présentation PowerPoint. C'est bien  
11 celle-ci?

12 R. Oui.

13 Q. **[616]** Parfait. Peut-être parler aux commissaires en  
14 premier lieu de la grande mission du ministère des  
15 Affaires municipales.

16 R. D'abord, la mission du ministère des Affaires  
17 municipales, en vertu de l'article 7, c'est de...  
18 pardon, c'est de veiller à la bonne administration  
19 du système municipal dans l'intérêt des  
20 municipalités et de leurs citoyens. Ça comprend une  
21 série d'éléments dans la loi dont notamment  
22 trois... Le premier, c'est de s'assurer que  
23 l'administration municipale gère sainement les  
24 deniers publics. Ça vaut beaucoup s'exercer à  
25 partir des prévisions budgétaires, des rapports

1 financiers qui sont transmis par les municipalités  
2 ou le ministère va faire un suivi de la santé  
3 financière des municipalités, émet différents  
4 documents, suivre les profils financiers. Le  
5 deuxième aspect, c'est surveiller l'administration  
6 et l'exécution des lois concernant le système  
7 municipal. Ça va s'exercer par la vérification en  
8 gestion contractuelle, vérification  
9 d'infrastructure, le bureau du commissaire aux  
10 plaintes, qui fait le traitement des plaintes, et  
11 aussi par une série d'autorisations qui sont  
12 prévues par la loi que les municipalités doivent  
13 venir chercher auprès du ministère.

14 Q. [617] O.K.

15 R. Le troisième volet, qui est un volet important pour  
16 le ministère, c'est aider et soutenir les  
17 municipalités dans l'exercice de leurs fonctions.  
18 Ça va se traduire par des aides financières, par  
19 exemple, dans les programmes d'infrastructure, mais  
20 aussi beaucoup, beaucoup, par de l'accompagnement,  
21 que ce soit de la publication de documents, des  
22 avis qu'on va émettre aux municipalités, de la  
23 formation qui va être donnée aux municipalités,  
24 toute une série de documents qu'on va rendre  
25 disponibles en ligne, des modèles d'appel d'offres,

1 des guides par exemple pour la politique de gestion  
2 contractuelle.

3 Q. **[618]** Donc, on est vraiment plus... tout à l'heure  
4 vous parliez de vérification et d'autorisation au  
5 point précédent, tandis qu'ici, c'est vraiment du  
6 soutien de l'accompagnement.

7 R. C'est du soutien et de l'accompagnement des  
8 municipalités.

9 Q. **[619]** Parfait. Peut-être juste expliquer en terme  
10 général - on va voir l'organigramme dans quelques  
11 instants, mais - en termes d'effectifs le MAM...  
12 bien, je vais l'appeler le ministère pour les fins  
13 de l'exercice cet après-midi, le ministère comprend  
14 combien d'employés?

15 R. Le ministère a quatre cent soixante-quinze (475)  
16 postes équivalant à temps complet et dispose d'un  
17 budget d'un point six milliard (1,6 G) dont un  
18 point cinq milliard (1,5 G), c'est des transferts  
19 aux municipalités. Principal... à peu près le  
20 moitié de la somme, c'est des transferts en matière  
21 d'infrastructure, et il y a à peu près six cents  
22 millions (600 M), un petit peu plus que six cents  
23 millions (600 M), c'est des transferts fiscaux au  
24 niveau des compensations tenant lieu de taxes qui  
25 est sont payés aux municipalités pour les immeubles

1 publics, réseau de la santé, réseau de l'éducation,  
2 immeubles du gouvernement. Et aussi au niveau de  
3 l'entente de partenariat Québec-municipalités, le  
4 pacte fiscal, où il va y avoir des sommes pour la  
5 bonification des compensations tenant lieu de  
6 taxes, des programmes de péréquation, paiements  
7 pour les terres publiques.

8 Q. **[620]** Puis, le... l'organigramme qui suit à la page  
9 suivante est l'organigramme général. Je peut-être  
10 attirer l'attention des commissaires pour... parce  
11 que cet après-midi, évidemment, nous allons  
12 regarder votre direction ainsi que le commissaire  
13 aux plaintes.

14 R. Oui.

15 Q. **[621]** Donc, peut-être les situer. On voit que vers  
16 la gauche, là, peut-être la.... vous êtes situés en  
17 dessous des infrastructures et finances  
18 municipales.

19 R. Nous...

20 Q. **[622]** Est-ce exact?

21 R. ... on relève du sous-ministariat adjoint aux  
22 infrastructures et finances municipales. C'est une  
23 direction de soixante-deux (62) personnes. Il y en  
24 a cinq qui travaillent à l'exécutif, directement  
25 avec moi ou ça va être sur certains mandats

1           stratégiques, mais beaucoup au niveau de la  
2           normalisation comptable, de production de modèles  
3           de rapports financiers, du manuel de présentation  
4           de l'information financière et de l'accompagnement  
5           de municipalités pour toutes sortes d'avis,  
6           lorsqu'il y a des problématiques comptables, il y  
7           en a ces temps-ci, les paiements de transferts  
8           au... avec la TPS, TVQ, des changements dans les  
9           normes.

10                   Il va y avoir la direction de l'information  
11           financière et du financement qui fait beaucoup de  
12           contrôle au niveau de la santé financière des  
13           municipalités. C'est eux qui vont recevoir les  
14           états financiers de l'ensemble des municipalités,  
15           les prévisions budgétaires, qui vont faire le  
16           suivi, par exemple, lorsqu'il y a des déficits. Les  
17           municipalités font un déficit une année, s'assurer  
18           que l'année d'après, il est résorbé, ou encore,  
19           procèdent par règlement d'emprunt, vont suivre  
20           aussi les réserves dans les états financiers.

21                   Puis, l'aspect très important de cette  
22           direction-là, c'est eux qui vont donner les  
23           autorisations pour les règlements d'emprunt pour  
24           les municipalités en faisant des analyses. Je pense  
25           qu'on va le voir un peu plus tard.



1 Q. **[623]** Un peu plus tard, les cautionnements, et  
2 caetera.

3 R. Les cautionnements, puis ils vont aussi traiter  
4 pour... lorsque les municipalités veulent emprunter  
5 sur les marchés pour... auprès du ministère des  
6 Finances pour avoir des meilleurs taux pour... au  
7 bénéfice des citoyens. C'est eux qui vont analyser  
8 les dossiers de financement qui sont soumis par les  
9 municipalités avant d'être transmis au ministère  
10 des Finances.

11 Q. **[624]** Et quand vous parlez d'un rapport financier,  
12 est-ce que, justement, toute municipalité, peu  
13 importe la taille, a un modèle, ou un format, à  
14 suivre ou est-ce que vous pouvez recevoir des  
15 rapports financiers différents d'une municipalité à  
16 l'autre?

17 R. Non, il y a un modèle qui est prescrit. Il a un  
18 modèle qui est fait par le ministère puis qui... il  
19 y a des changements année après année, mais les  
20 municipalités doivent compléter le même rapport  
21 financier et doit être vérifié par le vérificateur  
22 externe, et transmis au ministère avant le trente  
23 (30) avril de chaque année.

24 Q. **[625]** O.K. Et on voit à la toute... à droite le...  
25 la petite boîte, la dernière à droite qui est le

1 commissaire aux plaintes.

2 R. Le commissaire aux plaintes, peut-être juste pour  
3 revenir sur la direction...

4 Q. **[626]** Oui, excusez, allez-y.

5 R. ... des finances municipales, l'autre boîte, c'est  
6 ce que... services fiscaux, c'est ce que je  
7 parlais. C'est eux qui vont verser compensations  
8 tenant lieu de taxes, les autres sommes; il y a à  
9 peu près six cents millions de dollars (600 M \$)  
10 par année au municipalités. Et la dernière boîte  
11 qui est la vérification, service de la  
12 vérification, qui comprend la vérification en  
13 gestion contractuelle...

14 Q. **[627]** Et en...

15 R. ... et la vérification des infrastructures.

16 Q. **[628]** O.K.

17 R. Et sous... directement sous le sous-ministre, il y  
18 a le bureau du commissaire aux plaintes qui va  
19 traiter les plaintes pour le ministère, les  
20 plaintes qui concernent les lois et qui relèvent du  
21 ministre et celles en vertu de l'éthique et de la  
22 déontologie.

23 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

24 Pourriez-vous prendre le curseur pour nous indiquer  
25 sur le graphique...

1 Me ELIZABETH FERLAND :

2 O.K.

3 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

4 ... à quel endroit, puis là, c'est en trop petits  
5 caractères, je pense.

6 Me ELIZABETH FERLAND :

7 Je vais m'approcher, juste un instant.

8 R. O.K. Pour la direction des finances... ça, c'est  
9 la... j'ai encerclé la direction générale des  
10 finances municipales qui est la direction de...  
11 dont je suis responsable, la direction de soixante-  
12 deux (62) personnes. Et le bureau du commissaire  
13 aux plaintes, ici, sous la responsabilité du sous-  
14 ministre.

15 Q. **[629]** Parfait. Est-ce que... on voit que le mandat  
16 est large, couvre plusieurs... plusieurs aspects.  
17 Est-ce qu'il a évolué dans le temps? Est-ce que ça  
18 a changé, justement, les... ce mandat-là de... à  
19 votre connaissance?

20 R. Bien, le mandat, il y a des choses qui se sont  
21 rajoutées au cours des dernières années au niveau  
22 des vérifications, l'équipe de vérification,  
23 plaintes éthiques déontologie. Puis c'est en  
24 quatre-vingt-cinq (85) que la loi a été modifiée  
25 pour amener le ministère plus vers un mandat de

1 surveillance, de soutien, auprès des municipalités.

2 Q. [630] Au lieu d'un, par exemple, d'un rôle de  
3 contrôle...

4 R. Un rôle de contrôle, oui.

5 Q. [631] O.K. Donc cette... dans le fond, jusqu'à tant  
6 que les pouvoirs additionnels qu'on verra tout à  
7 l'heure vous soient accordés en vérification, on  
8 avait beaucoup un... c'était un pouvoir de soutien  
9 et d'assistance comme vous venez de le mentionner.

10 R. Effectivement, mais il demeurerait quand même  
11 certains contrôles comme au niveau du traitement  
12 des plaintes qui est là depuis avant ces nouveaux  
13 pouvoirs-là et aussi au niveau de la vérification  
14 des programme d'infrastructure.

15 Q. [632] Parfait. Donc, si on regarde justement les  
16 domaines de cette grande mission à la diapositive  
17 suivante.

18 R. D'abord, le premier élément c'est l'encadrement  
19 législatif des municipalités. Au niveau des  
20 compétences, savoir, le ministère va... va proposer  
21 des modifications pour tout ce qui est compétences  
22 que les municipalités peuvent exercer, que ça soit  
23 en termes de... de transports, de loisirs, de  
24 culture, de développement économique. Va aussi, de  
25 l'encadrement législatif au niveau de

1 l'organisation en soi, au niveau du fonctionnement  
2 du conseil municipal, conseil d'arrondissement. Au  
3 niveau du fonctionnement, par exemple au niveau des  
4 lois qui encadrent la gestion contractuelle.

5 Q. **[633]** Puis quand vous avez parlé, tout à l'heure,  
6 d'organisation, vous avez mentionné le conseil  
7 municipal, ça serait aussi à l'égard, par exemple,  
8 du comité exécutif?

9 R. Ça pourrait être à l'égard du comité exécutif. Le  
10 comité exécutif, ça peut être aussi dans les  
11 chartes des villes.

12 Q. **[634]** Parfait.

13 R. Ensuite, la fonction de soutien, j'en ai parlé. La  
14 formation, le ministère va donner de la formation,  
15 ça va être parfois lors de congrès, de colloques,  
16 où on va être invité par des associations, ou on y  
17 va systématiquement, à certains congrès, à chaque  
18 année, pour parler en termes de finances  
19 municipales, ou selon les sujets que... sujets  
20 pertinents pour la formation. Et aussi, on va  
21 donner du soutien aux associations municipales pour  
22 donner certaines formations, par exemple en  
23 éthique-déontologie, ou en matière de gestion  
24 contractuelle lorsqu'il y a eu les modifications  
25 aux projets de lois 76 et 102. Aussi...

1 Q. **[635]** Donc vous avez accompagné, par exemple,  
2 l'UMQ...

3 R. On a donné un soutien à l'UMQ pour qu'ils puissent  
4 produire une formation, donner une formation pour  
5 leurs membres.

6 Q. **[636]** Parfait.

7 R. Au niveau de l'information, j'en...  
8 (14:31:02)

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Q. **[637]** Est-ce que ce sont des nouveaux programmes,  
11 ça?

12 R. Pardon?

13 Q. **[638]** Est-ce que ce sont des nouveaux programmes?

14 R. Des nouveaux programmes...

15 Q. **[639]** Oui? La formation en déontologie, par  
16 exemple?

17 R. C'est...

18 Q. **[640]** Et en éthique?

19 R. C'est à la suite de l'adoption de la Loi en  
20 éthique-déontologie que la... l'aide a été donnée,  
21 je pense que c'est à l'UMQ et à la FQM pour que eux  
22 fassent une formation auprès de leurs membres.

23 Q. **[641]** Donc, la loi en décembre deux mille douze  
24 (2012)?

25 R. La loi est en décembre deux mille dix (2010).

1 Q. **[642]** Deux mille dix (2010)?

2 R. Éthique-déontologie, je crois que c'est en deux  
3 mille onze (2011) que la formation a été donnée,  
4 là, sur les obligations au niveau de la formation,  
5 de l'adoption des codes d'éthique, et aussi les  
6 plaintes. Puis il y en a une aussi, je ne me  
7 rappelle pas la date précise, mais pour les... à la  
8 suite des modifications en matière de gestion  
9 contractuelle.

10 Me ÉLIZABETH FERLAND :

11 Q. **[643]** Oui.

12 R. L'autre volet, c'est au niveau de l'information.  
13 C'est un volet important. Il y a beaucoup de  
14 publications que le ministère fait, au fur et à  
15 mesure où est-ce qu'il y a des... où est-ce qu'il  
16 peut y avoir des modifications ou des besoins des  
17 municipalités. Il va y avoir beaucoup  
18 d'informations qui vont être rendues disponibles  
19 sur le site, ou via certains moyens qu'on a de  
20 rejoindre rapidement les villes. Comme, on a un  
21 moyen... La Direction générale des finances  
22 municipales, c'est une banque de... de noms,  
23 d'adresses, de près de mille (1 000) trésoriers.  
24 Aussitôt qu'il y a beaucoup de questions qui  
25 peuvent être posées sur un sujet, on va rejoindre

1 rapidement les... les trésoriers de la plupart des  
2 villes pour leur donner l'information.

3 Ensuite, les aides financières, j'en ai  
4 parlé, c'est au niveau des programmes  
5 d'infrastructures.

6 Q. [644] Donc, ce qu'on... Juste pour situer, peut-  
7 être, c'est... C'est ce qu'on a entendu parler ici,  
8 devant les commissaires, là, au printemps dernier,  
9 c'est-à-dire le... l'éthique deux mille (2000), le  
10 FIMR, vous parlez de... de ce type d'aide  
11 financière?

12 R. La TEC, le FIMR, PIQM, PIQM 1.5. Effectivement,  
13 c'est ces programmes-là.

14 Q. [645] Parfait.

15 R. Au niveau de la surveillance, des contrôles, il y a  
16 une série de contrôles, d'approbations, qu'on va  
17 voir par la suite au niveau des règlements  
18 d'emprunt au niveau d'engagement de crédit et  
19 cautionnement. Il y a les vérifications en matière  
20 de contrats, gestion contractuelle en matière de  
21 programmes d'aide, et aussi l'examen des plaintes.  
22 Ça fait... ça fait le tour des domaines de la  
23 mission du ministère.

24 Q. [646] Avant d'entrer, justement, à l'intérieur  
25 de... de façon précise de ces, ces... ces champs de



1           compétence, peut-être nous parler, justement, du  
2           portrait, là, de... du monde municipal avec lequel  
3           vous... vous transigez chaque jour, là.

4       R. O.K. Le monde municipal, à la base, c'est un monde  
5           assez diversifié.

6       Q. **[647]** Peut-être passer à la diapositive suivante.

7       R. C'est un monde assez diversifié. Le monde  
8           municipal, c'est près de mille trois cents (1 300)  
9           organismes municipaux répartis sur tout le  
10          territoire, dont mille cent dix (1 110)  
11          municipalités. Ce qu'il est important de... de  
12          mentionner, c'est que deux tiers des municipalités  
13          ont moins de deux mille (2 000) habitants. Il y a  
14          une municipalité sur cinq, au Québec, qui a moins  
15          de cinq cents (500) habitants. Et, à l'opposé, il y  
16          a dix (10) municipalités qui ont plus de cent mille  
17          (100 000) habitants.

18               Selon les statistiques il y a, je pense,  
19           c'est autour de quatre cents (400) municipalités  
20           qui ont moins de cinq employés et, dans les dix  
21           (10) plus grandes villes, des municipalités qui ont  
22           plusieurs milliers d'employés. Donc, c'est un  
23           portrait assez diversifié, puis c'est un portrait  
24           qui est important parce que, je parlais de  
25           règlements d'emprunt tout à l'heure, le même

1 processus de règlement d'emprunt va s'appliquer  
2 autant aux grandes villes qu'à la ville qui a moins  
3 de cinq employés. C'est là que la fonction  
4 accompagnement, la fonction information est  
5 importante, justement, pour... Il y en a qui vont  
6 faire des règlements d'emprunt nombreux par année,  
7 il y en a ça va être peut-être aux deux ans ou  
8 trois ans. C'est à ce moment-là que la fonction  
9 accompagnement, formation est importante.

10 Q. **[648]** Devient importante.

11 R. Oui. Aussi, il y a plus de huit mille (8 000) élus,  
12 quatre-vingt-seize mille (96 000) employés, des  
13 revenus annuels de dix-neuf point deux milliards  
14 (19,2 G), et environ huit milliards (8 G) de  
15 dépenses qui sont reliées à des contrats.

16 Q. **[649]** Et quand...

17 R. De ce... Oui, pardon.

18 Q. **[650]** Peut-être, justement, quand vous parlez de  
19 huit milliards (8 G) relié à des contrats, c'est  
20 des dépenses de contrats, est-ce que c'est ventilé,  
21 par exemple, en approvisionnement, en...

22 R. Oui. C'est environ deux point deux milliards  
23 (2,2 G) en approvisionnement, environ... Deux point  
24 neuf milliards (2,9 G) en services professionnels.  
25 Services professionnels, ça peut être aussi des

1           contrats de transport. Et deux point neuf milliards  
2           (2,9 G) qui réfère à des contrats plus de  
3           construction.

4       Q. **[651]** O.K.

5       R. Ensuite, le système municipal a été créé puis a  
6           évolué avec une volonté constante que les  
7           municipalités soient une institution autonome au  
8           plan politique. Au plan politique, c'est autant  
9           maires et conseillers sont élus par la population.  
10          Au plan administratif, les municipalités disposent  
11          de leur propre administration pour rendre les  
12          services aux citoyens, et aussi, au niveau  
13          financier, les municipalités, c'est eux qui vont  
14          décider du niveau de taxation, la façon qu'ils  
15          veulent taxer les... qu'ils vont taxer les  
16          citoyens, et aussi quelle utilisation qu'ils vont  
17          faire de leurs revenus.

18               Aussi, le conseil dispose d'une autonomie  
19           nécessaire pour prendre...

20       M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

21       Q. **[652]** Et la façon... La façon, c'est l'impôt  
22           foncier, là, sur une taxation. Il ne peut pas  
23           imposer une taxe de vente comme on peut voir dans  
24           d'autres juridictions.

25       R. Non. Ça va être l'impôt foncier ou tarification de

1 certains services.

2 Q. **[653]** C'est ça.

3 R. Ensuite, le conseil municipal dispose de  
4 l'autonomie nécessaire pour prendre les décisions  
5 et réaliser les projets qu'il considère pertinents  
6 pour sa municipalité. C'est concrètement, c'est au  
7 conseil municipal que revient la décision de  
8 l'opportunité de réaliser ou non un projet. Il y a  
9 un processus qui va l'encadrer, mais c'est à eux de  
10 décider est-ce qu'ils vont construire, est-ce  
11 qu'ils vont refaire une route... C'est à eux que  
12 revient la décision.

13 Par contre, l'exercice de cette autonomie-  
14 là s'effectue en respect du cadre légal et  
15 réglementaire applicable. Pour encadrer ça, il y a  
16 une série de contrôles. Il y en a qui sont des  
17 processus, des contrôles internes aux  
18 municipalités, et il y en a qui s'exercent par le  
19 ministère.

20 Me ÉLIZABETH FERLAND :

21 Q. **[654]** Justement, au niveau, peut-être, interne, on  
22 va le voir à la prochaine diapositive, peut-être  
23 nous parler de ce que eux ils gèrent à l'interne,  
24 et ce que vous, vous... Dans le fond, les règles  
25 dans lesquelles vous intervenez par la suite.

1 R. Peut-être...

2 Q. [655] Oups!

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Q. [656] Moi j'aimerais... Juste avant, j'aimerais  
5 peut-être que vous me parliez un petit peu plus,  
6 justement, de cette autonomie que vous estimez  
7 posséder pour prendre les décisions, et donc  
8 j'imagine, réaliser les projets que vous considérez  
9 pertinents, donc octroyer des contrats, des  
10 subventions?

11 R. Pour la municipalité?

12 Q. [657] Oui.

13 R. La municipalité va avoir l'autonomie pour décider,  
14 par exemple, si elle veut, je ne sais pas, refaire  
15 le garage municipal, c'est elle qui va avoir  
16 l'autonomie pour prendre cette décision-là. Par la  
17 suite, il y a une série de processus de contrôle  
18 qui sont en place. Par exemple, est-ce que ça prend  
19 une résolution du conseil municipal? Ou dans  
20 certains projets, est-ce qu'ils doivent aller aux  
21 personnes habiles à voter? Est-ce qu'ils vont  
22 procéder par règlement d'emprunt? Mais c'est la  
23 municipalité qui va décider qu'est-ce qu'elle veut  
24 faire comme projet, dans la mesure du champ de ses  
25 compétences, bien entendu.

1 Q. [658] Ça, c'est sûr.

2 R. Oui.

3 Q. [659] Mais en lien avec les ressources financières  
4 nécessaires?

5 R. Effectivement, il faut que la municipalité dispose  
6 des ressources financières. Parce que la  
7 municipalité ne peut pas faire de déficit. Elle  
8 doit présenter des prévisions budgétaires, un  
9 budget équilibré. Et à la suite de ça, si elle veut  
10 réaliser un projet, c'est soit qu'elle aille par  
11 subvention ou elle peut réaliser le projet à même  
12 ses fonds propres. Et si elle va par règlement  
13 d'emprunt, à ce moment-là, il y a des contrôles qui  
14 sont faits au ministère. Lorsque le projet, la  
15 municipalité va présenter un règlement d'emprunt  
16 pour réaliser un projet, il va y avoir une analyse  
17 qui va se faire autant au niveau légal que  
18 financier avant que le ministre donne  
19 l'autorisation.

20 Au niveau légal, justement, ils vont  
21 s'assurer que le processus au niveau... a obtenu  
22 les résolutions. Il y a une résolution qui a été  
23 prise conformément à ce qui est prévu; si des  
24 personnes habiles à voter devaient être consultées  
25 que ça a été fait; que le nombre de personnes

1           identifiées a été identifié correctement; puis s'il  
2           y a un nombre de signatures suffisant; s'il y a eu  
3           la tenue d'un référendum que ça a été fait  
4           correctement, que l'affichage a été fait  
5           correctement.

6                       En lien avec votre question, il y a un  
7           volet financier aussi qui va être regardé. Par  
8           exemple, on va regarder la proportion des revenus  
9           généraux de la municipalité qui peuvent être  
10          accaparés par le service de la dette. On va aussi  
11          regarder le taux d'endettement. On va regarder  
12          l'impact sur la taxation de la municipalité. Si le  
13          projet en soi pourrait amener le taux de taxation,  
14          le faire augmenter de façon démesurée, on va...

15          Me ÉLIZABETH FERLAND :

16          Q. **[660]** Dans un cas comme ça, vous aviseriez la  
17          municipalité qu'elle ne peut pas le faire, par  
18          exemple, ce projet-là ou qu'il faut qu'elle trouve  
19          d'autres...

20          R. Ou qu'elle revoit le projet.

21          Q. **[661]** O.K.

22          R. Par exemple, on va s'assurer également qu'il y a un  
23          estimé détaillé qui accompagne le règlement  
24          d'emprunt. On va s'assurer qu'il y a un certain  
25          pourcentage de frais incidents qui n'est pas

1 dépassé. Par exemple, c'est autour de dix pour cent  
2 (10 %) d'honoraires professionnels qui est accepté.  
3 Il y a des frais de financement. C'est toute une  
4 analyse comme ça qui va se faire pour s'assurer que  
5 les projets ne viendront pas remettre en question,  
6 mettre en péril la santé financière de la  
7 municipalité.

8 Ça va se faire aussi au niveau des  
9 engagements de crédit. Lorsqu'une municipalité veut  
10 engager ses crédits au-delà de cinq ans, ou dix ans  
11 pour les municipalités de cent mille (100 000) et  
12 plus, par exemple, ils veulent faire un contrat  
13 pour acheter des heures de glace auprès d'un aréna  
14 ou acheter des heures pour un terrain de soccer, il  
15 y a une analyse qui va se faire.

16 Au niveau des cautionnements aussi,  
17 lorsque, je ne sais pas, une OBNL veut réaliser un  
18 projet, puis que la banque demande que la  
19 municipalité cautionne, il n'y a pas de sortie de  
20 fonds sur le coup, sauf que si le projet tourne  
21 mal, à ce moment-là, ça peut avoir un impact sur  
22 les finances de la municipalité. On va regarder à  
23 ce moment-là ce serait quoi l'impact sur le taux de  
24 taxation de la municipalité.

25 Au niveau des règles et processus internes



1 des municipalités. D'abord, il y a un manuel de  
2 présentation des informations financières qui est  
3 produit par le ministère, toutes les municipalités  
4 sont soumises aux mêmes normes comptables, les  
5 normes de présentation des données budgétaires et  
6 financières, autant pour les prévisions budgétaires  
7 que pour les états financiers. Elle sont soumises  
8 aussi aux mêmes règles d'adjudication des contrats,  
9 incluant la politique de gestion contractuelle  
10 depuis deux mille onze (2011).

11 Il y a également des officiers de la  
12 municipalité qui ont des pouvoirs et devoirs, entre  
13 autres le greffier, le trésorier. Le trésorier a le  
14 devoir de tenir les livres et comptes et d'attester  
15 de la véracité des états financiers, du rapport  
16 financier. Toutes les municipalités, on en a parlé  
17 tout à l'heure, ont un rapport sur les états  
18 financiers qui doit être audité par un vérificateur  
19 externe, à chaque année transmis au ministère avant  
20 le trente (30) avril. Puis le vérificateur externe  
21 va également, à la demande du conseil, faire des  
22 rapports ponctuels ou à la demande du ministère, on  
23 le verra dans les infrastructures, produire des  
24 rapports au ministère sur l'utilisation des  
25 subventions.

1 Q. **[662]** Puis tout à l'heure, juste au point  
2 précédent, quand vous avez parlé des pouvoirs et  
3 devoirs du greffier, trésorier, j'imagine que ça  
4 couvre également le DG de la Ville?

5 R. Le DG de la Ville a également des pouvoirs.

6 Q. **[663]** Des pouvoirs. Est-ce que, dans ce cas-là,  
7 est-ce que vous les formez? Est-ce que vous les  
8 accompagnez? Ou est-ce que c'est vraiment à  
9 l'extérieur?

10 R. Nous, on rentre l'information disponible sur le  
11 site, mais il y a des formations qui sont données  
12 aussi par les associations municipales, que ce soit  
13 la COMAQ, l'UMQ, la FQM, vont donner des  
14 formations.

15 Q. **[664]** Donc, vous mettez en ligne, par exemple, un  
16 espèce de guide ou de cahier de normes, là, qui  
17 pourraient leur être utiles pour leurs démarches  
18 disons intellectuelles, pour un nouveau DG disons  
19 de la Ville, mais ça serait à l'extérieur, ce n'est  
20 pas vous qui faites la formation?

21 R. À l'extérieur, on va aussi viser à être  
22 complémentaire. S'il y a des formations ou de  
23 l'information qui est disponible, on ne refera pas  
24 les formations en double ou rendre l'information  
25 disponible en double. On va s'assurer qu'il y ait

1 le plus d'informations disponibles,

2 LA PRÉSIDENTE :

3 Q. **[665]** Lorsqu'il y a des réunions sur les  
4 adjudications de contrats, est-ce que le greffier a  
5 le devoir de tenir justement des procès-verbaux de  
6 ça?

7 R. Il va y avoir des comités. Est-ce que c'est le  
8 greffier? Je ne pourrais pas vous répondre, mais il  
9 va y avoir des comités qui vont regarder, par  
10 exemple, lorsqu'il y a des soumissions. Nous, en  
11 vérification, on va regarder s'il y a un comité,  
12 les membres ont procédé correctement à l'analyse  
13 des soumissions, est-ce qu'il y avait suffisamment  
14 de membres. Mais je n'aurais pas... je n'ai pas  
15 l'information pour vous répondre si le greffier  
16 intervient à ce niveau-là.

17 Me ÉLIZABETH FERLAND :

18 Q. **[666]** Ensuite, il y a des vérifications faites par  
19 le vérificateur général?

20 R. Oui, en vertu de la loi, il y a des vérificateurs  
21 généraux dans les dix plus grandes villes. Dans les  
22 villes en haut de cent mille (100 000) habitants,  
23 actuellement, il y en a dix au Québec qui, à chaque  
24 année, vont remettre un rapport annuel, vont faire  
25 la vérification financière des états financiers de

1 la Ville, faire des vérifications de conformité et  
2 des vérifications en matière d'optimisation des  
3 ressources.

4 Q. [667] Et, ça, ça vous est envoyé?

5 R. C'est rendu disponible et ça nous est envoyé. C'est  
6 des éléments qu'on va regarder, on va regarder pour  
7 voir s'il y a des impacts pour le ministère ou  
8 voir, par exemple, nous autres, décider le mandat.  
9 Il va y avoir aussi l'examen de plaintes par  
10 l'ombudsman de la municipalité. C'est facultatif.  
11 On n'a pas la liste exhaustive, mais il y en aurait  
12 six ou sept au Québec qui vont traiter les plaintes  
13 à l'intérieur de la municipalité.

14 Il y a aussi d'autres mesures comme les  
15 rapports annuels du maire sur la situation  
16 financière de la municipalité qui doit publier la  
17 liste des contrats de moins de vingt-cinq mille  
18 dollars (25 000 \$). Il y a aussi l'adoption des  
19 budgets annuels et des suivis budgétaires. Les  
20 prévisions budgétaires, vont... les budgets annuels  
21 vont être adoptés au conseil, les prévisions... ils  
22 vont être transmis au Ministère sous un...

23 Q. [668] Un formulaire?

24 R. ... une formule unique. Normalement, c'est au mois  
25 de décembre ou une année électorale, plus vers le

1       mois de janvier, ça décale. Ensuite, il y a les  
2       déclarations d'intérêts pécuniaires qui doivent  
3       être consignés par le greffier et transmises au  
4       Ministère par la suite.

5       Q. **[669]** Et ça, c'est pour un poste d'élus qu'ils  
6       doivent faire cette déclaration-là?

7       R. C'est les élus.

8       Q. **[670]** C'est les élus?

9       R. C'est les élus.

10      Q. **[671]** Et ça, vous recevez, justement, le... toutes  
11      ces déclarations-là?

12      R. Oui.

13      Q. **[672]** Est-ce que... est-ce qu'il y a une analyse?  
14      Est-ce qu'il y a un suivi qui est fait?

15      R. Le Ministère va s'assurer qu'on les a puis ça va  
16      être utile, par exemple, dans le traitement des  
17      plaintes. S'il y a des plaintes à l'égard de... de  
18      possibles conflits d'intérêts ou d'intérêts, on va  
19      utiliser cette information-là.

20      Q. **[673]** Et finalement, le code d'éthique?

21      R. Code d'éthique, déontologie, pour les élus et les  
22      employés municipaux, ça découle de l'adoption de la  
23      Loi sur l'éthique et déontologie dans le milieu  
24      municipal. Depuis deux mille onze (2011), les  
25      municipalités doivent avoir un code d'éthique, se

1 doter d'un code d'éthique avant le premier mars  
2 suivant les élections. Et aussi, avoir une  
3 formation que les élus reçoivent une formation en  
4 éthique.

5 Q. [674] Est-ce que vous avez vérifié si toutes les  
6 municipalités avaient à ce jour leur code  
7 d'éthique?

8 R. À l'heure actuelle, aux dernières statistiques,  
9 mois de juillet, il restait six municipalités qui  
10 avaient toujours pas leur code d'éthique. À ce  
11 moment-là, le ministre a le pouvoir de leur imposer  
12 un code d'éthique.

13 Q. [675] Est-ce que c'est...  
14 (14:45:08)

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Q. [676] Avant... avant imposition de ce code  
17 d'éthique ou l'obligation d'en avoir un, c'était  
18 quoi l'éthique à ce moment-là? Qu'est-ce que vous  
19 voyiez à ce moment-là?

20 R. C'est une bonne question. C'est venu systématiser.  
21 Je peux pas vous répondre savoir si toutes les  
22 municipalités en avaient un. Est-ce que c'était  
23 variable d'une à l'autre? Est-ce qu'il y en a qui  
24 en avaient pas? J'ai pas cette information-là. Je  
25 sais qu'à partir du moment qu'il y a eu la loi,

1 c'est venu systématiser le fait que les  
2 municipalités doivent en avoir un avec les éléments  
3 qui sont prévus dans la loi.

4 Me ÉLIZABETH FERLAND :

5 Q. [677] Mais vous, est-ce que vous... est-ce que vous  
6 faisiez, justement, des... de la surveillance ou de  
7 l'accompagnement par rapport à l'éthique avant que  
8 ça soit imposé de cette façon-là?

9 R. Je peux pas vous répondre, j'ai pas cette  
10 information-là. Par contre, s'il y avait des  
11 plaintes qui étaient à cet égard-là, c'était traité  
12 par le... le... bien c'était via le traitement des  
13 plaintes au Ministère.

14 Q. [678] O.K. Parce que le bureau n'existait pas, le  
15 bureau du commissaire?

16 R. Le bureau n'existait pas avant deux mille onze  
17 (2011) mais il y avait quand même un traitement des  
18 plaintes, là. On le verra peut-être par la suite,  
19 c'est simplement la façon que ça été traité...

20 Q. [679] Qui était différente?

21 R. ... qui a été... qui a été différente. Puis à  
22 partir de cette loi-là, c'est traité...

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Q. [680] Est-ce qu'il y en avait des plaintes?

25 R. Des plaintes? Il y en a. Depuis quatre-vingt-quinze

1 (95) que le Ministère a une politique en matière de  
2 traitement de plaintes.

3 Q. **[681]** Alors je présume que vous allez en traiter  
4 tantôt?

5 Me ÉLIZABETH FERLAND :

6 R. Oui.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Merci.

9 Me ÉLIZABETH FERLAND :

10 On arrive, ça sera pas long.

11 R. Ça fait le tour des règles et processus internes  
12 des municipalités.

13 Q. **[682]** Internes. Et là, on arrive sous les règles  
14 qui sont plus de la juridiction et de la  
15 surveillance...

16 R. Surveillance du Ministère.

17 Q. **[683]** ... du Ministère. Parfait.

18 R. Voilà. J'ai parlé tantôt de... le processus de  
19 règlement d'emprunt.

20 Q. **[684]** Tout à fait.

21 R. L'an dernier, il y en a eu au-dessus de deux mille  
22 deux cents (2200) qui ont été analysés au  
23 Ministère. Les engagements de crédit, les  
24 cautionnements, j'en ai parlé. Il y a également la  
25 possibilité pour les municipalités de venir



1 chercher une dispense relative à l'adjudication  
2 d'un contrat, lorsqu'ils veulent ne pas procéder  
3 par appel d'offres public.

4 Q. [685] Qu'ils veulent aller de gré à gré?

5 R. Aller de gré à gré pour un contrat. Il y a... ils  
6 ont cette possibilité-là. À ce moment-là, c'est  
7 analysé par les Affaires juridiques qui vont faire  
8 une recommandation à l'interne puis c'est un  
9 processus qui est public, c'est... c'est publié  
10 dans le rapport annuel de gestion à chaque année du  
11 Ministère, avec la municipalité et la raison pour  
12 laquelle ça a été accordé.

13 Des autorisations aussi pour créer une  
14 régie intermunicipale, par exemple en transport en  
15 commun, en gestion de déchets. Et aussi, au niveau  
16 des schémas d'aménagement, par exemple, il y a des  
17 autorisations qui doivent être données par le  
18 ministre. Et les deux autres moyens de  
19 surveillance, c'est l'examen des plaintes et la  
20 vérification, qu'on va voir, je pense, plus en  
21 détail par la suite.

22 Q. [686] Oui, on va entrer... excellent. Donc, vous  
23 avez... on voit qu'il y a trois grandes sphères,  
24 c'est-à-dire les autorisations, approbations,  
25 l'examen des plaintes et la vérification?

1 R. Oui.

2 Q. [687] Quand... si je me dirige vers, justement,  
3 le... tout ce qui est peut-être avant la  
4 vérification, là, vous faites un soutien, vous  
5 faites de la prévention, j'imagine également auprès  
6 des municipalités?

7 R. Oui. Bien, le... le soutien, ça va vraiment  
8 s'orienter autour de trois grands thèmes. Ça va  
9 être beaucoup la fonction accompagnement,  
10 connaissance du milieu, qui va beaucoup être jouée  
11 par les directions régionales puis aussi, je vous  
12 disais par la fonction conseil dans les différentes  
13 directions. Il va y avoir de la formation, que j'ai  
14 abordée également. Puis beaucoup de publications.  
15 Puis la publication et la prévention, ça va être  
16 aussitôt qu'on voit venir une nouvelle  
17 problématique au Ministère, on va aller de façon  
18 proactive, déjà avertir les municipalités puis leur  
19 donner un peu de lignes directrices.

20 Je vais donner des exemples, en matière de  
21 finances municipales, il y a un différend entre le  
22 gouvernement et le Vérificateur général du Québec  
23 sur les paiements de transferts puis c'est un  
24 dossier qui déjà, est arrivé cette année, mais que  
25 depuis deux ans, deux ans et demi, on voit les

1 implications. Ça fait que déjà, plusieurs mois à  
2 l'avance, dans l'année qui précédait, déjà, on en  
3 discutait avec les municipalités lors des  
4 colloques, des congrès. Et on a publié plusieurs  
5 mois à l'avance déjà un guide pour les  
6 municipalités, pour leur... leur... un peu les  
7 guider, savoir c'est quoi les subventions qui sont  
8 concernées puis leur donner des exemples  
9 d'écriture. Comme là, on est en train de faire pour  
10 une nouvelle norme qui arrive sur les sites  
11 contaminés, aux types de sites contaminés. On va  
12 faire de la prévention, déjà, en relayant cette  
13 information-là puis en prévoyant des fois, des  
14 mesures d'allègement pour les municipalités.

15 Q. **[688]** O.K.

16 R. Quand ça peut avoir un impact sur la taxation,  
17 directement dans la même... dans la première année,  
18 on va travailler sur des mesures d'allègement.

19 Q. **[689]** Puis on...

20 R. Ça va se faire en discussion avec des comités qu'on  
21 a avec le...

22 Q. **[690]** Sur lesquels vous siégez...

23 R. Oui, que je préside.

24 Q. **[691]** O.K. Vous, personnellement?

25 R. Oui, que je préside. Comité consultatif sur les

1 finances municipales qui regroupe les  
2 différentes... différentes associations et aussi  
3 l'Ordre des comptables professionnels agréés des  
4 bureaux comptables où ces différents enjeux-là vont  
5 être discutés et où on va convenir avec eux c'est  
6 quoi le type d'information qu'il faut relayer à  
7 l'avance.

8 Q. **[692]** O.K. Et on voit notamment, au troisième point  
9 de la diapositive suivante, qu'il y a la  
10 publication d'un modèle d'appel d'offres de  
11 services professionnels.

12 R. Oui.

13 Q. **[693]** Est-ce que... on voit, entre parenthèses,  
14 l'année deux mille douze (2012). Est-ce que je  
15 comprends que c'est depuis deux mille douze (2012)  
16 que ça existe ce... ce modèle ou est-ce que c'est  
17 parce que c'est une mise à jour? Est-ce que ça  
18 existait avant?

19 R. Je peux pas vous répondre. Je sais pas s'il y en  
20 avait un avant ou pas. Il y en a un qui a été rendu  
21 disponible en deux mille douze (2012).

22 Q. **[694]** O.K.

23 R. Ça, les... des modèles comme ça, par exemple, ça va  
24 être utile beaucoup aux municipalités qui vont  
25 donner moins souvent des contrats, ou ça va faire

1 suite, des fois, des modifications au niveau de la  
2 loi.

3 Q. **[695]** O.K.

4 R. Comme il y a... comme le guide pour la production,  
5 là, des... des politiques de gestion contractuelle.  
6 Aussitôt que la modification législative est  
7 arrivée, le Ministère a rendu public un guide, qui  
8 donnait aux municipalités les sept choses qui  
9 étaient prévues par la loi, et qu'ils doivent  
10 prendre en compte dans leurs politiques, avec une  
11 série d'exemples pour chacun des éléments, qui  
12 était pas exhaustif, mais qui pouvait guider les  
13 municipalités pour élaborer leurs politiques.

14 Q. **[696]** Puis... parce que maintenant c'est  
15 obligatoire.

16 R. C'est obligatoire depuis deux mille onze (2011).

17 Q. **[697]** Depuis deux mille onze (2011), mais avant,  
18 c'était pas obligatoire d'avoir cette espèce de  
19 plan de gestion-là.

20 R. De politique...

21 Q. **[698]** De...

22 R. ... de gestion?

23 Q. **[699]** ... de politique de gestion.

24 R. Non, c'était pas obligatoire.

25 Q. **[700]** Parfait. Donc, le cadre législatif est très

1 large en fonction de ça.

2 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

3 Q. [701] Est-ce que... Le modèle d'appel d'offres des  
4 services professionnels, est-ce que vous l'avez  
5 fait parvenir à la Commission?

6 R. Euh...

7 Q. [702] Ou on le trouve facilement sur le guide?

8 R. Il est disponible sur le site.

9 Q. [703] Le site...

10 R. On l'a pas fait parvenir.

11 Q. [704] Le site.

12 Me ELIZABETH FERLAND :

13 Non.

14 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

15 Q. [705] Parfait.

16 R. Bien, tous... tous les modèles qui sont... les  
17 documents qui sont mentionnés la sont disponible  
18 sur le site.

19 Q. [706] O.K. Merci.

20 Me ELIZABETH FERLAND :

21 Est-ce que vous voulez que... quand même qu'on...  
22 Parce que si vous voulez, on peut réserver la cote  
23 si vous voulez. Voulez-vous que je réserve une cote  
24 pour ça? Ou...

25

1 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

2 Non, non, non.

3 Me ELIZABETH FERLAND :

4 Q. [707] Non? O.K. Parfait. Donc, allez-y.

5 R. Les pouvoirs...

6 Q. [708] Continuez.

7 R. Le cadre législatif est assez large dans le milieu  
8 municipal. On a retenu quelques lois d'où viennent  
9 les pouvoirs du ministère.

10 Q. [709] Donc, c'est les principales, mais on comprend  
11 que le champ est beaucoup plus large que ça.

12 R. Effectivement.

13 Q. [710] O.K.

14 R. Comme la Loi sur le ministère des Affaires  
15 municipales des Régions et de l'Occupation du  
16 territoire, on va retirer nos pouvoirs au niveau  
17 des vérifications et d'émettre des directives. Pour  
18 la Loi sur cités et villes, (inaudible) municipales  
19 du Québec, ça va être au niveau de l'approbation  
20 des règlements d'emprunt, au niveau de  
21 l'autorisation des engagements de crédit, et aussi  
22 au pouvoir de dispense dans l'octroi des contrats.

23 La Loi sur l'aménagement de l'urbanisme,  
24 c'est ce qui encadre les autorisations pour les  
25 schémas d'aménagement.

1                   La Loi sur les élections et les référendums  
2           dans les municipalités, ça va être, par exemple, le  
3           pouvoir que le ministre a d'ordonner la tenue d'une  
4           élection partielle si un poste était vacant. Les  
5           déclarations d'intérêts pécuniaires sont également  
6           prévues dans cette loi-là. Il va y avoir des  
7           dispositions au niveau des personnes habiles à  
8           voter et des référendums. Finalement, la Loi sur la  
9           fiscalité...

10    Q. **[711]** Fiscalité.

11    R. ... municipale, c'est au niveau des compensations  
12           tenant lieu de taxes.

13    Q. **[712]** Votre cadre législatif a évolué. Tout à  
14           l'heure, d'entrée de jeu, vous avez mentionné aux  
15           commissaires que vous avez en... par exemple, en  
16           vérification des pouvoirs additionnels.

17    R. Oui.

18    Q. **[713]** Ce n'est pas arrivé par hasard. Il y a eu une  
19           réflexion qui a été faite à cet égard-là?

20    R. Oui.

21    Q. **[714]** Il y a... il y a eu un plan d'intervention  
22           qui a été mis sur pied?

23    R. Oui. Ça, le plan d'intervention du ministère, ça  
24           remonte au printemps deux mille neuf (2009). Le  
25           premier geste, ça été de mettre sur pied un groupe



1 de travail sur l'éthique dans le milieu municipal  
2 qui, par la suite, a donné lieu à la loi en  
3 décembre deux mille dix (2010), la Loi sur  
4 l'éthique dans le milieu municipal, . Mais le  
5 projet, le plan d'intervention du ministère visait  
6 trois choses en particulier. C'était un meilleur  
7 contrôle par le ministère, le renforcement des  
8 pouvoirs de vérification, qui prévoyait justement  
9 qu'on puisse faire une vérification de notre propre  
10 initiative, qu'on avait... puisse avoir le pouvoir  
11 d'exiger tout document ou tout renseignement. Aussi  
12 prévoyait l'ajout de nouveaux vérificateurs, la  
13 mise sur place d'une équipe en vérification de  
14 gestion contractuelle...

15 Q. [715] Ce qui existait pas avant.

16 R. Il existait pas d'équipe spécifiquement dédiée à la  
17 gestion contractuelle. C'était le premier élément  
18 du plan d'intervention du ministère. Le deuxième,  
19 c'était le...

20 Q. [716] Juste avant, O.K. vous avez parlé d'un  
21 pouvoir d'exiger tout document...

22 R. Oui.

23 Q. [717] ... ce... vous n'aviez pas le pouvoir...  
24 similaire à ça avant?

25 R. Non, n'avait pas le pouvoir d'exiger tout document.

1           Ça, c'est venu... c'était... si on voulait  
2           intervenir en vérification, par exemple, suite à  
3           une plainte ou dans le cadre d'infrastructures, ça  
4           allait avec la collaboration.

5       Q. [718] O.K. Donc, vous pouviez pas dans aucune...  
6           d'aucune façon obtenir ce...

7       R. Il y avait pas d'obligation.

8       Q. [719] D'obligation. Et c'était vraiment...

9       R. Il y avait pas d'obligation légale.

10      Q. [720] ... base « on collabore avec le ministère. »

11      R. Oui.

12      Q. [721] Ça fait que si les municipalités  
13           collaboraient pas, vous pouviez attendre après les  
14           documents longtemps.

15      R. On pouvait attendre.

16      Q. [722] O.K.

17      M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

18           L'équipe en gestion contractuelle, est-ce qu'on va  
19           en parler un peu plus loin... de ceci? Dans la  
20           présentation?

21      Me ELIZABETH FERLAND :

22      Oui.

23      M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

24      Oui?

25

1 Me ELIZABETH FERLAND :

2 Oui, on entre dans quelques instants avec la  
3 vérification...

4 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

5 Oui.

6 Me ELIZABETH FERLAND :

7 Q. **[723]** ... en gestion contractuelle.

8 R. Donc, pour résumer le plan, ça tournait autour de  
9 trois thèmes. C'est un meilleur contrôle par le  
10 ministère en... un renforcement de la vérification.  
11 Un resserrement des règles pour les contrats  
12 municipaux. Il y avait aussi une plus grande  
13 transparence pour les citoyens. Ça allait, par  
14 exemple, l'obligation de non-divulgence du nombre  
15 et du nom des soumissionnaires avant la fin du  
16 processus. Ça été l'obligation d'adopter une  
17 politique de gestion contractuelle. Ça été des  
18 publications pour les contrats de plus de vingt-  
19 cinq mille (25 000), des publications dans SEAO.  
20 Comment... déjà il y a beaucoup de mesures qui  
21 avaient été identifiées à l'automne deux mille neuf  
22 (2009), et qui se sont traduites dans le projet de  
23 loi 76 en mars deux mille dix (2010). Et, en  
24 parallèle, il y a eu la mise sur pied du groupe...  
25 conseil sur l'octroi des contrats municipaux qui a

1           donné la rapport Coulombe en mars deux mille dix  
2           (2010) et...

3       Q. **[724]** Qui faisait des recommandations.

4       R. Il faisait des recommandations, ce qui a donné lieu  
5       au projet de loi 102.

6       Q. **[725]** Parfait. Et est-ce qu'il y a... ça, c'est la  
7       première phase. Il y a eu une phase qui touchait  
8       probablement... qui touchait plus l'éthique. C'est  
9       ce qu'on comprend de ce que vous avez...

10      R. La deuxième phase, ça été l'adoption du projet de  
11      loi 102 et l'adoption du projet de loi sur  
12      l'éthique dans le milieu municipal.

13      Q. **[726]** Parfait. Donc, en... si on entre dans les  
14      pouvoirs qui vous ont été...

15      R. Oui.

16      Q. **[727]** ... donnés en matière de vérification. Vous  
17      avez mentionné de tirer copie, exiger les  
18      renseignements; c'est le fameux projet de loi 76?

19      R. C'est le projet de loi 76.

20      Q. **[728]** O.K. Ensuite de ça, il y a eu un  
21      élargissement?

22      R. Oui. Avant, on pouvait uniquement intervenir dans  
23      les municipalités puis on peut... le projet de loi  
24      102 a amené un élargissement de notre champ  
25      d'intervention à d'autres organismes, comme les

1 sociétés de transport communauté métropolitaine,  
2 entre autres.

3 Q. **[729]** O.K. Donc, si vous... en termes de  
4 vérification, vous couvrez beaucoup plus que ce  
5 que vous couvriez si vous avez le droit d'aller  
6 dans ces organismes-là.

7 R. Oui...

8 Q. **[730]** O.K.

9 R. ... on a le pouvoir de couvrir plus large.

10 Q. **[731]** Ça fait quoi en termes de... savez-vous c'est  
11 quoi le... ça a augmenté de combien?

12 R. C'est autour de mille trois cents (1300) organismes  
13 municipaux.

14 Q. **[732]** O.K. Comparativement à? Ça, c'est  
15 l'augmentation?

16 R. Bien, les municipalités, c'est autour... c'est  
17 mille cent dix (1110).

18 Q. **[733]** Donc, mille trois...

19 R. Puis ça a monté autour de mille trois cents (1300)  
20 organismes municipaux.

21 Q. **[734]** O.K.

22 R. Plus certains organismes au BNM, qui sont dans le  
23 périmètre comptable des municipalités.

24 Q. **[735]** Donc, vous avez dû vous ajuster, j'imagine,  
25 en temps d'effectifs aussi pour pouvoir couvrir

1 tout ça.

2 R. Oui, bien, l'effectif, ça a été la mise sur pied de  
3 l'équipe en deux mille neuf (2009), l'équipe a été  
4 constituée en deux mille dix (2010).

5 Q. **[736]** Parfait.

6 R. Puis il y a également eu en deux mille onze (2011)  
7 cette équipe-là qui a été intégrée dans l'UPAC.

8 Q. **[737]** O.K. Et en termes de... en règles en matière  
9 contractuelle, vous en avez mentionné plusieurs,  
10 notamment la confidentialité du nom et du nombre...

11 R. Oui.

12 Q. **[738]** ... des soumissionnaires. La politique de  
13 gestion contractuelle, vous l'avez mentionnée.

14 R. Oui.

15 Q. **[739]** Et maintenant, l'obligation pour les contrats  
16 de vingt-cinq mille (25 000) et plus sur le SEAO  
17 C'est exact?

18 R. C'est exact.

19 Q. **[740]** Avant ça, il y avait pas cette obligation.

20 R. Il y avait pas cette obligation-là.

21 Q. **[741]** Parfait. Puis on voit en deux mille douze  
22 (2012) l'arrivée du RENA?

23 R. Oui.

24 Q. **[742]** Est-ce que vous communiquez avec parce que  
25 c'est géré parle secrétariat du Conseil du trésor.

1 R. Absolument. Ça c'est un élément qu'on va regarder  
2 dans le cadre de nos vérifications. Lorsqu'on va  
3 faire des vérifications en matière de gestion  
4 contractuelle, on va s'assurer que la municipalité  
5 a bien vérifié que ses entreprises étaient  
6 inscrites au RENA.

7 Q. [743] Parfait. Donc c'est vraiment...

8 R. C'est un des éléments de...

9 Q. [744] De vérification.

10 R. ... de vérification dans le cadre de nos travaux.

11 Q. [745] Parfait. Et en termes d'intégrité, vous avez  
12 également mentionné plusieurs de... des ces règles-  
13 là, mais on voit notamment la licence, la licence  
14 restreinte, là, de la, de la... de la...

15 R. Régie du bâtiment?

16 Q. [746] Oups! De la Régie de... De la RBQ,  
17 exactement. Donc, ça aussi, c'est quelque chose que  
18 vous allez faire dans le cadre...

19 R. Oui.

20 Q. [747] ... de vos vérifications.

21 R. Ça, l'attestation de Revenu Québec, RENA que j'ai  
22 mentionné, puis au niveau du REA, ça, on est  
23 impliqué de façon... On est impliqué directement  
24 dans le REA via l'UPAC.

25 (14:58:32)

1 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

2 Q. [748] Peut-être, si on peut revenir un petit peu en  
3 arrière, là...

4 Me ÉLIZABETH FERLAND :

5 Oui.

6 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

7 Q. [749] Donc je comprends, au niveau des  
8 vérifications, vous allez vérifier si la  
9 municipalité a respecté les règles.

10 R. Hum.

11 Q. [750] Moi j'avais compris des municipalités qu'il y  
12 a déjà une personne qui, dans le monde municipal,  
13 qui doit s'assurer du respect des règles. Non  
14 seulement le greffier, notamment le greffier, entre  
15 autres, là. Il n'y a pas un peu double vérification  
16 de la même chose, c'est-à-dire que là il y a une  
17 personne, dans le monde municipal, qui s'assure que  
18 tout est fait en respect des règles, puis vous,  
19 dans le fond, là, vérifier la personne qui a... qui  
20 a le... de faire la vérification, là.

21 R. Bien...

22 Q. [751] Il n'y a pas un peu dédoublement?

23 R. De dédoublement... Je dirais c'est un... c'est un  
24 deuxième oeil. C'est que c'est sûr que c'est à  
25 l'intérieur de la municipalité qu'ils ont la



1        responsabilité de s'assurer du respect des règles  
2        en matière de gestion contractuelle lorsqu'ils  
3        octroient un contrat, de mettre en place un comité  
4        de sélection, par la suite de donner l'autorisation  
5        au contrat, la dépense va être autorisée au conseil  
6        par la suite. S'il y a des contrats importants, il  
7        faut qu'ils aillent par résolution si c'est un  
8        projet. Donc, il y a toute une série de contrôles  
9        qui doivent être faits dans la municipalité.

10                Le ministère, nous, on va intervenir par la  
11        suite avec une analyse, on va le voir tout à  
12        l'heure, basée sur les risques. Lorsqu'on voit que  
13        peut-être le système, à l'intérieur de la  
14        municipalité, il a pu présenter certains problèmes,  
15        que ça soit... Puis on le voit par des délations,  
16        des informations qu'on va obtenir de l'UPAC, ou qui  
17        va venir des plaintes. Donc, on va aller s'assurer  
18        que oui, c'est du ressort de la municipalité de  
19        s'assurer que ça fonctionne, qu'ils respectent les  
20        règles, mais nous on va aller s'assurer que ça a  
21        bien été le cas.

22        Me ÉLIZABETH FERLAND :

23        Q. [752] Puis vous, vous êtes...

24        M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

25        Q. [753] Et est-ce qu'un peu plus loin dans la

1           présentation, est-ce qu'on va parler un peu du  
2           résultat de ces vérifications-là?

3           Me ÉLIZABETH FERLAND :

4           Oui.

5           R. Oui.

6           M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

7           Q. [754] Plus loin dans la présentation?

8           Me ÉLIZABETH FERLAND :

9           Tout à fait, puis, peut-être, on va aussi expliquer  
10          à quel moment ils interviennent.

11          Q. [755] Parce que vous arrivez, évidemment, une fois  
12          tout ça terminé.

13          R. Dans... Généralement, on intervient quand tout ça  
14          est terminé.

15          Q. [756] O.K.

16          R. De façon générale. C'est que la pratique a évolué,  
17          on va le voir tout à l'heure, là, mais il y a  
18          certains mandats spéciaux qu'on intervient...

19          Q. [757] Un petit peu plus vite, mais de...

20          R. Un petit peu plus tôt.

21          Q. [758] Mais disons que, de façon générale, vous  
22          arrivez avec un second oeil, comme vous avez dit,  
23          mais c'est vraiment à la toute fin du processus.

24          R. Absolument.

25          Q. [759] Parfait. Donc, on va entrer dans les plaintes

1 tout de suite.

2 R. Oui.

3 Q. **[760]** On a vu tout à l'heure, dans l'organigramme,  
4 que vous, vous avez un bureau, le Bureau du  
5 commissaire aux plaintes?

6 R. Oui.

7 Q. **[761]** Peut-être nous expliquer, justement, que  
8 c'est... c'est quelque chose qui est assez récent,  
9 là, madame la présidente vous en a parlé tout à  
10 l'heure.

11 R. Oui.

12 Q. **[762]** Ça existe depuis deux mille dix (2010), c'est  
13 exact?

14 R. C'est exact.

15 Q. **[763]** Et avant ça vous aviez une gestion de plan  
16 qui était différente. Quelle était-elle?

17 R. Auparavant, dans le fond, la création du Bureau du  
18 commissaire aux plaintes a amené une nouvelle façon  
19 d'intervenir, de traiter les plaintes. Depuis  
20 quatre-vingt-quinze (95), le ministère avait une  
21 politique de traitement de plaintes, traitait les  
22 plaintes... C'est qu'il y avait une personne au  
23 central, une ou deux personnes au central qui  
24 recevait les plaintes, mais le traitement était  
25 délégué aux directions concernées, souvent aux

1 directions régionales, et après c'était remonté, et  
2 les lettres étaient envoyées par la personne.

3 À partir de deux mille dix (2010), ça a été  
4 une équipe d'une dizaine de personnes qui sont  
5 spécifiquement dédiées au traitement des plaintes.  
6 C'est que le traitement va se faire par cette  
7 équipe-là, et vont aller chercher l'expertise  
8 auprès des directions régionales, auprès des  
9 différentes directions qui peuvent être concernées  
10 par le traitement de la plainte.

11 Ce que ça a amené, c'est une uniformisation  
12 du traitement...

13 Q. [764] Du traitement.

14 R. Et aussi, d'assurer une cohérence dans les... dans  
15 les interprétations, dans les décisions qui vont  
16 être rendues, en plus de développer une expertise,  
17 cette équipe-là, parce que c'est tout eux qui vont  
18 traiter des plaintes.

19 Q. [765] Donc, le, le... Je comprends que le nombre de  
20 personnes impliquées a beaucoup augmenté, là.

21 R. C'est diffé...

22 Q. [766] On parle...

23 R. C'est différent. C'est que... Il va encore y avoir  
24 des gens, dans les directions régionales...

25 Q. [767] Qui vont être impliqués?

1 R. Impliqués, mais c'est le nombre de gens qui sont  
2 spécifiquement dédiés au traitement des plaintes  
3 qui a beaucoup augmenté. Ça ne se fait pas à  
4 travers d'autres tâches, mais c'est des gens qui ne  
5 font que ça.

6 Q. [768] Et est-ce que le nombre de plaintes reçues  
7 a... a également augmenté de... de façon importante  
8 pour justifier, justement, ce changement, là, de  
9 une à deux personnes à dix (10) personnes?

10 R. Je n'ai pas les... les statistiques précises, mais  
11 ça n'a pas augmenté de façon significative. C'est  
12 pas de quoi du simple au double. Il y a eu une  
13 augmentation parce qu'avant, en moyenne, c'était...  
14 C'était variable d'une année à l'autre, c'était  
15 peut-être trois cents (300), trois cent vingt-cinq  
16 (325) plaintes, puis là on va le voir tantôt dans  
17 les statistiques, c'est plus élevé, puis à ça s'est  
18 rajouté les plaintes en éthique-déontologie, qui  
19 sont identifiées spécifiquement plaintes éthique-  
20 déontologie.

21 Q. [769] Et qui sont également traitées par le bureau  
22 du commissaire, mais qui ont un traitement  
23 différent.

24 R. Il y a un traitement préalable. C'est deux  
25 traitements, je pense qu'on va le voir par la suite

1 dans les diapositives, mais c'est deux traitements  
2 distincts au niveau de, des lois qui relèvent du  
3 ministre ou de, en vertu de la Loi pour l'éthique.

4 Q. [770] Parfait. Donc si on regarde, justement, ce  
5 qui relève du... du ministre, on voit que les  
6 plaintes admissibles sont les plaintes... On voit  
7 que... Vous mentionnez, là, justement, vous parlez  
8 de celles de, qui touchent la gestion  
9 contractuelle, notamment?

10 R. Oui.

11 Q. [771] O.K. Et comment...

12 R. Puis...

13 Q. [772] Comment c'est... Comment c'est reçu au bureau  
14 des plaintes? Est-ce que c'est des plaintes  
15 verbales, des plaintes écrites?

16 R. C'est des plaintes écrites, de façon générale.  
17 Plaintes verbales, on va demander aux gens de...

18 Q. [773] De faire une plainte écrite?

19 R. De transmettre des informations. Ça... La plainte  
20 peut être verbale, mais de toute façon, il va  
21 falloir, par la suite, avoir des documents pour  
22 appuyer la plainte, pour voir est-ce qu'elle est  
23 admissible, non admissible, fondée, non fondée.

24 Q. [774] O.K.

25 R. Ça fait que l'équipe va recevoir les plaintes, ils

1 vont évaluer l'admissibilité. Qu'est-ce qui est une  
2 plainte non admissible... Ce qui est admissible,  
3 c'est ce qui relève des lois sous la responsabilité  
4 du ministre. Non admissible, par exemple, à titre  
5 d'exemple, dans le tiers des cas, c'est des gens  
6 qui vont se plaindre d'une décision d'opportunité  
7 locale. La décision s'est prise au niveau de la  
8 municipalité, en respect des règles, mais les gens  
9 ne sont pas d'accord avec la décision.

10 Q. [775] On a... On a changé le... le camion de  
11 pompiers, par exemple...

12 R. Par exemple, puis ils n'étaient pas d'accord. Ça  
13 s'est fait correctement, selon les règles de l'art,  
14 selon les règles applicables, mais les personnes  
15 n'étaient pas d'accord avec la décision. Ça c'est à  
16 peu près le tiers des plaintes non admissibles.

17 Pour une autre bonne proportion, c'est des  
18 plaintes qui concernent un autre organisme  
19 municipal. Par exemple, ministère, je ne sais pas,  
20 du Développement durable, ministère de la Culture.  
21 À ce moment-là, le... les plaintes, l'équipe de  
22 plaintes vont demander à la personne l'autorisation  
23 de pouvoir transmettre au bon organisme, au bon  
24 ministère, la plainte, ou si la personne veut pas,  
25 on va l'inviter à... On va lui donner les

1 coordonnées puis inviter à transférer la plainte au  
2 bon organisme.

3 (15:04:54)

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Q. **[776]** Mais la plainte qui rentrerait, par exemple,  
6 qui dirait les citoyens... ou il y a une plainte  
7 qui rentre disant : « moi, je suis pas d'accord à  
8 ce que ce soit, par exemple, tel entrepreneur parce  
9 que c'est l'ami du maire » ça va où cette plainte-  
10 là?

11 R. « Tel entrepreneur, c'est l'ami du maire? »

12 Q. **[777]** Oui.

13 R. On parle de conflit d'intérêt, je dirais, l'équipe  
14 d'abord apprécierait la plainte, voir à avoir les  
15 informations suffisantes, qu'est-ce qu'il y a  
16 comme... pour creuser un peu plus loin puis de voir  
17 si c'est une plainte en éthique déontologie. Un  
18 conflit d'intérêt, probablement que ce serait  
19 transféré à la CMQ ultimement si ça s'avérait  
20 suffisamment fondé, mais il y aurait un travail qui  
21 serait fait pour voir ou ça pourrait être envoyé à  
22 la vérification.

23 Si c'est de quoi qui concerne la gestion  
24 contractuelle, il y a plusieurs plaintes, aussitôt  
25 que ça concerne la gestion contractuelle, qui nous



1           sont soumises pour avoir notre expertise ou qu'on  
2           la traite. Ou dans le cas qu'il pourrait y avoir  
3           plusieurs plaintes, on l'intègre dans nos travaux  
4           si on est présentement en train de réaliser un  
5           mandat dans la municipalité. Ça va...

6           Me ÉLIZABETH FERLAND :

7           Q. **[778]** De vérification.

8           R. Un mandat de vérification dans la municipalité. Ça  
9           fait que une plainte comme ça, c'est... ce serait  
10          de voir si... si le contrat de... sur quoi qu'il  
11          s'est basé. Il faudrait vraiment apprécier la  
12          situation pour voir qui serait plus apte à la  
13          traiter.

14          LA PRÉSIDENTE :

15          Q. **[779]** Et ça prend combien de temps pour faire ça?

16          Un citoyen, là, qui porte plainte...

17          R. Pour une plainte?

18          Q. **[780]** Oui.

19          R. Il y a un accusé de réception en dedans de cinq  
20          jours et le délai, c'est soixante (60) jours, pour  
21          une plainte qui concerne les lois qui relèvent du  
22          Ministre, ou quinze (15) jours de traitement pour  
23          une plainte en éthique et déontologie.

24          Me ÉLIZABETH FERLAND :

25          Q. **[781]** Donc, on comprend qu'en gestion contractuel,

1 le contrat va avoir été octroyé, là, si le délai  
2 c'est soixante (60) jours, fort probablement.

3 R. Bien, si la plainte... et que le contrat est déjà  
4 octroyé, oui, si le processus est en cours. Parce  
5 que le processus de plainte peut avoir des impacts  
6 sur la gestion de certains... certaines autres  
7 autorisations. Par exemple, un règlement d'emprunt  
8 pour un projet ou qu'il y aurait une plainte...  
9 parce que c'est l'autorisation du ministre, c'est  
10 de déléguer une directrice. Avant d'autoriser, s'il  
11 y a une plainte à l'égard du projet en question,  
12 l'autorisation sera pas donnée tant et aussi  
13 longtemps que la plainte ne sera pas réglée.

14 Donc, ça va avoir comme effet, par exemple,  
15 s'il y a un projet, de bloquer la plainte... de  
16 bloquer le projet, pardon, le temps que la plainte  
17 soit traitée pour voir si elle est fondée ou non.

18 Q. [782] Donc, s'il s'agissait, pour reprendre  
19 l'exemple, d'un contrat pour lequel la municipalité  
20 avait demandé une subvention au Ministère, donc là  
21 on bloquerait le processus de subvention et la  
22 suite... jusqu'à tant que la plainte soit... soit  
23 réglée, là.

24 R. Ça bloque, la plainte pourrait bloquer si c'est un  
25 règlement d'emprunt. Si ça concerne une subvention

1       qui a été donnée, ça, on a un processus... on a un  
2       processus au niveau des vérifications de programmes  
3       d'infrastructures où ce serait pris en compte,  
4       probablement que ce serait référé à l'analyste au  
5       dossier puis l'analyse, on travaille... En  
6       vérification, nous, on travaille avec la Direction  
7       générale des infrastructures aussi dans le cadre de  
8       ces projets-là.

9               Pendant le déroulement du projet, c'est  
10       l'analyste du projet qui surveille les factures,  
11       qui va surveiller les informations qu'il obtient.  
12       Puis il y a un contact, il y a des discussions qui  
13       se font avec l'équipe de vérification pour aller  
14       chercher l'expertise au besoin. Ça fait qu'une  
15       plainte comme ça, probablement l'équipe irait  
16       chercher le maximum d'informations puis ça  
17       cheminerait au Ministère selon la teneur de la  
18       plainte.

19       Q. **[783]** O.K.

20       M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

21       Q. **[784]** Une plainte qui concerne l'éthique, par  
22       exemple, le maire qui aurait reçu un cadeau de cinq  
23       cents dollars (500 \$)...

24       R. Oui.

25       Q. **[785]** ... qu'est-ce que vous faites avec ça? Est-ce

1 que vous faites une petite vérification avant de  
2 transférer à la Commission municipale ou vous  
3 transférez directement ce document-là à la  
4 Commission municipale?

5 R. Non, pas du tout, elle est... Le processus de  
6 plaintes qui concerne l'éthique et la déontologie,  
7 c'est qu'on va faire un examen préalable avant de  
8 l'envoyer à la Commission, mais c'est des plaintes  
9 qui sont plus sensibles parce que ça vise  
10 directement un élu. Donc, on va s'assurer que la  
11 plainte est faite, la personne a été assermentée,  
12 que la plainte est bien documentée, très bien  
13 documentée. Ensuite, on va aller essayer de voir si  
14 elle est fondée. Bien...

15 Me ÉLIZABETH FERLAND :

16 Q. **[786]** Peut-être passer à la diapositive suivante.

17 R. La diapositive suivante?

18 Q. **[787]** Ça va expliquer le processus.

19 R. Dans le fond, le processus, c'est qu'en dedans de  
20 cinq jours, on va répondre à la personne et on  
21 va... on a un délai de quinze (15) jours de  
22 traitement comme je disais. L'examen préalable, on  
23 le voit, les demandes faites sous serment et  
24 documentées. C'est que ce qu'on veut éviter... et  
25 selon les termes de la loi, c'est qu'il y ait des

1            plaintes qui soient frivoles, vexatoires ou mal  
2            fondées, dans le fond, qu'une plainte soit basée  
3            sur rien, soit pas sérieuse ou soit faite  
4            uniquement dans le but de nuire à un élu.

5            Donc, on va pousser plus loin, le plus loin  
6            possible auprès du plaignant pour aller chercher  
7            toute l'information pertinente.

8            LA PRÉSIDENTE :

9            Q. **[788]** Je comprends, mais pour en revenir à  
10           l'exemple que je vous donnais tantôt...

11           R. Oui.

12           Q. **[789]** ... un citoyen qui dit : « moi, je trouve ça  
13           honteux que ce soit tel entrepreneur qui ait reçu  
14           le contrat de construire ce que la ville a décidé  
15           qu'il fallait ériger et parce que c'est son ami  
16           personnel - puis il dit - moi, je les connais très  
17           bien tous les deux, puis je le sais, ils passent  
18           ses fins de semaine avec. » Il faut pas aller  
19           beaucoup... vous faites quoi de plus que ça?

20           R. De plus que ça?

21           Q. **[790]** Oui.

22           R. Bien, on va essayer d'avoir des exemples... des  
23           exemples, des documents, des faits. On va s'assurer  
24           que la personne qu'elle ait fait sa déclaration  
25           sous serment, que déjà il y ait un sérieux en

1 arrière de ça. Pas simplement lancer cette  
2 allégation-là pour... et après ça, pas être capable  
3 d'aller se faire assermenter. Déjà c'est un... je  
4 dirais, c'est un pas de plus.

5 On va pousser ça le plus loin possible pour  
6 voir que c'est pas juste fait dans le but de nuire.  
7 Puis une fois qu'on va avoir, je dirais, pas une  
8 certaine certitude, mais une certaine assurance que  
9 la plainte, il peut y avoir quelque chose en  
10 arrière de cette plainte-là, on va l'envoyer à la  
11 CMQ. C'est à peu près le quart des plaintes qui  
12 sont transmises à la CMQ.

13 Me ÉLIZABETH FERLAND :

14 Q. **[791]** Mais, peut-être on a les statistiques, là, à  
15 la diapositive suivante. On voit les plaintes en  
16 éthique et déontologie. Si on regarde à partir de  
17 deux mille onze (2011) jusqu'à aujourd'hui, on voit  
18 qu'il y en a eu deux cent huit (208) plaintes  
19 traitées, c'est exact?

20 R. Oui.

21 Q. **[792]** Puis quand vous dites « traitées », ça veut  
22 dire que vous avez vérifié si elles étaient  
23 assermentées et si elles étaient documentées?

24 R. Elles étaient... Oui.

25 Q. **[793]** Ou est-ce que ces chiffres-là veulent

1 qu'elles l'étaient?

2 R. Les plaintes traitées, non, c'est celles pour  
3 lesquelles...

4 Q. [794] Reçues?

5 R. Reçues.

6 Q. [795] O.K. Donc, vous en avez reçu deux cent huit  
7 (208).

8 R. Oui.

9 Q. [796] Et celles transmises, on a un total de  
10 cinquante-cinq (55) à la CMQ. Ça, c'est vraiment  
11 celles pour lesquelles vous avez jugé qu'elles  
12 n'étaient pas frivoles, qu'il y avait une  
13 déclaration assermentée et qu'elles étaient  
14 documentées.

15 R. Elles étaient suffisamment documentées.

16 Q. [797] O.K. Et on n'a pas... Peut-être je prendrais  
17 ici une petite pause pour revenir avec l'autre type  
18 de plaintes, juste pour clore au retour.

19 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

20 REPRISE DE L'AUDIENCE

21 (15:42:04)

22 LA GREFFIÈRE :

23 Monsieur Jean Villeneuve, vous êtes sous le même  
24 serment.

25 R. Oui.

1 Me ÉLIZABETH FERLAND :

2 Q. [798] On va peut-être revenir un petit peu en  
3 arrière quand on était justement à la diapositive  
4 16. Et là je reviens vraiment aux plaintes dans  
5 le... dans les responsabilités du Ministère, là, et  
6 je sors de la déontologie qu'on a vu tout à  
7 l'heure. Donc, quand nous avons regardé cette  
8 diapositive-là, vous avez expliqué aux commissaires  
9 qu'il y a des plaintes non admissibles. Vous avez  
10 expliqué souvent il y avait près, je pense, près du  
11 tiers, là, qui était... qui était parce que ça...  
12 c'était une décision d'opportunité locale.

13 Vous avez expliqué les autres cas qui  
14 pourraient entrer dans la catégorie de plaintes non  
15 admissibles. Maintenant, nous allons regarder les  
16 plaintes admissibles. Comment... quelle est la  
17 poursuite du processus justement quand une plainte  
18 est... entre le ressort du Ministère et qu'elle  
19 doit être traitée?

20 R. O.K. Une fois que la plainte est considérée  
21 admissible, à ce moment-là on va essayer d'obtenir  
22 le plus d'informations possibles pour son  
23 traitement. Il va y avoir une analyse de la plainte  
24 et selon les résultats de l'analyse, elle va être  
25 soit fondée ou non fondée. Dans les deux cas, il y



1 a une lettre, par exemple, il y a une lettre qui va  
2 être envoyée et au mis en cause et au plaignant.

3 Dans le cas de « non fondée », pour expliquer que  
4 c'est non fondé, expliquer les motifs. Et dans le  
5 cas que c'est fondé, il va y avoir deux processus.

6 De façon générale, c'est le commissaire aux  
7 plaintes qui va écrire à la municipalité, au  
8 plaignant et au mis en cause, au DG de la  
9 municipalité. Et si le motif de la plainte touche,  
10 par exemple, la gestion contractuelle ou des  
11 sujets, je dirais, plus sensibles, à ce moment-là  
12 c'est le sous-ministre qui va adresser une lettre  
13 au conseil municipal pour qu'elle soit lue et  
14 déposée au conseil lors d'une séance du conseil et  
15 ça va être rendu public également sur le site du  
16 Ministère.

17 Q. [799] Donc, c'est une espèce de sanction publique  
18 étant donné que c'est lu au conseil.

19 R. Absolument. Puis également, selon les résultats,  
20 lorsque c'est fondé, selon les résultats et les  
21 choses qui ont pu être identifiées, ça va être...  
22 ça peut être transmis à d'autres intervenants  
23 comme, par exemple, à l'UPAC, au Directeur général  
24 des élections ou à des ordres professionnels.

25 Q. [800] Et c'est transmis à la toute fin, une fois...

1           une fois que la lettre a été envoyée à la  
2           municipalité, c'est là que, vous, vous allez  
3           transférer le dossier de la plainte.

4       R. Bien, on va transférer, oui, une fois que... s'il y  
5       a lieu de le transférer, on va le transférer là. Il  
6       va... ça va être aussi envoyé aux directions  
7       régionales qui vont assurer le suivi de la plainte.  
8       Par contre, dans le cas de l'UPAC et du DGE, c'est  
9       deux organismes pour lesquels on va transférer des  
10      plaintes sous... c'est pas souvent, mais avant le  
11      traitement. Lorsqu'on voit que la plainte peut  
12      considérer, par exemple, un sujet qui pourrait être  
13      de nature plus criminelle, on traitera pas la  
14      plainte, on va demander l'autorisation au plaignant  
15      de pouvoir la transférer à l'UPAC.

16     Q. **[801]** O.K. Donc, dans ces deux cas-là, ça se ferait  
17     vraiment avant d'aller à de la cueillette  
18     additionnelle ou de l'analyse, ce serait  
19     vraiment... on se rend compte qu'il y a quelque  
20     chose qu'un volet peut-être plus criminel...

21     R. Oui.

22     Q. **[802]** ... dans le cas de l'UPAC et qui touche, par  
23     exemple, aux lois électorales pour le DGE. Vous  
24     transférez à ce moment-là, vous attendez pas  
25     d'écrire une lettre et de tout faire le processus,

1           là, avant de transférer.

2           R. Non.

3           Q. **[803]** O.K.

4           R. C'est vraiment si c'est de l'intérêt de l'UPAC, on  
5           l'envoie dès le départ. Quand c'est transmis à la  
6           fin, c'est des fois dans le cours du traitement, on  
7           fait le traitement, mais qu'il peut y avoir  
8           d'autres choses qui soulèvent des questions, on va  
9           l'envoyer par la suite à l'UPAC.

10          Q. **[804]** Et est-ce que c'est... est-ce que c'est  
11          utilisé ce... ce mode de transmission? Est-ce que  
12          vous en transférez effectivement des... des  
13          plaintes à l'UPAC ou au DGE?

14          R. Avant la... il y en a après, j'ai pas les chiffres  
15          pour suite au résultat, mais avant le traitement,  
16          on en a envoyé jusqu'à maintenant dix-neuf (19) à  
17          l'UPAC puis au DGE, je pense, c'est quatorze (14)  
18          ou quinze (15).

19          Q. **[805]** O.K. Tout à l'heure, on a abordé la  
20          diapositive suivante concernant l'éthique et la  
21          déontologie.

22          M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

23          Si vous me permettez, peut-être...

24          Me ÉLIZABETH FERLAND :

25          Oui.

1 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

2 Q. **[806]** Donc, si je prends un cas, là, je suis un  
3 entrepreneur dans le domaine du déneigement puis la  
4 ville normalement aurait lancé un appel d'offres  
5 pour un contrat de quarante mille dollars  
6 (40 000 \$)...

7 R. Oui.

8 Q. **[807]** ... mais décide de le scinder en deux pour  
9 passer sous le seuil de vingt-cinq mille (25 000 \$)  
10 puis d'aller de gré à gré. Vous faites l'examen de  
11 ça, vous concluez que c'est ce qui s'est passé.  
12 Est-ce que vous avez le pouvoir d'annuler les  
13 contrats donnés de gré à gré?

14 R. On n'a pas le pouvoir de les annuler quand ils ont  
15 déjà été donnés.

16 Q. **[808]** Donc, vous allez seulement constater qu'ils  
17 ont été scindés en deux. Et là, c'est quoi? Ça veut  
18 dire que c'est une lettre du sous-ministre, là, si  
19 je comprends, parce que ça touche la gestion  
20 contractuelle.

21 R. La gestion contractuelle, ça pourrait être une  
22 lettre du sous-ministre qui est adressée au conseil  
23 municipal puis qui soit lue et déposée au conseil.  
24 Et ça va être rendu public sur le site du  
25 ministère.

1 Q. **[809]** Mais ça s'arrête là?

2 R. Ça n'annulera pas le contrat.

3 Q. **[810]** Et si cet entrepreneur-là, qui a obtenu les  
4 deux contrats de gré à gré est, par exemple, le  
5 beau-frère du maire, à ce moment-là qu'est-ce que  
6 vous faites exactement?

7 R. Qui est le beau-frère du maire?

8 Q. **[811]** Oui.

9 R. Puis on le découvre?

10 Q. **[812]** C'est le beau-frère du maire qui a obtenu,  
11 vous découvrez que c'est le beau-frère du maire qui  
12 a obtenu deux contrats de gré à gré.

13 R. Donc, un conflit d'intérêts qui irait à l'encontre  
14 du code d'éthique. Ça pourrait être transféré à la  
15 CMQ.

16 Q. **[813]** Et quand vous le transférez à la CMQ et que  
17 vous avez fait cette vérification-là, le travail  
18 est pas mal avancé à la CMQ, ça pourrait se faire  
19 assez rapidement à la CMQ?

20 R. Je ne peux pas répondre pour la CMQ. C'est sûr  
21 qu'on va leur fournir l'information. J'imagine...  
22 Ce serait plus à eux de répondre. J'imagine que ça  
23 dépend des autres dossiers qu'ils peuvent avoir à  
24 traiter ou... Eux, c'est plus un processus  
25 d'enquête. Nous, c'est administratif. Eux, c'est un

1 processus d'enquête peut-être qu'ils ont besoin au  
2 niveau de preuves supplémentaires. J'aurais de la  
3 difficulté à répondre pour la CMQ.

4 (15:47:29)

5 Me ÉLIZABETH FERLAND :

6 Q. **[814]** Puis il n'y a pas d'autres sanctions ou  
7 pénalités qui peuvent être imposées par vous, le  
8 ministère, à ce stade-là?

9 R. À ce stade-là, non.

10 Q. **[815]** Parfait. C'était tout. Donc, tout à l'heure,  
11 on a parlé de l'éthique et la déontologie. Moi, je  
12 pense qu'on a couvert, là, pas mal ce volet-là.  
13 J'irais peut-être au tableau 18 qu'on a regardé  
14 brièvement tout à l'heure. On a regardé le côté  
15 droit du tableau qui visait vraiment justement les  
16 plaintes en éthique et déontologie. Mais les  
17 plaintes en gestion, on voit les plaintes traitées  
18 puis les plaintes fondées. On voit... Par exemple,  
19 si je prends l'année deux mille onze-deux mille  
20 douze (2011-2012), on voit cinq cent vingt-trois  
21 (523) plaintes traitées. Qu'est-ce que signifie  
22 exactement la différence entre traitées et  
23 admissibles? C'est que, admissibles, vous avez  
24 avancé dans le processus et vous vous rendez compte  
25 qu'il y a matière...

1 R. Exactement. Puis c'est un peu... Les plaintes  
2 traitées, ça englobe l'ensemble des plaintes,  
3 incluant les non admissibles, comme je disais tout  
4 à l'heure, qui peuvent concerner un autre organisme  
5 gouvernemental ou qui peuvent être simplement...

6 Q. **[816]** Une décision interne?

7 R. Une décision, un désaccord par rapport à la  
8 décision d'opportunité d'une municipalité.

9 Q. **[817]** Et quand on regarde les plaintes fondées, la  
10 colonne qui suit, on comprend que le trois cent six  
11 (306), qui est le nombre total, ça veut dire qu'il  
12 y a eu trois cent six (306) lettres soit du  
13 commissaire ou dans des cas plus disons sensibles,  
14 du sous-ministre, c'est exact?

15 R. Exactement.

16 Q. **[818]** Et quand vous avez dit, on renvoie ça à la  
17 direction pour fins de suivi de la plainte...

18 R. Oui.

19 Q. **[819]** ... quel est-il ce suivi?

20 R. Bien, va faire le suivi s'il y a un comportement,  
21 la plainte va sortir un comportement qui a été fait  
22 qui ne devrait plus être refait, la direction va  
23 faire le suivi auprès de la municipalité pour  
24 voir... Ou si c'est la mise en application, quelque  
25 chose, ça peut être une recommandation que, je ne

1       sais pas, de mettre en application un contrôle ou,  
2       à ce moment-là, la municipalité va faire un suivi.

3       Q. **[820]** Maintenant, nous allons entrer justement dans  
4       la vérification. Vous avez parlé de différents  
5       types de vérifications. On va les aborder. Bien, du  
6       moins, on en a parlé de deux, c'est-à-dire en  
7       infrastructures et en... Vous l'appellez  
8       vérification en...

9       R. Les programmes d'aide en infrastructures.

10      Q. **[821]** Exactement. Et le suivant étant en gestion  
11      contractuelle?

12      R. Oui.

13      Q. **[822]** Juste avant de peut-être détailler ces deux  
14      modes de vérification ou ces deux tâches de  
15      vérification, peut-être nous parler de l'évolution.  
16      Parce que vous avez parlé de l'évolution de la  
17      grande mission aux commissaires d'entrée de jeu cet  
18      après-midi. Mais en termes de vérification, il y a  
19      eu des modifications également. On en a vu  
20      plusieurs...

21      R. Oui.

22      Q. **[823]** ... qui vous ont donné des pouvoirs. Est-ce  
23      que le rôle de vérification, juste pour clarifier,  
24      il était à un quelconque moment dans le temps plus,  
25      plus contrôlant ou plus d'inspections, est-ce qu'il



1 a changé à cet égard-là?

2 R. Bien, si on recule avant quatre-vingt-cinq (85)  
3 dans les recherches qu'on a faites, si on recule  
4 avant quatre-vingt-cinq (85), il y avait un  
5 commissaire-enquêteur qui était prévu dans la Loi  
6 sur le ministère des Affaires municipales, et qui a  
7 été enlevé en quatre-vingt-cinq (85).

8 Q. [824] Donc, depuis... Si on regarde les année qui  
9 sont couvertes par notre... bien, par le mandat des  
10 commissaires, si je regarde à partir de quatre-  
11 vingt-seize (96), là, on est vraiment dans la  
12 vérification telle que vous l'avez connue avant les  
13 modifications de deux mille dix (2010)?

14 R. Absolument. Depuis quatre-vingt-seize (96), la  
15 vérification, si on recule avant deux mille neuf  
16 (2009), on va le voir un peu, il y avait des  
17 vérifications au niveau des programmes d'aide en  
18 infrastructures. Et au niveau de la gestion  
19 contractuelle, c'est un peu abordé via cette  
20 vérification-là. Et c'était traité lorsqu'il y  
21 avait des plaintes en matière de gestion  
22 contractuelle.

23 Q. [825] Vous avez mentionné tout à l'heure que la...  
24 je pense, dans la grande division initiale, il y  
25 avait soixante-deux (62) personnes.

1 R. Oui.

2 Q. **[826]** Ici, on voit une équipe en vérification de  
3 vingt et un (21) personnes.

4 R. Oui. C'est vingt et un (21) personnes, on a quatre  
5 postes vacants actuellement.

6 Q. **[827]** O.K. Et ça, c'est vraiment pour tout ce qui  
7 est vérification financière, peu importe les...  
8 laquelle, soit en infrastructures ou soit en  
9 gestion contractuelle?

10 R. Absolument.

11 Q. **[828]** Parfait. Et en termes de budget, ça ressemble  
12 à quoi, cette équipe?

13 R. En termes de budget, c'est autour d'un million...  
14 De coûts, c'est à peu près un million et demi  
15 (1,5 M), puis avec les postes vacants, c'est autour  
16 d'un million huit (1,8 M), un million neuf (1,9 M)  
17 de budget. Qui est consacré à la vérification.

18 Q. **[829]** Parfait. Donc, regardons en premier lieu la  
19 vérification des projets subventionnés en  
20 infrastructures.

21 R. Oui.

22 Q. **[830]** Quelle est cette vérification-là, et qu'est-  
23 ce qu'elle vise?

24 R. Ça c'est une équipe qui est affectée spécifiquement  
25 à cette vérification depuis mil neuf cent quatre-

1 vingt-dix-sept (1997). L'objectif, c'est de  
2 s'assurer que les obligations au protocole  
3 d'entente, puis les règles et normes sont  
4 respectées. En gros, la vérification, elle arrive  
5 une fois que le protocole est signé entre le...  
6 avec la municipalité. On va aller voir ce qui est  
7 prévu au protocole. Au niveau de, de... de portée  
8 des travaux, au niveau d'admissibilité des coûts,  
9 au niveau des règles en matière de gestion  
10 contractuelle, ça va porter là-dessus.

11 Ça va couvrir l'ensemble des programmes  
12 d'aide, mais de façon variable. On voit que c'est  
13 sélection par échantillonnage et en fonction des  
14 risques. C'est que la sélection par échantillonnage  
15 va varier d'un projet à l'autre. On va y aller en  
16 fonction des risques.

17 Comme par exemple, il y a des projets avec  
18 le fédéral que ça peut être une vérification à cent  
19 pour cent (100 %) des dossiers. Pour d'autres  
20 vérifications, on va les confier à cent pour cent  
21 (100 %) à des firmes externes, des firmes d'experts  
22 comptables, lorsque c'est jugé peut-être moins  
23 risqué au niveau financier, ou pour toutes sortes  
24 d'éléments.

25 Q. [831] En termes de programme, que c'est jugé

1 moins...

2 R. En termes de programme. Comme...

3 Q. **[832]** ... risqué? O.K.

4 R. Par exemple, on parle des programmes... programmes  
5 TEC, là, sur la taxe sur l'essence, c'est des  
6 programmes où est-ce que c'est une enveloppe fermée  
7 qui est donnée aux municipalités, puis que ça doit  
8 se réaliser en fon... Ils doivent faire une  
9 planification en fonction de différents critères de  
10 priorisation pour les travaux. C'est envoyé au  
11 ministère, le ministère va apprécier la  
12 planification qui est faite.

13 Donc, c'est une enveloppe fermée, la  
14 planification est déjà vue par le ministère, ça va  
15 être confié à une firme d'experts comptables, qui  
16 va aller s'assurer que les travaux ont  
17 effectivement été réalisés selon les priorités,  
18 puis que les dépenses étaient admissibles.

19 Le ministère, on va axer sur les programmes  
20 au niveau des... des ouvrages, des équipements  
21 d'eaux usées, eau potable, des projets peut-être  
22 plus majeurs ou plus risqués. Puis l'approche par  
23 échantillonnage va se faire, je dirais, en fonction  
24 du jugement puis de l'expérience. Comme par  
25 exemple, ça pourrait amener, dans un programme, à

1           systématiquement identifier cinquante pour cent  
2           (50 %) des dossiers supérieurs à dix millions  
3           (10 M), avec un pourcentage qui pourrait être plus  
4           faible pour les projets moins importants. Puis, à  
5           cela on va rajouter une sélection en fonction des  
6           risques.

7           Q. **[833]** Comment vous évaluez, justement, ces risques?

8           R. Fonction des risques, c'est qu'il y a des outils  
9           qui ont... qui sont utilisés par les analystes qui  
10          gèrent le projet, où, s'ils voient, tout au long du  
11          processus, certains facteurs au niveau de la  
12          gestion contractuelle, ou par exemple difficulté à  
13          obtenir des documents, ou le type d'information qui  
14          est obtenue, ils ont des grilles qu'ils peuvent  
15          compléter, et eux-mêmes identifier le projet pour  
16          vérification.

17                 Aussi, depuis un petit peu plus qu'un an,  
18          il y a un outil qui a été développé. C'est que nous  
19          on intervient au niveau de la réclamation finale.  
20          Donc, lorsqu'il va rester vingt pour cent (20 %) à  
21          déboursier sur le projet. Mais il y a d'autres  
22          réclamations qui ont été faites entre-temps, qui  
23          sont gérées par les analystes. Il y a un outil qui  
24          a été développé, c'est une grille où les  
25          municipalités, sur laquelle les municipalités

1 doivent inscrire tous les contrats qui ont été  
2 octroyés, les montants, qui a eu le contrat, de la  
3 façon que ça a été octroyé. À partir de ça, ça va  
4 aider à l'appréciation du risque.

5 Par exemple, si on voit, je ne sais pas,  
6 moi, qu'il y a eu six contrats de vingt-quatre  
7 mille cinq cents (24 500) donnés à la même firme,  
8 ou que systématiquement, il y a un seul  
9 soumissionnaire conforme... Pas dire qu'il y a des  
10 problèmes, mais c'est des choses, des fois, qui  
11 méritent peut-être de creuser un peu plus. Quand  
12 c'est des facteurs qui sont répétitifs.

13 Ça fait qu'il y a une analyse, comme ça,  
14 qui va se faire...

15 Q. **[834]** Et ça, vous recevez cette fiche-là de par...  
16 de par toutes les municipalités?

17 R. Les analystes, au niveau des infrastructures, la  
18 reçoivent.

19 Q. **[835]** O.K.?

20 R. Ils ont des paramètres pour identifier qu'est-ce  
21 qui peut être mineur, majeur, puis il y a des  
22 discussions qui se font. Comme par exemple, entre  
23 la vérification, cette équipe de vérification-là  
24 puis les infrastructures, on a des réunions, aux  
25 semaines ou aux deux semaines, pour justement

1 discuter des... des situations comme ça, ou  
2 anticiper des fins de problème... des... Pas des  
3 fins de problèmes, des fins de programmes où est-ce  
4 qu'il y a plusieurs dossiers qui vont arriver  
5 avant, comme cette année, le FIMR.

6 Q. **[836]** Qui se terminait.

7 R. Qui se terminait au trente et un (31) mars, et que  
8 tous les dossiers, ça devrait être complété avant  
9 le trente et un (31) mars pour pas que des sommes  
10 soient coupées aux municipalités.

11 Q. **[837]** Et quand... Et quand vous dites que les  
12 municipalités doivent vous envoyer cette espèce  
13 de... de fiche, ou ce document contenant la liste  
14 de tous les contrats octroyés avec un, quand même  
15 assez d'information pour savoir combien il y avait  
16 de soumissionnaires...

17 R. Oui.

18 Q. **[838]** Évidemment, j'imagine, le montant, comme vous  
19 dites, des contrats, depuis quand les municipalités  
20 doivent-elles faire ça?

21 R. C'est depuis août ou septembre deux mille treize  
22 (2013).

23 Q. **[839]** Donc c'est tout... c'est...

24 R. Ou peut-être un peu avant. Ça fait un an, ou un  
25 petit peu plus d'un an.

1 Q. **[840]** O.K. Avant, est-ce que vous aviez un... un  
2 suivi de ce type avec les municipalités?

3 R. Avant, ça se faisait lorsqu'on intervenait au  
4 niveau de la réclamation finale.

5 Q. **[841]** Finale?

6 R. Oui.

7 Q. **[842]** Et quand vous avez parlé d'échantillonnage,  
8 c'est... vous en vérifiez combien si...  
9 l'échantillonnage couvre combien, par exemple,  
10 de... de dossiers par année?

11 R. Ça va varier d'un programme à l'autre. Au total, on  
12 va faire une centaine de dossiers en moyenne par  
13 année.

14 Q. **[843]** À l'intérieur même du... du Ministère?

15 R. À l'intérieur même du Ministère puis pour les...  
16 les firmes externes, ça va être variable, vu que  
17 c'est le programme TEC puis il y a des... des...  
18 sur des périodes de trois ans, pour la période de  
19 deux mille neuf (2009) jusqu'à aujourd'hui, sur  
20 environ trois mille cent (3100) vérifications qui  
21 ont été effectuées par des... des firmes externes.

22 Q. **[844]** Et votre méthode d'échantillonnage, est-ce  
23 que... est-ce que vous avez dû l'adapter? Est-ce  
24 qu'elle a été critiquée à travers les... les  
25 années?



1 R. Bien critiquée, il y a le Vérificateur général qui  
2 a fait des recommandations en début deux mille  
3 treize (2013) où est-ce qu'il nous disait de  
4 prendre davantage en compte les... les facteurs de  
5 risque reliés aux contrats. C'est un peu suite à ça  
6 que le formulaire d'attestation que je parlais a  
7 été mis en place.

8 Mais c'est une méthodologie qui évolue puis  
9 qui va toujours évoluer parce qu'on a quand même un  
10 nombre de personnes restreint, c'est six personnes  
11 dans cette équipe-là. Il y a quand même beaucoup de  
12 programmes d'infrastructures, on en couvre assez  
13 large, ce qui fait qu'il faut toujours être sûr que  
14 notre intervention se fait aux endroits qui  
15 pourraient être le plus risqué.

16 Comme par exemple, s'il arrivait dans un  
17 programme où que nos interventions font sortir  
18 qu'il y a à peu près... il y a à peu près aucun  
19 problème, aucune anomalie, à ce moment-là, c'est  
20 peut-être... on va le revoir pour voir, il y a-tu  
21 une autre place qu'on pourrait investir, mieux  
22 investir les ressources pour les mettre dans les  
23 programmes, par exemple, qui se terminent ou des  
24 programmes qui pourraient avoir des difficultés qui  
25 sont ressorties.

1 Q. **[845]** Mais c'est de cibler le bon endroit mais  
2 c'est pas évident, justement, de...

3 R. C'est l'expérience puis je veux dire c'est au  
4 jugement puis c'est de quoi qui va toujours évoluer  
5 aussi parce qu'il y a des nouveaux programmes qui  
6 apparaissent, il y en a qui se terminent.

7 Q. **[846]** Puis ça, ça a un impact, justement, sur le  
8 facteur de risque, un programme qui se termine, par  
9 exemple?

10 R. Bien, c'est qu'il faut... bien pas qui se termine,  
11 c'est pas sur le facteur de risque, c'est que des  
12 fois, comme le FIMR, c'est qu'il faut fermer les  
13 dossiers. Les dossiers qui étaient identifiés, si  
14 on les ferme pas avant le trente et un (31) mars,  
15 les municipalités risquent de se faire couper des  
16 sommes. Ça fait que des fois, il y a une pression  
17 qui va faire qu'on va retarder certaines  
18 vérifications, mais c'est pas majeur, ça va pas  
19 faire en sorte qu'on couvrira pas le risque, mais  
20 c'est des choses qu'on va anticiper dans nos  
21 travaux.

22 Q. **[847]** Et quand... quand on parle, justement, de ces  
23 projets-là, vous l'avez mentionné, vous arrivez à  
24 la réclamation finale?

25 R. Oui.

1 Q. [848] Comment ça fonctionne? Supposons que vous  
2 faites la vérification d'un... d'un dossier, on est  
3 en... au moment de la réclamation, vous vous rendez  
4 compte qu'effectivement, il y a eu des anomalies,  
5 quelles sont les étapes suivantes dans un cas comme  
6 ça?

7 R. O.K. Dans le fond, les étapes d'une vérification,  
8 c'est qu'on va contacter la municipalité au moment  
9 de la réclamation finale. On va systématiquement se  
10 rendre sur place. On va regarder l'admissibilité de  
11 cent pour cent (100 %) des coûts.

12 Par l'admissibilité des coûts, c'est de  
13 s'assurer qu'ils sont reliés au projet, par exemple  
14 les frais incidents, que ça dépasse pas le  
15 pourcentage de limite de frais incidents. On va  
16 aussi regarder au niveau... pour s'assurer qu'il y  
17 a pas de double facturation.

18 On va regarder, par exemple, dans les  
19 livres de la... de la municipalité s'ils ont  
20 d'autres programmes de subventions desquels ils  
21 reçoivent des sommes pour s'assurer que la facture  
22 sera pas... soit pas réclamée aux deux endroits.

23 On va aussi faire une vérification en  
24 gestion contractuelle. Depuis décembre deux mille  
25 douze (2012), il y a un volet « sanction » qui a

1       été rajouté en gestion contractuelle où, selon les  
2       anomalies qui vont être détectées, ça va soit être  
3       considéré comme mineur où on va simplement aviser  
4       la municipalité.

5               Ça, peut-être juste un aparté, déjà il y  
6       avait... c'était regardé avant la gestion  
7       contractuelle, mais c'était plus au préalable,  
8       auparavant, une mise en garde de la municipalité ou  
9       si c'était vraiment grave, ça aurait pu être un  
10      dossier qui soit envoyé à la SQ.

11             Maintenant, depuis deux mille douze (2012),  
12      on a une politique en matière de... de sanction.  
13      Aussitôt qu'on voit une anomalie, si elle est  
14      mineure, on avertit la municipalité et si elle peut  
15      être considérée plus majeure, on va en discuter  
16      avec la municipalité, on va faire part de la  
17      situation, on va lui demander de nous fournir  
18      d'autres informations, d'autres documents pour voir  
19      si ça permet pas d'expliquer la... la  
20      problématique.

21             Suite à ça, on va valider avec nos affaires  
22      juridiques et si eux confirment le constat, il y a  
23      une sanction qui va être appliquée au niveau de la  
24      municipalité.

25      Q. [849] Et on parle d'une sanction?

1 R. Monétaire.

2 Q. [850] Monétaire?

3 R. Une diminution du coût maximum admissible. Puis...

4 Q. [851] Est-ce...

5 R. ... peut-être... oui?

6 Q. [852] Ce qui va avoir un impact, j'imagine,  
7 ultimement, là, sur... parce qu'eux, la... la  
8 dépense a été engagée, là?

9 R. La dépense a été engagée. C'est sûr que la  
10 sanction, c'est la prise en compte... ce qu'il  
11 fallait prendre en compte sur la façon qu'on...  
12 qu'on a établi le montant, c'est qu'ultimement, la  
13 pénalité ne va pas...

14 Q. [853] C'est le citoyen?

15 R. ... ça va au citoyen. Parce que la relation est  
16 entrepreneur avec la municipalité, mais au moment  
17 qu'on intervient, les travaux sont réalisés.  
18 L'entrepreneur a complété ses travaux. Donc,  
19 c'était important d'avoir un montant qui incite à  
20 plus le refaire, mais sans que ça pénalise trop les  
21 citoyens nécessairement parce que ça va se  
22 retrouver ultimement sur le compte de taxes.

23 Q. [854] Parce que la municipalité va avoir payé  
24 l'entrepreneur et c'est elle qui se fait couper un  
25 montant et, comme vous dites, ça s'en va dans le

1           compte de taxes des citoyens.

2           R. Exactement.

3           Q. **[855]** O.K.

4           R. Puis...

5           M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

6           Q. **[856]** Est-ce que vous en avez eu beaucoup...

7           R. Jusqu'à maintenant...

8           Q. **[857]** ... des dossiers comme ça?

9           R. ... il y a en a... depuis avril deux mille treize  
10           (2013), il y en a seize (16) qui ont été finalisés.  
11           Puis je vous dirais, il y en a peut-être, à l'oeil,  
12           il y a peut-être une dizaine qui sont en cours de  
13           traitement.

14          Q. **[858]** De... parlez-vous des dossiers où il y a eu  
15           des sanctions?

16          R. Des sanctions.

17          Q. **[859]** Et c'est pour des sommes importantes? Ou...

18          R. C'est variable d'un à l'autre. C'est... ça  
19           dépendant du montant de la subvention. Ça dépend du  
20           montant de la part de la municipalité. Ça dépend de  
21           l'ampleur du contrat. C'est sûr que si c'est pour  
22           un contrat de soixante-six mille (66 000) qui a été  
23           donné de gré à gré, la sanction sera pas la même  
24           que si c'est un contrat de huit cent quatre-vingt-  
25           quinze mille (895 000). Puis ça...

1 Q. **[860]** Oui, ça, je comprends ça. Mais je... vous,  
2 dans les dossiers que vous avez, est-ce que vous  
3 avez connaissance un peu des montants qui sont en  
4 cause présentement dans les dossiers en cours?

5 R. Pour les dossiers...

6 Q. **[861]** Dans les sanctions?

7 R. Celles qui sont appliquées... les autres, il y a  
8 des montants, je vous dirais, c'est variable. La  
9 pénalité maximale, c'est vingt-cinq mille dollars  
10 (25 000 \$). Ça va aller de vingt-cinq mille  
11 (25 000) peut-être à certaines qui sont en haut de  
12 cent mille (100 000).

13 Q. **[862]** De pénalité maximale...

14 Me ELIZABETH FERLAND :

15 Maximale, c'est ça.

16 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

17 Q. **[863]** ... c'est vingt-cinq mille (25 000)? Vous  
18 pouvez pas...

19 R. Euh... minimale.

20 Me ELIZABETH FERLAND :

21 Q. **[864]** Oui.

22 R. Minimale, excusez. J'étais incohérent.

23 Q. **[865]** Oui. Mais, donc... mais dans... puis il y en  
24 a eu des cas où c'est par exemple allé... dans les  
25 seize (16) dossiers, il y a... il y a, par exemple,

1 si on sortait les chiffres, on verrait qu'il y a eu  
2 des pénalités qui sont allées jusqu'à cent mille  
3 (100 000)?

4 R. Oui.

5 Q. **[866]** Oui.

6 R. Je sais pas par coeur le nombre ou les montants  
7 ici, mais oui.

8 Q. **[867]** O.K.

9 R. Puis, peut-être le dernier aspect de la  
10 vérification, c'est qu'il y a une validation sur  
11 place où les gens vont aller visuellement voir que  
12 les travaux ont bel et bien été réalisés, puis  
13 s'assurer que pour rentrer dans les coûts, c'est  
14 pas la portée du projet qui a été affectée. Ça fait  
15 qu'on va aller s'assurer que l'ensemble des travaux  
16 ont été réalisés.

17 Q. **[868]** En infrastructures...

18 R. Parce que...

19 Q. **[869]** ... en projets subventionnés et  
20 infrastructures.

21 R. Absolument. Parce que c'est ce qui était prévu dans  
22 le protocole d'entente. Donc, on va aller s'assurer  
23 que ce qui était prévu comme travaux ont  
24 effectivement été réalisés.

25 Q. **[870]** Et il y a... dans votre rôle, évidemment,



1 vous touchez pas du tout... le ministère ne touche  
2 pas à tout ce qui entoure le... tout ce qui se  
3 passe avant la signature du protocole.

4 R. Non. Nous, on intervient après la signature du  
5 protocole.

6 Q. [871] Et est-ce que ça arrive, par exemple, parce  
7 que là, disons qu'on est avec le dossier standard,  
8 mais si vos analystes ont capté en cours, peut-être  
9 après la signature du protocole, mais en cours  
10 d'exécution, certains signaux d'alerte, est-ce  
11 qu'il y a une possibilité d'interpeller votre  
12 service de la vérification?

13 R. Oui, ils peuvent interpeller le service de la  
14 vérification où ils peuvent identifier le dossier  
15 pour être vérifier. Puis, il y a une procédure  
16 aussi du côté de la direction des infrastructures  
17 où ils peuvent écrire une lettre à la municipalité.  
18 Des... par exemple, le premier formulaire  
19 d'attestation qui est reçu ou il peut y avoir des  
20 doutes, si on voit, je sais pas, quelques contrats  
21 qui sont donnés à vingt-quatre mille neuf cents  
22 (24 900) ou la même, de juste signifier que c'est  
23 important qu'il s'assure du respect de la  
24 politique. Sans faire un jugement sur le cas en  
25 particulier, déjà, dès le départ, si on voit une

1           pratique qui se dessine, d'avertir la municipalité  
2           pour être sûr qu'elle soit consciente que... en  
3           indiquant que c'est possible que son dossier soit  
4           vérifié.

5       Q. **[872]** Donc, c'est l'unique possibilité? Est-ce  
6           qu'ils vérifient que les différentes obligations du  
7           protocole en cours sont respectées?

8       R. Bien, eux autres vont le vérifier avec les pièces  
9           qu'ils vont recevoir tout au long...

10      Q. **[873]** Au fur et à mesure.

11      R. ... avant de procéder au paiement des réclamations.

12      Q. **[874]** O.K. Et pour, maintenant, l'autre type de  
13           vérification que vous avez mentionné qui est...  
14           Bien, juste avant, peut-être regardons les  
15           statistiques. Ça, c'est justement - c'est un peu  
16           flou sur l'écran mais - on voit que de deux mille  
17           neuf (2009), bien, on voit, dans le fond,  
18           l'évolution des dossiers qui sont... et ici, on  
19           comprend que ces chiffres-là sont vraiment à  
20           l'intérieur même des votre service. C'est exact?

21      R. Oui.

22      Q. **[875]** Et en bas, on voit que depuis deux mille neuf  
23           (2009), il y a trois mille cent (3100) dossiers.  
24           C'est les trois mille (3000) dossiers auxquels vous  
25           faisiez référence qui, eux, sont sortis à

1 l'externe.

2 R. Ont été réalisés par des firmes externes.

3 Q. **[876]** Externes.

4 Q. **[877]** Parce que ça, de tous ces travaux-là, il y a  
5 rien qui est public. C'est... il y a rien qui va  
6 être rendu public. Ça se passe vraiment à  
7 l'intérieur au ministère. Le rapport de  
8 vérification va être transmis aux infrastructures.  
9 On niveau de l'aide admissible, s'il y a de l'aide  
10 qui est considérée non admissible qui doit être  
11 coupée, c'est transmis à l'interne au ministère.  
12 Mais il y a aucun rapport qui est public à ce  
13 niveau-là.

14 Q. **[878]** D'aucune des vérifications.

15 R. Non. Tout comme le vérificateurs externes qui  
16 procèdent à des vérifications nous transmettent les  
17 rapports mais ce n'est pas non plus public.

18 Q. **[879]** O.K. Justement, la vérification maintenant en  
19 gestion contractuelle.

20 R. Oui.

21 Q. **[880]** Qu'est-ce que, quelle est cette différence  
22 avec l'autre , évidemment elle touchait les projets  
23 subventionnés, là, mais peut-être expliquer les  
24 grandes différences entre les deux types de  
25 vérification.

1 R. Les grandes différences, c'est que un va porter sur  
2 un protocole, un projet, alors que la vérification  
3 de gestion contractuelle, c'est l'équipe qui a été  
4 mise en place à compter de deux mille neuf (2009).  
5 On a dix-huit (18)... dix-huit (18) postes, il y en  
6 a quatorze (14) d'occupés actuellement. Tous les  
7 membres de l'équipe sont membres de l'UPAC, sont  
8 intégrés à l'UPAC. Ça va toucher tout ce qui est  
9 processus de gestion contractuelle, la politique de  
10 gestion contractuelle, puis ça va aborder aussi  
11 d'autres aspects de la gestion municipale.

12 Comme par exemple les compétences. Ça va  
13 aborder aussi les délégations d'autorisation de  
14 signatures. Ça va varier d'un mandat à l'autre.

15 L'équipe, je l'ai dit, est partenaire de  
16 l'UPAC depuis deux mille onze (2011). C'est des  
17 mandats qui sont sélectionnés. Il n'y a pas  
18 d'échantillonnage, c'est des mandats qui sont  
19 sélectionnés en fonction des risques. Ça va être  
20 sélectionné à partir des informations qu'on obtient  
21 à l'interne au ministère, qu'on obtient de l'UPAC,  
22 qu'on obtient beaucoup du commissaire aux plaintes.  
23 Qui pourraient venir des infrastructures. Ça va  
24 nous amener à identifier des mandats qui  
25 apparaissent prioritaires d'être réalisés.

1 Q. [881] Et c'est sélectionné par vous?

2 R. C'est sélectionné par l'équipe, qu'on va élaborer  
3 une planification annuelle avec des mandats, peut-  
4 être huit, neuf, dix (10) mandats prioritaires,  
5 qu'on va soumettre aux autorités du ministère pour  
6 annoncer que c'est des mandats qu'on considère  
7 prioritaires, et on va, après ça, émettre, faire  
8 émettre des lettres-mandats par le sous-ministre à  
9 partir de ces mandats-là.

10 Q. [882] Avant d'émettre les lettres-mandats, est-ce  
11 que vous avisez, justement, votre partenaire, qui  
12 est l'UPAC, pour...

13 R. Oui.

14 Q. [883] ... vous assurer du... du moment, justement,  
15 à laquelle... du moment auquel vous allez commencer  
16 cette vérification?

17 R. Oui. Bien, ça, le lien avec l'UPAC est important  
18 là-dedans parce que, avant de lancer quelque projet  
19 que ce soit, on va aviser l'UPAC, et eux vont nous  
20 dire... Ça a été le cas d'un dossier il y a pas  
21 longtemps, où on a dit, « Bon, on est prêt à partir  
22 dans deux municipalités », et ils nous ont annoncé  
23 que, « Non, allez... Telle municipalité,  
24 attendez. » Pour pas nuire à l'intervention d'un  
25 autre partenaire. On n'est pas au courant de

1 l'intervention, mais il y a une coordination des  
2 travaux qui se fait comme ça. Et ils vont nous  
3 avertir... Ils nous avertiraient lorsque les  
4 travaux seraient complétés et qu'on pourrait  
5 procéder à nos tableaux. Pardon, à nos travaux.

6 Q. **[884]** Et lorsque vous avez cette autorisation-là de  
7 leur côté, vous obtenez la lettre-mandat.

8 R. On fait émettre la lettre-mandat.

9 Q. **[885]** O.K. Et une fois que vous avez cette lettre-  
10 là, vous l'envoyez à la municipalité?

11 R. On va l'envoyer à la municipalité, on va aller  
12 rencontrer la municipalité, expliquer un peu c'est  
13 quoi le, le... le mandat, le déroulement. Demander  
14 déjà une certaine liste de documents. Par la suite  
15 on va réaliser les travaux, on va se rendre sur  
16 place, on va réaliser les travaux. C'est quand même  
17 standard, en vérification. Il va y avoir une  
18 période, après ça, où est-ce qu'on va regarder  
19 toutes les preuves, commencer à... les validations  
20 avec la municipalité, produire un projet de  
21 rapport. Et, une fois le projet de rapport produit,  
22 ça va être revu par les autorités au ministère,  
23 pour voir à obtenir l'autorisation d'envoyer le  
24 projet. Mais c'est des questions qui vont être  
25 posées sur la compréhension du texte, sur les

1       exemples, s'assurer que c'était assez clair. Et,  
2       par la suite, ça va être envoyé à la municipalité,  
3       qui vont signer un avis de confidentialité, pour  
4       pas que ça soit rendu public avant la... la fin du  
5       processus, et ils vont avoir deux semaines pour  
6       échanger avec l'équipe, fournir d'autres  
7       informations et, ultimement, produire leurs  
8       commentaires au rapport.

9       Q. **[886]** Et dans ces... Les deux semaines leur donnent  
10       le temps, avant que ça soit rendu public?

11       R. Bien, absolument, c'est... C'est des échanges  
12       qu'ils vont avoir avec l'équipe. Des fois c'est  
13       simplement un document qu'ils ont oublié de nous  
14       transmettre, ou une interprétation juridique. Et  
15       nous, pendant tout le processus, on va avoir des...  
16       des discussions avec nos affaires juridiques pour  
17       valider des constats. Ils vont lire les projets de  
18       rapport également. Puis, au terme de ce processus-  
19       là, quand on va avoir le rapport final, revu  
20       juridiquement, les commentaires de la municipalité,  
21       il va être rendu public sur le site du ministère,  
22       puis en même temps il est envoyé à la municipalité,  
23       avec une lettre, et c'est la lettre... La lettre  
24       doit être lue au conseil municipal. Donc c'est une  
25       forme, encore là, de sanction, je dirais publique,

1 en faisant lire la lettre au conseil municipal. Et  
2 en rendant le rapport public.

3 Q. [887] Et toutes ces vérifications-là, vous le  
4 mentionnez, là, sont... sont principalement de  
5 conformité. Il ne s'agit pas d'enquêtes, vous ne  
6 débarquez pas, là. C'est vraiment, on regarde si la  
7 délégation, vous l'avez mentionné, des signatures,  
8 on regarde si, par exemple, les gens, le, le... le  
9 sous-contractant était... n'était pas sur le RENA,  
10 c'est... C'est ce genre... Et aussi au niveau  
11 financier, c'est ce genre d'information que vous  
12 allez...

13 R. Oui. Nous...

14 Q. [888] ... confirmer.

15 R. Oui. Nous, c'est des vérifications administratives,  
16 des vérifications de conformité. On ne fait pas  
17 d'enquêtes. On a des partenaires, à l'UPAC, qui  
18 font des enquêtes. Ce qui fait que dans le  
19 déroulement des projets, si on rencontre des  
20 situations tout au long de l'avancement du projet,  
21 on va produire des fiches de signalement à l'UPAC.  
22 On en a produit, jusqu'à maintenant, autour de  
23 vingt-huit (28)... vingt-sept (27), vingt-huit (28)  
24 fiches, où on va leur faire part de situations qui  
25 pourraient être d'intérêt pour eux. Et avant de



1 rendre le rapport public, on va leur envoyer le  
2 rapport, à peu près en même temps, peut-être la  
3 veille qu'on le rende public, on leur envoie le  
4 rapport, mais également un rapport beaucoup plus  
5 détaillé. Comme par exemple, si on se dit dans le  
6 rapport qu'à quatre... à quatre occasions, nous  
7 avons identifié... il y a telle ou telle situation,  
8 on va leur fournir un rapport où est-ce qu'on va  
9 leur détailler « Voici les quatre situations  
10 avec... »

11 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

12 Q. **[889]** Est-ce que c'est possible de nous en donner  
13 des exemples de situations qui peuvent intéresser  
14 l'UPAC?

15 R. Des situations? Des situations de conflits  
16 d'intérêts apparents, des situations de critères  
17 qui seraient, à notre avis, discriminatoires ou  
18 déjà dans l'appel d'offres il y a un critère qui  
19 semblait favoriser une firme ou des dépassements  
20 importants qu'on n'est pas capable de justifier. Je  
21 le sais pas, un contrat de cinquante (50),  
22 cinquante-cinq mille (55 000) qui finirait à trois  
23 cent quatre-vingt mille (380 000) ou des...  
24 pourrait être des fractionnements. Déjà, je le sais  
25 pas, on donne un premier contrat en bas de vingt

1 mille (20 000) plus plusieurs qui suivent, mais  
2 quand on regarde, déjà, la portée du projet était  
3 connue dès le départ. C'est le style de situations  
4 qu'on peut référer à l'UPAC, leur faire un  
5 signalement puis qu'eux autres peuvent mettre ça à  
6 travers d'autres informations qu'ils ont ou  
7 apprécier la situation en soi.

8 Q. **[890]** Toute cette équipe-là est intégrée à l'UPAC?

9 R. L'ensemble de l'équipe.

10 Q. **[891]** Parce que vu que c'est beaucoup beaucoup de  
11 conformités, qu'on concerne pas nécessairement  
12 l'UPAC, dans le fond, vous, c'est plus des indices  
13 venant de votre examen de conformité qui sont  
14 transférés à l'UPAC dans ces vérifications-là?

15 R. Absolument. L'équipe, c'est d'être alerte à  
16 certains signaux qui pourraient... qui pourraient  
17 potentiellement cacher autre chose. Peut-être un  
18 problème plus grave que juste un problème  
19 administratif ou de conformité.

20 Q. **[892]** Jusqu'à date, quelles sont les principales  
21 lacunes que vous avez trouvées dans ces... lors de  
22 ces vérifications-là?

23 R. Division de contrats, des dépassements non  
24 justifiés, non respect des seuils, par exemple, ils  
25 auraient dû procéder par invitation, ils ont pas

1       procédé par invitation, ils auraient dû aller  
2       public. Je vous dirais ça fait le tour des... des  
3       constats. Puis certains autres éléments au niveau  
4       de la gestion du processus, sur les comités de  
5       gestion, sur les délais, les délais qui sont donnés  
6       pour les soumissionnaires, des choses comme ça.

7       (16:13:33)

8       LA PRÉSIDENTE :

9       Q. **[893]** Dans la même veine, est-ce que vous pouvez  
10       nous dire ces constats-là ont été faits à quelle  
11       époque? Quelle période? Est-ce que c'est les  
12       constats récents?

13       R. Les constats qui ont été signalés à l'UPAC?

14       Q. **[894]** Oui.

15       R. C'est depuis, je vous dirais, deux mille (2000)...  
16       deux mille onze (2011), deux mille douze (2012).  
17       Bien, l'UPAC a été mis en place en deux mille onze  
18       (2011)?

19       Q. **[895]** Oui.

20       R. C'est depuis ce temps-là. Ça s'est fait... ça  
21       dépend des mandats aussi. Ça se peut que des  
22       mandats il y ait rien.

23       Q. **[896]** Oui, mais ce que vous avez constaté, là, ce  
24       qui a été constaté.

25       R. Oui.

1 Q. [897] Est-ce que ce sont des incidents qui se sont  
2 passés depuis deux mille onze (2011)?

3 R. Il y a des... non, il y a des choses qui sont  
4 antérieures à deux mille onze (2011).

5 Q. [898] Est-ce qu'il y a des choses qui sont  
6 postérieures à deux mille onze (2011)?

7 R. Il faudrait que je vois, de mémoire je peux pas  
8 vous dire, mais probablement parce qu'il y a des...  
9 quand on regarde, c'est généralement la période qui  
10 est immédiatement avant nos... avant l'automne.

11 Q. [899] Évidemment, toujours en lien avec notre  
12 mandat, donc dans l'industrie de la construction?

13 R. Oui.

14 Q. [900] Alors, est-ce qu'on peut...

15 Me ÉLIZABETH FERLAND :

16 Faire un engagement dans ce sens-là?

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Oui, s'il vous plaît.

19 R. L'engagement de vous transmettre les signalements  
20 qui ont été formulés?

21 Q. [901] Oui, s'il vous plaît, oui.

22 R. Oui.

23 Me ÉLIZABETH FERLAND :

24 Q. [902] Parfait.

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Q. [903] Relativement à la nature du signalement?

3 R. Oui.

4 Me ÉLIZABETH FERLAND :

5 Q. [904] Et la période, le moment où il a été fait.

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Q. [905] La période où... oui, où l'incident serait  
8 survenu.

9 R. C'est beau. La période du signalement et la période  
10 de l'incident...

11 Q. [906] Exactement.

12 R. Et la nature du signalement?

13 Q. [907] Exactement.

14 R. C'est bien.

15 Me ÉLIZABETH FERLAND :

16 Q. [908] Parfait. C'est noté pour l'engagement?

17 LA GREFFIÈRE :

18 127.

19 Me ÉLIZABETH FERLAND :

20 Parfait.

21

22 201E-127 : Transmettre renseignements  
23 relativement à la période du  
24 signalement et la période de  
25 l'incident

1

2 R. Peut-être pour compléter le processus, évidemment,  
3 nous, on émet des recommandations, des directives  
4 aux municipalités. Les rapports sont publics. Puis  
5 il va y avoir un suivi qui se fait des  
6 recommandations après une période de trois ans.  
7 Actuellement, on arrive dans cette période-là.  
8 Cette année, on a cinq suivis en cours. On en a une  
9 dizaine à faire dans la... au cours des douze (12)  
10 prochains mois.

11 Q. [909] Mais c'est... c'est de voir si, par exemple,  
12 la municipalité s'est corrigée. Mais tout ça était  
13 sous forme de... de lettre dans laquelle vous  
14 disiez « Vous avez, par exemple, pas respecté  
15 tel... vous avez pas publié sur le CEAO » et  
16 caetera, là...

17 R. Oui.

18 Q. [910] ... et vous leur... vous donniez à la  
19 municipalité une période de temps pour se... se  
20 régulariser?

21 R. Absolument. On leur disait qu'on ferait un suivi au  
22 cours des trois prochaines années puis c'est  
23 toujours sous forme de recommandations pour  
24 l'avenir en identifiant c'était quoi le problème,  
25 en leur demandant de mettre en place des choses

1           pour pas que ça se reproduise.

2       Q. [911] Et généralement, quand vous faites les suivis  
3           comme ça, est-ce que les municipalités se sont  
4           régularisées?

5       R. On va le savoir dans quelques mois. Les cinq  
6           premiers suivis sont en cours. On devrait avoir la  
7           réponse peut-être d'ici Noël.

8       Q. [912] O.K. Est-ce que... est-ce que vous avez, dans  
9           le cadre de ces vérifications-là, parce qu'on a  
10          entendu dans les... dans les derniers jours  
11          plusieurs municipa... bien en tout cas, deux  
12          municipalités pour... pour être clair, Laval  
13          notamment, est-ce que vous avez eu, dans le cadre  
14          de ces vérifications en gestion contractuelle eu  
15          à... à faire des vérifications à Laval?

16      R. À Laval, il y a cinq interventions qui ont été  
17          faites depuis deux mille onze (2011). Il y en a une  
18          première au niveau de la gestion contractuelle, je  
19          pense, qui a commencé fin deux mille dix (2010). Ça  
20          a été déposé quelque part début deux mille douze  
21          (2012). Il y eu aussi une intervention au niveau de  
22          l'utilisation des frais de recherche et  
23          secrétariat. C'est une vérification qui s'est  
24          faite, pas seulement à Laval, mais dans huit  
25          municipalités, puis qui a amené à des directives du

1       ministère, plus d'informations du ministère pour  
2       encadrer l'utilisation de ces frais-là. Il y a eu  
3       aussi un mandat qu'on appelle « vérification  
4       contemporaine » où on avait quelqu'un qui était  
5       présent à Laval, au fur... dans le déroulement des  
6       activités, au fur et à mesure que les contrats  
7       étaient donnés.

8       Q. **[913]** Et ça, c'est à quelle période, cette  
9       vérification-là?

10      R. C'est à compter de deux mille... j'ai pas la date  
11      précise, je crois c'est à compter de deux mille  
12      douze (2012). Et aussi un mandat à l'égard de la  
13      Cité de la culture et du sport de Laval, pour la  
14      construction de l'amphithéâtre où l'équipe était  
15      impliquée dans le déroulement du processus. La  
16      cinquième intervention étant qu'on a fourni... il y  
17      a quatre vérificateurs qui ont été dédiés pour  
18      soutenir l'équipe de tutelle de la Commission  
19      municipale dans le cadre de la tutelle pendant une  
20      période de six mois à Laval...

21      Q. **[914]** O.K.

22      R. ... où est-ce qu'ils intervenaient, eux, en amont  
23      des autorisations des tuteurs. Ils ont regardé, je  
24      pense, c'est au-delà de mille (1000) dossiers, que  
25      ce soit le processus d'appel d'offres des contrats,



1 l'application d'entente des autorisations de  
2 paiement. C'est les... ça, c'est les mandats. On  
3 est encore là, présent, pour la Cité de la culture  
4 et du sport à Laval.

5 Q. **[915]** O.K. Et dans la première vérification que  
6 vous avez mentionnée qui a peut-être eu un rapport  
7 à quelque part au début de l'année deux mille douze  
8 (2012), est-ce que... est-ce que... dans ce  
9 rapport-là, est-ce que... si vous avez décelé des  
10 choses, est-ce que c'est, par exemple, un cas où ça  
11 aurait été transmis à l'UPAC? Est-ce que vous savez  
12 cette information-là?

13 R. J'ai pas l'information ici. Ça va faire partie de  
14 l'engagement de ce qu'on a transmis à l'UPAC.

15 Q. **[916]** On va l'avoir. Parfait.

16 R. Je l'ai pas de mémoire dans le cas de ce dossier-là  
17 précisément.

18 Q. **[917]** Ça fait qu'on va avoir justement si... et ce  
19 rapport-là, est-ce qu'il est public?

20 R. Il est public sur le site du ministère.

21 Q. **[918]** Parfait. Puis, vous avez parlé tout à l'heure  
22 de pénalités... de sanctions et vous avez parlé de  
23 pénalités monétaires; vous avez fait un lien avec  
24 la gestion contractuelle. Donc, on comprend que  
25 dans le cadre de ces vérifications-là, vous

1           pourriez imposer le même mécanisme que vous avez  
2           expliqué tout à l'heure?

3           R. Non. Ça...

4           Q. **[919]** Non?

5           R. ... ça s'applique pas...

6           Q. **[920]** Ça s'applique pas à cette...

7           R. ... ça s'applique pas à ce processus-là.

8           Q. **[921]** O.K. donc, dans ce cas-ci...

9           R. Parce qu'il n'y a pas de subventions. L'autre,  
10          c'est dans le cadre d'un programme d'aide qui est  
11          en lien avec un protocole, où la municipalité  
12          s'engageait à respecter les règles applicables en  
13          matière de gestion contractuelle. Là, c'est pas en  
14          lien avec une aide ou... précisément, c'est  
15          simplement d'aller voir le processus en soi.

16          Q. **[922]** Alors, les sanctions possibles dans le cas  
17          d'une vérification de ce type-là, c'est ce que vous  
18          avez mentionné il y a quelques instants.

19          R. Plus une sanction publique, politique...

20          Q. **[923]** O.K.

21          R. ... de par le fait que le rapport est rendu public.

22          Q. **[924]** Parfait. On voit à la diapositive suivante  
23          l'encadrement mais je pense que vous avez fait le  
24          tour, justement, quand vous avez expliqué... Est-ce  
25          que je comprends bien que c'est ce que vous avez

1           expliqué en termes de lettre mandat, et cae...

2           R. Absolument, oui, oui...

3           Q. **[925]** Oui?

4           R. ... que c'est le ministre qui va désigner  
5           quelqu'un. Dans les faits, c'est le sous-ministre  
6           qui assume les pouvoirs, mais que... c'est ça, que  
7           c'est le ministre qui va désigner quelqu'un, puis  
8           qui a le pouvoir d'émettre des directives et de  
9           rendre le rapport public. C'est ce qui a été  
10          expliqué.

11          Q. **[926]** Et, à l'autre diapositive, on voit justement  
12          le partenaire qui est l'UPAC. Vous en avez parlé.  
13          Est-ce que... peut-être juste changer... Ça change  
14          pas? O.K. Donc, à la diapositive suivante, il est  
15          fait mention... J'ai une copie, je peux... Vous  
16          avez...

17          R. Oui, c'est beau.

18          Q. **[927]** O.K. Parfait. Il est fait... il est fait  
19          mention de votre partenaire de l'UPAC. Vous en avez  
20          parlé mais également vous faites mention du  
21          registre des entreprises autorisées. Ça, c'est...  
22          votre rôle est différent à cet égard-là. Est-ce que  
23          c'est exact?

24          R. Oui, bien, via l'UPAC, c'est l'AMF, le registre des  
25          entreprises autorisées. On va, via l'UPAC, avoir la

1 listes des entreprises qui demandent  
2 l'autorisation. Puis on va faire des... on va aller  
3 chercher l'information auprès de huit directions...  
4 huit... bien, sept directions plus les seize (16)  
5 directions régionales pour voir s'il y a pas des  
6 éléments qui seraient d'intérêt à souligner à  
7 l'UPAC en lien...

8 Q. **[928]** En lien avec...

9 R. ... avec les demandes d'autorisation.

10 Q. **[929]** Parfait. Et vous... vous mentionnez un petit  
11 peu plus haut, les échanges d'information. Est-ce  
12 que vous avez reçu - je pense vous l'avez  
13 mentionné, là, mais - est-ce que vous avez le nom  
14 de dossiers que vous avez reçus de l'UPAC?

15 R. Des dossiers qu'on a reçus de l'UPAC... bien, peut-  
16 être pour préciser, c'est qu'il y a un troisième  
17 type de vérification qu'on n'a pas parlé qui fait  
18 partie des liens avec l'UPAC. L'UPAC, on va  
19 participer au comité stratégique. On va participer  
20 aux rencontres des membres, il va y avoir des  
21 échanges d'informations. Puis le deuxième point,  
22 c'est la réalisation de la vérification ponctuelle  
23 à la demande de l'UPAC. Ça, c'est un nouveau type  
24 de vérification qui a débuté au début deux mille  
25 treize (2013). Encore là, c'est pas des

1 vérifications qui sont publiques. C'est que l'UPAC  
2 va recevoir des dénonciations puis que, lorsque ça  
3 vise la gestion contractuelle, ils vont nous  
4 envoyer certains dossiers de dénonciation pour  
5 qu'on fasse une vérification sur...

6 Généralement, ça va porter sur un contrat  
7 ou sur quelques contrats pour qu'on fasse des  
8 travaux pour voir : est-ce que la dénonciation est  
9 fondée; qu'est-ce que... c'est quoi le potentiel;  
10 est-ce que c'est plus administratif; est-ce qu'il y  
11 a plus des choses qui seraient plus de nature à  
12 enquête UPAC? C'est des vérifications qu'on va  
13 faire avec l'équipe de vérification en gestion  
14 contractuelle et il y a un rapport qui va être  
15 transmis à l'UPAC par la suite.

16 Ça, depuis deux mille treize (2013), il y  
17 en a vingt et une (21) vérifications qui ont été  
18 débutées, il y en a huit de complétées  
19 actuellement, il y en a, je pense, c'est douze (12)  
20 ou treize (13) en cours, il y en a huit, neuf ce  
21 complétées.

22 Q. [930] O.K. Donc, ça, c'est un nouveau véhicule ou  
23 une nouvelle méthode de vérification, là, que vous  
24 êtes en train justement de...

25 R. Disons que ça fait partie de l'évolution des

1 travaux. C'est d'autres types de travaux qui se  
2 rajoutent qui sont pas visibles, qui sont pas  
3 publics, mais qui font partie de notre rôle avec  
4 l'UPAC puis de notre expertise en gestion  
5 contractuelle.

6 Q. **[931]** Parfait. En termes d'enquête, est-ce que...  
7 est-ce que vous faites des enquêtes?

8 R. Non.

9 Q. **[932]** Aucune?

10 R. Aucune enquête.

11 Q. **[933]** Est-ce que vous avez des pouvoirs d'enquête?

12 R. Il y a un pouvoir d'enquête. L'article 16 dans la  
13 loi qui dit que le ministre peut demander une  
14 enquête sur le comportement, j'ai pas la  
15 terminologie exacte, là, mais sur le comportement  
16 d'un fonctionnaire ou d'un employé municipal.

17 Q. **[934]** Et ce pouvoir de l'article 16 n'a pas été  
18 utilisé depuis combien de temps, à votre  
19 connaissance?

20 R. À ma connaissance, on n'a pas retrouvé de... de...  
21 situation où que ça aurait été utilisé.

22 Q. **[935]** Du tout?

23 R. Oui.

24 Q. **[936]** Depuis le...

25 R. On n'en a pas retracé.

1 Q. [937] O.K. Et est-ce que vous pensez que, dans le  
2 fond, c'est couvert maintenant par l'UPAC parce que  
3 vous transférez les dossiers qui... qui nécessitent  
4 une enquête? Donc, est-ce que vous auriez besoin  
5 d'utiliser, pour d'autres types d'enquête, cet  
6 article 16-là?

7 R. Bien, cet article-là, à mon avis, m'apparaît... le  
8 nombre de situations qu'on pourrait l'utiliser  
9 m'apparaît assez restreint parce qu'on parle du  
10 comportement d'un employé... un employé municipal,  
11 d'un fonctionnaire, on parle de relations de  
12 travail à l'intérieur des villes où généralement ça  
13 va se régler à l'intérieur même de la ville, soit  
14 de façon administrative où on voit des fois les  
15 conseils de ville qui vont prendre des sanctions.  
16 Par exemple, ça peut aller jusqu'au congédiement  
17 d'employés. Par contre, les situations où ça  
18 pourrait se produire, j'imagine, ce serait un  
19 citoyen qui serait insatisfait du règlement de la  
20 situation qui pourrait porter à notre attention, ça  
21 doit se régler peut-être au niveau des plaintes, au  
22 niveau de la vérification. Ou encore si la  
23 situation était tellement grave, tellement  
24 délicate, par exemple, je le sais pas, conflit  
25 d'intérêt, utilisation non souhaitable de fonds

1           publics, ce serait peut-être plus un dossier qui  
2           serait du ressort de l'UPAC. Le premier réflexe, je  
3           vous dirais, moi, devant une situation comme ça, ce  
4           serait de le transmettre à l'UPAC.

5       Q. **[938]** O.K. Vous avez parlé de la collaboration, on  
6           l'a vu ici, là, avec l'UPAC. Vous aidez l'AMF et  
7           l'UPAC, là, dans le cas de l'autorisation en vertu  
8           de la Loi 1.

9       R. Oui.

10      Q. **[939]** Est-ce que... Vous avez mentionné un petit  
11           peu tout à l'heure, quand on parlait des plaintes,  
12           je pense, du Directeur général des élections. Est-  
13           ce que vous collaborez, par exemple, avec cet  
14           organisme-là dans d'autres contextes que juste la  
15           réception d'une plainte? Est-ce qu'il y a  
16           d'autres... des dossiers, par exemple, en  
17           vérification qui pourraient vous amener à être  
18           transférés?

19      R. À ma connaissance, il y en a pas qui ont été  
20           transmis, mais il y a rien qui empêcherait que, si  
21           on voyait un dossier qui concernerait... vous  
22           parlez du Directeur général des élections, au  
23           Commissaire au lobbying ou n'importe quel  
24           organisme, à mon avis, il y a rien qui empêcherait  
25           qu'on transmette ces situations-là.



1 C'est sûr qu'on focusse beaucoup sur la  
2 gestion contractuelle, mais si une situation de  
3 même se présentait, effectivement ce serait de voir  
4 les possibilités de transmettre, là, tout le temps  
5 en respect de la protection des renseignements  
6 personnels, être sûr que ça se fasse correctement.

7 Q. [940] Puis avec, par exemple, des... des ordres  
8 professionnels, est-ce que vous avez eu à  
9 transférer des dossiers?

10 R. Pas... Pas au niveau de la vérification, ça s'est  
11 fait au niveau des plaintes, pas au niveau de la  
12 vérification.

13 Q. [941] Au niveau du...

14 R. On n'a pas de cas.

15 Q. [942] ... du Bureau du commissaire...

16 R. Oui.

17 Q. [943] ... est-ce qu'il y a eu plusieurs dossiers  
18 qui ont été transférés?

19 R. À ma connaissance, il y en a deux.

20 Q. [944] Deux. À un ordre professionnel... des  
21 comptables ou des...

22 R. Oui. De mémoire, c'est l'Ordre des comptables  
23 professionnels agréés et l'Ordre des évaluateurs  
24 agréés.

25 Q. [945] O.K. Est-ce qu'il y a d'autres organismes

1 avec lesquels vous avez des ententes et que vous  
2 collaborez, là, en termes de vérification ou autres  
3 mécanismes de surveillance qu'on n'aurait pas parlé  
4 ensemble aujourd'hui?

5 R. Non. Bien, il y a la SQ, mais la SQ, ça va se  
6 faire. Ça se faisait avant, mais là ça se fait à  
7 travers l'UPAC principalement.

8 Q. [946] Donc, avant, vous aviez des... une  
9 collaboration avec la Sûreté du Québec avant  
10 l'arrivée de l'UPAC en deux mille onze (2011).

11 R. Il y a des dossiers qui avaient été transmis à la  
12 Sûreté du Québec.

13 Q. [947] Savez-vous combien?

14 R. On en a répertorié six, mais c'est juste... c'est  
15 probablement un minimum. C'est parce que quand on a  
16 fait la recherche, c'était pas documenté dans les  
17 dossiers. On n'a pas de moyen facile d'interroger  
18 les systèmes pour voir quels dossiers auraient pu  
19 être transférés. Mais, on sait qu'on en a retracé  
20 des dossiers qui étaient transmis à la SQ.

21 Q. [948] Moi, j'arrive à la fin de ce que je voulais  
22 couvrir avec vous. Peut-être, juste pour fins de  
23 réflexion, est-ce que... est-ce que vous pensez  
24 qu'il serait opportun de peut-être, vous avez  
25 l'expérience, d'avoir vu d'autres systèmes, là, où

1           il y aurait un vérificateur général autre que le  
2           Vérificateur général du Québec pour regarder les  
3           municipalités? Est-ce que ça existe ailleurs au  
4           Canada? Est-ce que...

5           R. S'il existe une structure, un vérificateur général  
6           qui vérifierait les municipalités?

7           Q. **[949]** Oui.

8           R. À ma connaissance, il y en a un qui a été mis en  
9           place en Colombie Britannique il y a peut-être  
10          quelques années. C'est sûr qu'il a pas les mêmes  
11          pouvoirs que... je regarde, je le connais pas en  
12          détail, mais je sais que... je me demande s'il a un  
13          pouvoir de recommandation, mais c'est un  
14          vérificateur général qui est dédié spécifiquement  
15          aux municipalités.

16          Q. **[950]** Puis est-ce que c'est quelque chose que vous  
17          avez réfléchi au Ministère, là, pour... pour une  
18          surveillance disons plus rapprochée envers les  
19          municipalités?

20          R. Bien, je dirais qu'au Ministère il y a toujours des  
21          réflexions au niveau de notre approche. Notre  
22          approche, il y a certaines choses qui se sont  
23          rajoutées au fil du temps à la vérification, que ce  
24          soit en termes de loi, en termes d'équipe, en  
25          approches de vérification. C'est une réflexion qui

1 va continuer. De savoir si on devrait mettre...  
2 aller vers une structure comme ça? Je pense, je  
3 vais plus laisser ça...

4 Q. [951] Aux penseurs, aux gens qui se penchent sur la  
5 question.

6 R. Aux autorités, oui.

7 Q. [952] O.K.

8 R. Parce que c'est une autre approche de vérification  
9 qui est différente.

10 Q. [953] O.K. Moi, ça fait le tour.

11 LA GREFFIÈRE :

12 Est-ce que vous produisez l'onglet 1, la  
13 présentation?

14 Me ÉLIZABETH FERLAND :

15 Oui, je vais effectivement produire la  
16 présentation.

17 LA GREFFIÈRE :

18 Alors, 201P-2084.

19 Me ÉLIZABETH FERLAND :

20 Parfait.

21

22 201P-2084 : Présentation du ministère des Affaires  
23 municipales et de l'Occupation du  
24 territoire (MAMOT) à la CEIC du 19  
25 septembre 2014

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Est-ce que les parties ont des questions à poser?

3 Me ROXANE GALARNEAU :

4 Pas cette fois, Madame la Présidente.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Non. Alors... Eh! Bien, Monsieur Villeneuve, c'est  
7 bien ça?

8 R. Oui.

9 Q. **[954]** On vous remercie infiniment pour votre  
10 présentation.

11 R. Merci.

12 Q. **[955]** Merci.

13

14 ET LE TÉMOIN NE DIT RIEN DE PLUS

15 AJOURNEMENT DE L'AUDIENCE

16

---

1

2

3

SERMENT

4

Nous, soussignés, CLAUDE MORIN et DANIELLE BERGERON

5

sténographes officiels, certifions que les pages

6

qui précèdent sont et contiennent la transcription

7

fidèle et exacte de l'enregistrement numérique, le

8

tout hors de notre contrôle et au meilleur de la

9

qualité dudit enregistrement.

10

11

Le tout conformément à la loi.

12

13

Et nous avons signé,

14

15

16

17

---

Claude Morin (Tableau #200569-7)

18

Sténographe officiel

19

20

21

22

---

Danielle Bergeron (Tableau #289077-1)

23

Sténographe officielle